

L'étonnante épopée du combat ouvrier

Petite histoire locale à l'attention des syndiqué(e)s CGT
et de celles et ceux qui s'intéressent à l'histoire du **syndicalisme**
dans le **Pays de Montbéliard** et à **Peugeot-Sochaux**.

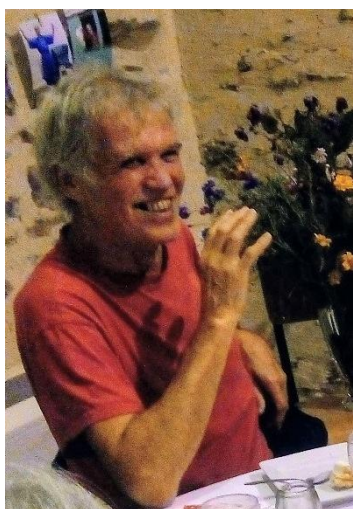


Photo : Grève de 1936 à Peugeot-Sochaux (archives municipales de Montbéliard)

1^{ère} partie : Des origines à la Libération

Texte de Bruno Lemerle

Avant de commencer



Bonjour les camarades, les amis et les autres,

Originaire de Saint Etienne, immigré dans le Pays de Montbéliard, ouvrier puis technicien à Peugeot Sochaux, syndiqué puis militant à la CGT, je me suis intéressé à l'histoire de ma région d'adoption, et principalement à son volet social.

Comme vous, j'avais entendu parler de la révolte de 1899 et de sa marche avortée sur Paris, de la journée du 11 juin 1968 qui fit 2 morts dans les rangs des ouvriers, et j'ai participé à la grève de 1989 qui dura 7 semaines et finit par faire plier le PDG, Jacques Calvet.

Mais derrière ces « grands événements », combien d'autres moins connus ? On oublie parfois la façon dont, ici aussi, nos anciens ont contribué à gagner la journée de 8 heures ou les congés payés ... C'est aussi par une lutte prolongée que les ouvriers de Sochaux ont obtenu les « dépannages », ces pauses qui permettent de souffler un peu quand on travaille en chaîne. Des combats quotidiens, des résistances au jour le jour, pour rendre plus humaine la vie au travail.

Cette histoire n'est pas désincarnée. Dans chaque combat, il y a des hommes et des femmes, qui, refusant la peur, la résignation ou l'individualisme, ont décidé de s'engager, de s'organiser, de s'exposer face au patronat et aux yeux de leurs collègues. Les mouvements sociaux, quand ils apparaissent au grand jour, ont souvent été précédés d'un long travail d'explications, de conviction, mené dans l'ombre par ces militants. C'est encore à eux qu'incombe, dans la lutte, le rôle de direction, de conseil, de recherche des voies de l'unité nécessaire. C'est encore eux qui doivent traverser, sans renoncer, les moments de tempête comme les périodes de démobilisation générale. Dans l'empire Peugeot, ils l'ont parfois payé très cher, mais, à de rares exceptions près, ils n'ont jamais regretté un engagement qui leur a apporté une vie plus riche et le sentiment légitime d'être *utile*.

Ces syndiqués, ces militants syndicaux, nous ne les connaissons pas ou peu. Bien sûr, on se rappelle nos « contemporains » mais qui se souvient encore d'Edouard Ablitzer, le précurseur, de Sébastien Telmat le bâtisseur, de Marie Vurpillot la première grande figure féminine du syndicalisme montbéliardais, de Charles Joly le résistant, de Roger Berne fusillé au Mont Valérien ... ? Je ne voudrais pas que d'autres, Georges Minazzi le chrétien anticolonialiste épris de justice sociale, Antoine Paléo le combattant antifranquiste, et bien d'autres ... pour lesquels j'ai tant d'admiration, disparaissent aussi des mémoires.

Un pari impossible puisqu'ils ont mené leurs combats en toute modestie, sans se mettre en avant, s'effaçant derrière le collectif et laissant bien peu de traces à caractère personnel. Pour beaucoup, nous n'avons même pas une photo permettant de mettre un visage sur leurs actions. Ils sont représentatifs de tant d'autres, syndiqués de terrain, militants de l'ombre, qui resteront à jamais anonymes mais auxquels nous devons beaucoup.

Parler du syndicalisme, de la CGT à Peugeot-Sochaux et dans le Pays de Montbéliard, oblige à faire quelques longs détours et vous m'en excuserez. Car, si notre bassin d'emplois a ses spécificités, il est aussi perméable à ce qui se passe ailleurs, à Besançon, à Belfort, et au niveau national. Pour comprendre les évolutions locales, nous sommes bien souvent obligés de les resituer dans un cadre plus large. De même qu'il est souvent impossible de dissocier les évolutions syndicales du contexte politique.

Et puis, s'organiser pour défendre les travailleurs face au patronat ou à l'Etat, n'a rien d'évident. L'histoire syndicale est pleine de tâtonnements, de regroupements plus ou moins éphémères, de séparations plus ou moins douloureuses. J'ai essayé de démêler l'écheveau complexe de ces différents épisodes.

Ce texte n'est pas une thèse d'histoire ou de sociologie.

- ✓ D'autres, plus qualifiés que moi, ont déjà publié des études, aujourd'hui dispersées dans leurs ouvrages sur le mouvement social local ou national. J'ai fait de nombreux emprunts à leurs thèses, revues ou livres. Celles et ceux qui veulent des compléments pourront se reporter utilement à la bibliographie de la page 152.
- ✓ Mais ces travaux, souvent très détaillés, sont rarement lus par celles et ceux qui sont les premiers concernés, syndiqués et militants d'aujourd'hui. J'ai donc voulu un texte, certes encore trop long, mais plus accessible, illustré et moins académique.
 - Pour ne pas perturber la lecture, j'ai mis certains développements en « encadré grisé » que vous lirez ou pas suivant votre intérêt pour le sujet.
 - J'ai regroupé à la fin les différentes notes qui apportent, au fil de l'eau, des explications ou précisions, et un index des noms cités qui vous permettra de retrouver une biographie plus complète de beaucoup d'entre eux principalement sur le dictionnaire en ligne du mouvement ouvrier « Le Maitron » (merci à ses rédacteurs).
- ✓ Je sais aussi que je n'ai ni les compétences ni le recul nécessaire pour faire œuvre d'historien. Car, tout en cherchant à rester le plus factuel possible, j'ai sur les événements, sur les positions des uns et des autres, un point de vue. Et il transparaît nécessairement dans la façon dont je présente les choses. Je comprends fort bien que cela puisse susciter des réactions.

Une précision : A l'exception de rares véritables renégats, qui ont rallié le patronat ou le fascisme, j'ai pour les militants ouvriers un grand respect, même si je ne partage pas toujours leurs orientations. La plupart défendent honnêtement leurs convictions et, même si on n'épouse pas leurs idées, ne méritent pas les noms d'oiseaux dont ils sont parfois affublés. Le débat syndical se déshonore quand il tombe dans ses travers.

N'hésitez donc pas à m'envoyer vos réflexions, critiques ou compléments à bruno.lemerle@gmail.com. Comme ce texte est accessible sur le site internet des retraités CGT PSA (<https://retraitecsgtpsa.fr>), je pourrais, si vous le souhaitez, publier vos réactions en commentaires pour que cela puisse servir à tous. Car cette histoire ne demande qu'à s'enrichir.

Chapitre 1

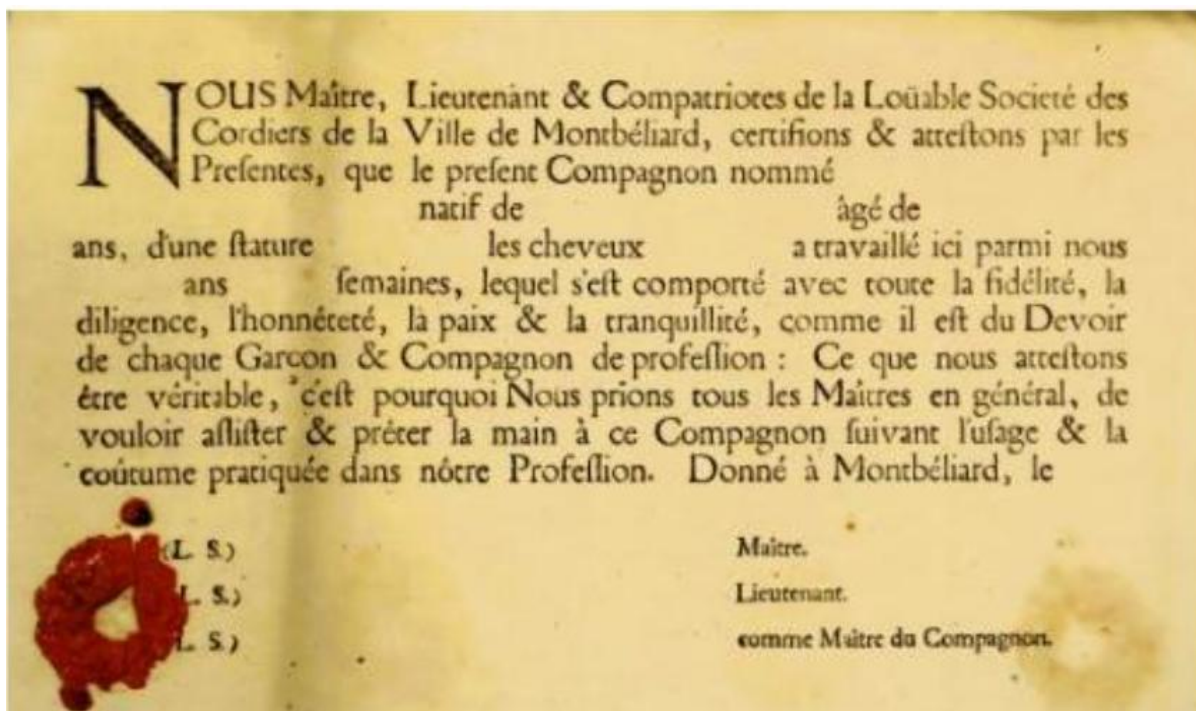
Du temps où le syndicat n'existait pas encore

1-1 Naissance de la classe ouvrière

Au XVIII^{ème} siècle, le pays est essentiellement agricole, composé principalement de paysans, serfs ou vilains, exploités par la noblesse et le clergé qui les accablent de corvées, dîme, sens et autre gabelle.

Pourtant, dans les villes comme Montbéliard, se développe peu à peu un petit monde d'artisans et de commerçants : serruriers, menuisiers, merciers, tanneurs, maréchaux-ferrants, couteliers, boulangers, bouchers, cordonniers, ... Ils se regroupent en corporation¹ pour définir les règles du métier et défendre leurs intérêts. Cette petite bourgeoisie naissante obéit encore à des règles féodales mais cherche à gagner des « franchises² » et à administrer les communes en s'émancipant de la tutelle des seigneurs.

L'organisation des corporations respecte et verrouille une hiérarchie immuable. En bas de l'échelle se trouve l'apprenti commandé et instruit par le compagnon, ouvrier lui-même placé sous l'autorité du maître et ne pouvant accéder à ce statut de maître qu'en ayant réussi son « chef d'œuvre » et en s'acquittant d'une forte redevance.



« Certificat de travail » de la corporation des Cordiers de Montbéliard
(Archives municipales – HH66)

Pour qu'apparaissent des syndicats de salariés, et d'abord des syndicats ouvriers, il faut que, avec la naissance et le développement de l'industrie, le nombre de prolétaires s'accroisse et qu'ils soient regroupés dans des ateliers qui facilitent l'échange et la défense des intérêts communs.

Dans notre région, c'est **Frédéric Japy** qui donne de façon très précoce le top départ de cette évolution.

En 1770, Beaucourt est un petit village de 200 âmes, qui fait partie du Comté de Montbéliard, lui-même encore rattaché au duché germanique du Wurtemberg. **Frédéric Japy**, fils du maréchal-ferrant du village, part se former à l'horlogerie au Locle (Suisse). Il y apprend la fabrication des pièces à la main, de façon traditionnelle et artisanale. Mais Il y rencontre aussi **Jean-Jacques Jeanneret Gris** qui travaille à la conception de machines-outils.

A son retour, **Frédéric Japy** tente donc de créer une fabrique d'horlogerie dans la ferme de son grand-père à Montbéliard (Grange la Dame). Mais son installation se heurte aux réticences de la corporation des horlogers qui voit d'un très mauvais œil l'arrivée de ce concurrent qui veut, de surcroît, introduire de nouvelles méthodes de production.



On comprend leur hostilité puisqu'à l'époque un artisan-horloger produit 24 [ébauches](#)³ par an, et que le nouveau venu va bientôt en fabriquer des milliers grâce à ses machines ... et à ses ouvriers.

Frédéric Japy décide de ne pas rester à Montbéliard et en 1777, il rentre à Beaucourt, ouvre sa première fabrique avec 50 apprentis, achète des machines à **Jean-Jacques Jeanneret Gris** et développe les siennes.

18 ans plus tard en 1795, son usine compte 400 ouvriers et a un quasi-monopole régional sur les pièces d'horlogeries vendues jusqu'en Suisse.

Frédéric Japy est celui

- ✓ qui sort de l'ancien système économique avec ses horlogers, artisans qualifiés, qui travaillent chacun chez soi et produisent à la main en faisant chacun les différentes opérations,
- ✓ et qui instaure le nouveau système de production à la machine avec des ouvriers non-qualifiés regroupés dans un atelier et réalisant chacun une tâche parcellaire.

C'est la naissance du système industriel, mécanisé, le début du taylorisme avant Taylor.

Les familles **Peugeot** et **Viellard** ne vont pas tarder à suivre l'exemple Japy, dans le textile (filatures et tissages) puis dans la métallurgie (fabrication de lames de scie, d'outils, de vis, boulons, moulins à café, ustensiles de cuisine, articles de pêche ...)

Avec le développement de l'industrie, le pouvoir économique passe progressivement de la noblesse, propriétaire foncière qui vit sur le dos des paysans, à la bourgeoisie qui s'enrichit de l'exploitation des ouvriers.

Mais dans un premier temps, le système industriel mécanisé est freiné par 2 difficultés.

- 1) La première est celle de l'énergie pour le fonctionnement des installations. Dans l'usine **Japy** de Beaucourt, les premières machines sont actionnées, par l'intermédiaire d'un système de courroies, par un manège de chevaux ! Les **Peugeot**, pour la fabrication des rubans d'acier et ressorts d'horlogerie, utilisent la force hydraulique du Gland, petite rivière qui passe à Hérimoncourt et fait tourner leur moulin de Sous-Cratet ... quand il y a suffisamment d'eau. Dès qu'il faudra une source d'énergie plus forte et plus régulière, les usines **Peugeot** seront déplacées au bord du Doubs à Valentigney (1825) et au moulin de Belieu (Beaulieu 1853). Mais le Doubs est capricieux !

- 2) La deuxième difficulté se pose dès que les industriels veulent acheminer leurs marchandises au-delà d'un périmètre proche, pour gagner de « nouveaux marchés » et développer leur activité, ce qu'ils espèrent d'autant plus que le rattachement du Pays de Montbéliard à la France (1793) a supprimé les barrières douanières. Pendant longtemps c'est à pied que seront expédiées les pièces fabriquées à Beaucourt !

Révolutions industrielles

Ce qui change tout, c'est la première révolution industrielle, avec la généralisation de la [machine à vapeur](#)⁴, et l'arrivée du chemin de fer (en 1858 à Montbéliard).



Cette révolution industrielle est assez vite suivie d'une deuxième : l'électrification. En 1906, les familles **Peugeot**, **Japy** et **Marti** s'associent dans la « **Société des forces motrices du Refrain** » pour faire construire sur le Doubs (vers les Echelles de la mort), le barrage du Refrain, un canal d'amenée souterrain de 2,8 km jusqu'à une usine équipée de turbines et alimentant une ligne à haute tension de 38 km jusqu'à Etupes, et de là, les différents établissements du Pays de Montbéliard.

Dans cette période, les progrès techniques font donc des bonds considérables. La production se développe rapidement avec l'apparition de nouvelles fabrications : les machines à coudre (1867), les bicyclettes (1885) puis les voitures (1891).

Le besoin de main d'œuvre amène des centaines d'ouvriers et ouvrières dans les usines **Peugeot** de Beaulieu (cycles) et Audincourt (automobiles), embauchés dès l'âge de 12 ans pour des journées de travail de 12 heures, ramenées à 10 heures en 1871. Prolétaires parfois venus des villages



alentours, parfois [immigrés de Suisse, d'Allemagne ou d'Italie](#)⁵, parfois paysans partageant leurs journées entre la terre et l'usine.

Ce besoin de main d'œuvre est encore accru par l'arrivée, après la défaite de 1870, de plusieurs industriels (filature **Bourcart**, tricotage **Balzingué**, brasserie **Alsen** ...) auparavant établis en Alsace, qui fuient l'annexion allemande et qui veulent poursuivre leur activité sur le territoire français.

Le terreau ouvrier est là. Pour que le syndicat s'y développe, il ne manque plus qu'une semence.

1-2 Pour le droit de s'associer

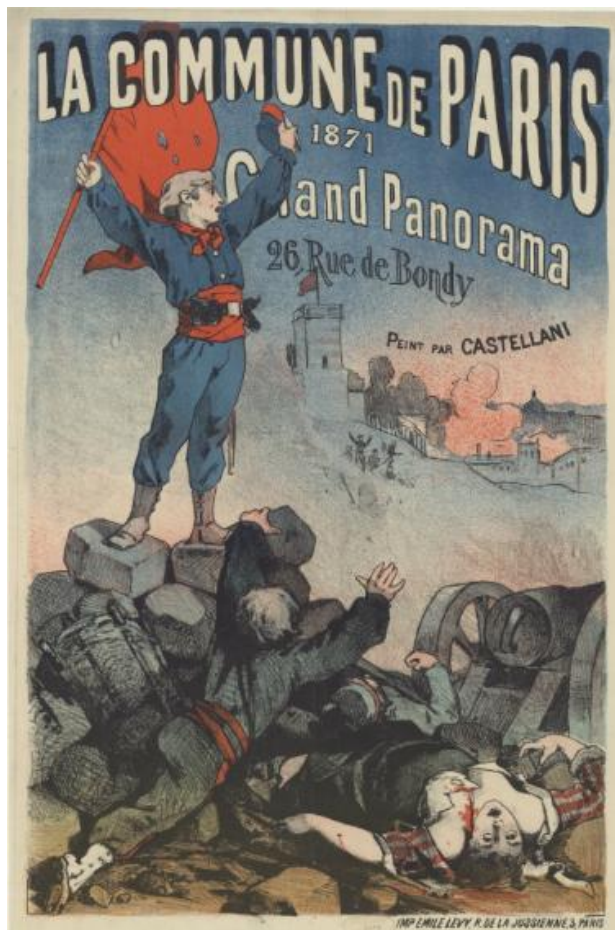
Au lendemain de la Révolution Française (1789), et sous prétexte de mettre fin aux « corporations » de l'ancien régime (qui par leurs règlements et privilèges entravaient le développement du capitalisme industriel – comme on l'a vu dans l'exemple Japy), la loi **Le Chapelier** (1791) en profite pour interdire toute forme d'association des ouvriers : Les

« *attroupements ouvriers qui auraient pour but de gêner la liberté que la constitution accorde au travail de l'industrie seront regardés comme attroupement séditieux* » (art. VIII).

Dans la période qui suit, les ouvriers tenteront de contourner cette loi par la création de coopératives et de sociétés de secours mutuels. Mais toujours aux limites de la légalité, tolérées mais surveillées et contrôlées par les autorités.

Après la guerre de 1870 et la défaite de Napoléon III à Sedan, la 3^{ème} république s'instaure difficilement et, face aux tenants de la République c'est une majorité de royalistes qui siège d'abord à l'Assemblée. La France n'échappe à une nouvelle restauration de la monarchie que du fait de leur désaccord sur la personne à remettre sur le trône.

Après avoir écrasé la Commune de Paris (1871) par le massacre de la Semaine sanglante,



la 3^{ème} République évolue, élections après élections, prenant une tournure plus progressiste avec notamment une loi sur la liberté de la presse (1881), l'instauration de l'école obligatoire et gratuite (lois **Jules Ferry** 1881/1882), la légalisation des syndicats (loi **Waldeck-Rousseau** de 1884), la séparation de l'Eglise et de l'Etat (1905).

La loi de 1884 est une réponse à la multiplication des créations de syndicats, en marge de la légalité, dans les mois qui précèdent son adoption. Elle n'est pas exempte d'arrière-pensées. **Waldeck-Rousseau** les exprime ainsi devant le Sénat : « *J'incline à penser que le jour où le syndicat ne sera plus le privilège des plus hardis, mais le moyen d'action des hommes sages, comme il est aujourd'hui celui des remuants, ce jour-là, ce n'est pas dans chaque profession un syndicat* »

unique que vous aurez, ce seront de nombreux syndicats ». Une partie de l'Assemblée Nationale fait donc le pari que la loi donnera naissance à la « modération des hommes sages » et à la division syndicale. Pour autant c'est un outil dont les travailleurs vont se saisir pour défendre leurs intérêts.

Mais avant que les syndicats n'apparaissent et se structurent, les partis politiques sont déjà en place et se disputent les municipalités et les sièges de députés et sénateurs.

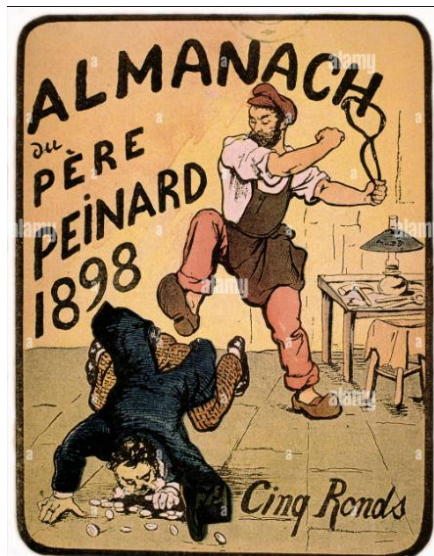
- ✓ Les nostalgiques de la monarchie, souvent soutenus par le clergé, voudraient revenir à l'ancien régime. Bien implantés en milieu rural (le Haut Doubs en est un exemple), ils sont, au départ, majoritaires à l'Assemblée, mais leur influence va décliner progressivement. L'idée de République finira par s'imposer, et, dans la région des personnalités comme le comte **Joseph Jouffroy d'Abbas** ou le marquis **René de Moustier** finiront par s'y rallier.

- ✓ La droite conservatrice, regroupe les tenants du capitalisme naissant et les grands patrons. Dans notre région, les **Peugeot, Japy, Viellard**, ou leurs hommes-liges occupent la scène politique et les mairies, étendant hors de l'usine leur contrôle sur les populations⁶. Depuis 1893, ils ont leur journal « Le Pays de Montbéliard » qui se charge de diffuser « la bonne parole ».

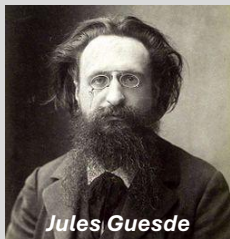


- ✓ Au centre, les autres républicains sont divisés en plusieurs tendances, libérales sur le plan économique, mais plus ou moins « sociales ». En leur sein, les « radicaux ». Opportunistes et devenus majoritaires, ils voteront des lois parfois réactionnaires, parfois progressistes à l'image de celle sur les syndicats, mais aussi, sous la pression, sur la journée de 8 heures et sur les retraites ouvrières.
- ✓ La gauche divisée en plusieurs courants (marxistes, blanquistes, ...) - voir encadré page suivante - a été décapitée lors de la Semaine sanglante. Elle renaît peu à peu de ses cendres et le « courant socialiste » retrouve progressivement des couleurs. Il faut ici préciser que le terme de socialiste, n'a pas la signification d'aujourd'hui. A l'époque l'appellation « socialiste » désigne celles et ceux qui veulent transformer l'ordre économique existant. A ce titre, ils sont considérés comme révolutionnaires.

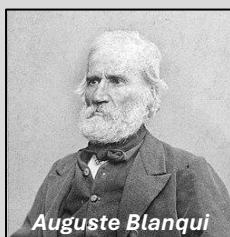
- ✓ Hors du champ électoral, le mouvement anarchiste veut venger les morts de la Commune de Paris, et renverser l'Etat par la violence. Il multiplie les attentats de 1892 à 1894 en région parisienne et lyonnaise (assassinat du président de la République **Sadi Carnot**). Malgré les « lois scélérates » qui répriment les organisations libertaires, et le massacre organisé des anarchistes au bagne de l'île **Saint Joseph**⁷, ce courant va perdurer. Dans la région le groupe anarchiste de Beaucourt diffuse le Père peinard, journal d'**Emile Pouget**, partisan de l'action directe, du sabotage et source d'inspiration pour l'anarcho-syndicalisme. Sans oublier que **Jules Bonnot**, le leader de la bande qui a porté son nom, est originaire de Pont-de-Roide.



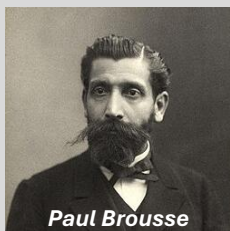
Les principaux courants du « mouvement socialiste » en France à la fin du XIX^{ème} siècle



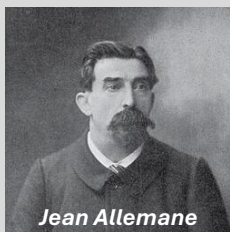
Les Guesdistes, autour de **Jules Guesde**, s'efforcent d'organiser un parti ouvrier français qui voit le jour en 1882 (congrès de Roanne) sur des bases marxistes. Il connaît une croissance rapide et représente, en 1898, 40 % des électeurs socialistes.



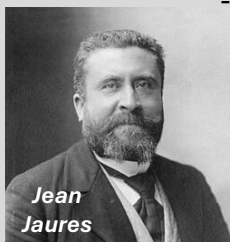
Les Blanquistes (du nom d'**Auguste Blanqui**, le vieux leader ouvrier mort en 1881), bien que ralliés au guesdisme en 1898, s'en distinguent par le souci de l'action concrète et de l'unité ouvrière. Leur chef est **Edouard Vaillant**.



Les Possibilistes, dirigé par **Paul Brousse**, ont quitté le guesdisme en 1882 et sont favorables à une lutte quotidienne pour des objectifs réalisables par étapes et pour la conquête du pouvoir municipal par le suffrage universel. Très antimarxistes, ils rappellent un peu les travaillistes anglais.



Les Allemanistes (du nom de leur chef **Jean Allemane**, typographe et combattant de la Commune) ont quitté les possibilistes en 1890 pour fonder le Parti socialiste ouvrier révolutionnaire (PSOR). Ils mettent l'accent sur les luttes économiques, se méfient des idéologies et de la politique et recherchent dans le syndicalisme révolutionnaire et la grève générale les meilleures armes de lutte.



Enfin, en marge de ces tendances, des Socialistes indépendants (tels **Vallès, Millerand, Viviani, Briand** et surtout **Jaurès**) sont rebelles à toute discipline de parti ou rigueur doctrinale, mais exercent une grande influence par leur talent personnel, leur rayonnement parlementaire, leur attraction sur les classes moyennes urbaines et les intellectuels.

Même divisé, le socialisme progresse rapidement (180 000 voix en 1889, 600 000 en 1893). En 1896 les socialistes s'efforcent de promouvoir l'unité avec un programme minimum de nationalisation progressive des moyens de production (programme de Saint-Mandé). Aux élections de 1898, la progression électorale se confirme (800 000 voix).

(Extrait de la revue « Le monde ouvrier dans le Pays de Montbéliard » - Archives municipales de Montbéliard – Pochette pédagogique n°9)

Chapitre 2

Le temps de l'accouchement !

2-1 Des racines sociales et politiques

Depuis quelques années déjà des mouvements de grèves éclatent ici et là contre les bas salaires, les journées de travail trop longues, les [amendes pour retards ou malfaçons](#)⁸, l'attitude de certains contremaîtres. Mais ce sont des révoltes sporadiques, motivées par des revendications immédiates et toujours sans lendemain. Les succès, quand il y en a, sont rapidement remis en cause par les patrons, dès que « le calme est revenu ».

La création de syndicats s'inscrit dans une autre logique, celle de l'organisation dans la durée. Elle offre aux ouvriers une perspective à plus long terme, au-delà du combat sans cesse renouvelé (et parfois considéré comme sans fin) pour la défense de leurs intérêts immédiats contre ceux du capital.

Pour les organisations politiques qui essaient d'étendre leur influence au sein d'une population ouvrière qui prend de plus en plus d'importance, la création de syndicats sera un des moyens d'y parvenir. Ils en seront les sage-femmes.

Les premiers syndicats seront, bien sûr, influencés par la « couleur politique » de ceux qui en sont à l'origine. On distinguera donc ceux qui défendent le point de vue du parti radical (réformiste) de ceux qui affichent des idées « socialistes » (révolutionnaires) même si dans l'activité syndicale quotidienne le pragmatisme oblige souvent à « mettre de l'eau dans son vin ».

2-2 S'émanciper du paternalisme

Dans le Pays de Montbéliard, il va se passer des années entre le droit de créer des syndicats (1884) et leur apparition effective (1890 puis 1895), car dans leur grande majorité les ouvriers, sous la coupe des patrons et de la religion, se soumettent bon gré mal gré, à la politique paternaliste et au contrôle social des **Peugeot** et des **Japy**.

Quelques aspects du paternalisme et du contrôle social

Henri Japy exprime ainsi sa philosophie et sa conception des « relations sociales » : « *Les ouvriers sont de grands enfants qui ne demandent que protection et qui ne songent à se révolter que lorsqu'ils sentent que cette protection leur échappe ou qu'elle cherche à se transformer en domination. Pour conserver l'influence sur l'ouvrier, il y a deux méthodes bien distinctes : l'une toute de menaces, d'âpreté dans le service, elle dure tant qu'elle peut jusqu'au jour de la révolte et de la grève ... L'autre d'équité, de justice, de philanthropie, qui affirme par des actes journaliers l'union constante entre le capital et le travail.* »

Au nom de ces principes, les **Peugeot** et les **Japy** se targuent de loger leurs ouvriers dans des cités équipées d'un petit jardin, de leur permettre de se nourrir à moindre coût dans leurs magasins d'approvisionnement, de leur offrir une « nourriture spirituelle » dans les temples protestants ou les églises catholiques qu'ils font construire, de les faire bénéficier d'une « caisse de bienfaisance » en cas de maladie ou d'accident du travail, sans oublier l'Asile du Rocher (Valentigney) pour accueillir les alcooliques, et la palme déposée sur la tombe de chaque ouvrier Peugeot.

2-3 Des premières naissances ...

Vers 1890, à Montbéliard, c'est à l'initiative des typographes, ouvriers d'imprimerie qualifiés, relativement mieux payés et moins soumis à la chappe patronale, qu'apparaît une « Société des travailleurs du livre », de tendance « radicale⁹ ».

A la même période, un début de propagande socialiste se développe, en partie sous l'impulsion des socialistes bisontins.

- ✓ En 1895, **Bretey**, un ouvrier des **Forges d'Audincourt** est à l'origine d'une « Fédération syndicale des ouvriers du Pays de Montbéliard ». Un titre un peu pompeux pour un syndicat qui ne regroupe que 35 travailleurs de diverses professions et qui disparaît dès l'année suivante après le licenciement de **Bretey**.
- ✓ En 1896, au cours d'une réunion qui se tient au café Beucher, rue de Saint-Hippolyte à Montbéliard, un ouvrier ébéniste **Edouard Ablitzer**, employé chez **Schwander** (fabrique de meubles montbéliardaise) crée le « Cercle corporatif du Parti ouvrier français », de tendance guesdiste (marxiste), et impulse la création de trois syndicats : bâtiment, horlogerie, métallurgie.
- ✓ En 1897, **Jodry** et **Effner**, ouvriers à l'usine textile **Mequillet Noblot** de Colombier Fontaine, fondent dans la commune une section socialiste « allemaniste », à l'origine quelques temps plus tard de la création de deux syndicats locaux : « L'Union ouvrière » et la « Chambre syndicale des ouvriers textiles ».

2-4 ... aux grandes usines

En 1898, la propagande socialiste s'intensifie avec la création à l'initiative du belfortain **Georges Dreyfus** du « Réveil Social », un groupe qui rayonne sur Belfort et le Pays de Montbéliard. **Pierre Bietry** (originaire de Fêche-l'Eglise et contremaître dans une usine d'horlogerie de Badevel), prend une part active à sa propagande.

Epaulé par **Georges Dreyfus**, et **Henri Perrin**, dirigeant de Fédération socialiste du Doubs, **Pierre Bietry** suscite début 1899 la création d'un « Syndicat des ouvriers horlogers de Beaucourt » qui regroupe des ouvriers des usines **Japy** de Beaucourt, Badevel et Dampierre.

Puis, avec un autre militant socialiste, **Henri Louys**, ouvrier chez **Peugeot** à Beaulieu, **Pierre Bietry** contribue à la naissance de la « Fédération syndicale d'Audincourt » qui regroupe des ouvriers d'Audincourt, Valentigney, Beaulieu. Cette initiative rencontre l'assentiment de nombreux ouvriers, puisqu'en juin 1899, la Fédération syndicale compte un millier de syndiqués.



2-5 Arrêtons-nous un instant

- ✓ On constatera que les premiers syndicats sont des organisations « de métiers » qui rassemblent les travailleurs d'une même profession (typographes ...) ou d'une même activité (bâtiment, textile, horlogerie) qui se retrouvent autour de conditions de travail, de préoccupations et de revendications communes. Ces syndicats « professionnels » vont se rattacher à des fédérations nationales bâties sur le même modèle « corporatiste » (Fédération des ouvriers d'imprimerie, fédération des métaux, fédération du textile, fédération du bâtiment ...).

- ✓ Il n'existe pas, dans un premier temps, de lieu ou de structure locale permettant à ces syndicats de se rencontrer, de se soutenir ou de mettre en commun leurs idées ou leurs moyens matériels. Pour remédier à ce cloisonnement, les syndicats œuvreront à la mise en place de Bourses du travail¹⁰ les regroupant sous un même toit (maison des syndicats, maison du peuple¹¹), ouvrant la porte à des coopérations et actions communes.

Dans la région, une bourse du travail est créée à Belfort en septembre 1899, à l'initiative des syndicats « radicaux » de la ville (typographes, ferblantiers ...). Elle bénéficie d'un soutien de la municipalité avec une subvention de fonctionnement et la mise à disposition d'un local dans le bâtiment du théâtre. Si elle reste peu active dans l'impulsion et la coordination des luttes revendicatives, la bourse belfortaine organise un certain nombre d'« œuvres sociales » : bureau de placement¹², bibliothèque, cours du soir, soupe populaire, qui en font un lieu vivant.

- ✓ Dans le Pays de Montbéliard, on notera qu'à défaut de structure locale, les quelques syndicats qui se constituent dans les grandes usines regroupent des ouvriers de plusieurs établissements. Peut-être parce qu'il n'y a pas encore suffisamment de militants capables de créer et de diriger un syndicat.

Cela a cependant un avantage, celui d'offrir une coordination « naturelle » à l'action revendicative. L'absence d'une véritable bourse du travail va être compensée, dans un second temps par l'adhésion de syndicats « non-métallos » à des Unions métallurgistes, jusqu'à ce que les forces permettent de créer une Union Locale interprofessionnelle, rattachée à une Union Départementale.



Pierre Bietry

- ✓ On remarquera aussi que les premiers syndicats ne se revendiquent pas de la CGT, et n'en sont sans doute même pas adhérents. Car si la CGT a été créée nationalement en 1895 à Limoges, elle est encore loin d'être structurée ni même d'être implantée partout et dans tous les métiers.

Les précurseurs

On retiendra enfin que les « précurseurs » du syndicalisme dans le Pays de Montbéliard sont **Bretey**, des Forges d'Audincourt, **Jodry** et **Effner** de Colombier-Fontaine, **Pierre Bietry** de Badevel qui va mal tourner, **Henri Louys** de Beaulieu, et surtout **Edouard Ablitzer**, guesdiste actif et influent qui est considéré comme le père du syndicalisme local.

Chapitre 3

1899, la révolte ouvrière

3-1 Un premier succès

Les familles **Peugeot** et **Japy** voudraient tuer dans l'œuf ce syndicalisme naissant.

Le 25 septembre, **Henri Louys**, secrétaire de la « Fédération syndicale d'Audincourt » est licencié de l'usine **Peugeot-Frères¹³** de Beaulieu sous prétexte d'un retard au travail et d'une altercation avec un contremaître. Ce motif futile ne trompe pas les ouvriers sur la véritable raison de ce renvoi. Le lendemain, les 540 ouvriers de l'usine cessent le travail pour exiger sa réintégration.

L'après-midi à Beaulieu et le soir sur la place de Valentigney, **Pierre Bietry** prend la parole : « *Ou vous sacrifiez **Louys** (...) et vous rendrez l'emploi intenable à n'importe lequel d'entre vous car tous craindront le même sort, ou vous obtiendrez par un mouvement d'énergique protestation et de solidarité, sa réintégration. Vous prouvez, en même temps que la force de votre association, votre désir ferme de marcher sans entrave à l'organisation syndicale intégrale.* »

Devant l'intransigeance de la direction de Peugeot-Frères, la grève s'étend, comme une traînée de poudre aux usines de Valentigney, Audincourt, Sous-Roches, et à la filature **Sahler d'Audincourt¹⁴**, avec, en plus de la liberté syndicale, des revendications de salaires, de durée de la journée de travail, de règlements d'entreprises.

Armand Peugeot, comprenant la situation, rentre précipitamment de voyage et calme le jeu en annonçant qu'il embauche **Henri Louys** dans son usine d'Audincourt. Le travail reprend sur ce succès.



3-2 Mais c'est pas fini !

Dans les semaines qui suivent, des grèves éclatent dans plusieurs usines :

- ✓ A la filature **Sahler** pour protester contre le licenciement de plusieurs ouvriers qui avaient animé le Comité de grève de septembre.
- ✓ Dans les usines **Japy** de Beaucourt, Dampierre, Badevel, Fesches-le-Châtel et Bart pour l'augmentation des salaires. Les Japy font intervenir la troupe qui met la région de Beaucourt en état de siège. De nombreux incidents violents émaillent le conflit.
- ✓ A la fabrique de limes **Veité** de Pont-de-Roide où les grévistes, avec le soutien d'**Edouard Ablitzer** obtiennent des revalorisations salariales.
- ✓ A la **SACM¹⁵ de Belfort**, la grève est victorieuse contre le renvoi du responsable du syndicat, **Linder**, et pour l'augmentation des salaires ...

Meetings, manifestations, la région est en ébullition. De nombreux orateurs socialistes viennent soutenir et haranguer les grévistes :

Extrait d'une pétition envoyés par 40 patrons à **Waldeck-Rousseau**, président du Conseil des ministres :

*« Grâce à l'énergie de certains chefs d'entreprise, grâce à l'intelligence de nombreux ouvriers, le travail avait rapidement repris et la crise paraissait conjurée lorsque s'est abattue sur le pays toute une pléiade d'agitateurs socialistes : Coutant, Poulain, **Vaillant**, Renoux, Dejeante, Groussier, Walther, **Marcel Sembat**, députés, **Quillici** conseiller municipal de Marseille, Girard, Briat, **Mme Sorgues** etc. de la Bourse du Travail de Paris.*

Ces agitateurs ont provoqué de la part des ouvriers toutes sortes de revendications, organisé des conférences innombrables, conduit des manifestations tumultueuses devant les usines pour en faire sortir le personnel, répandu des affiches et imprimés où l'on traitait de lâches ceux qui voulaient rester au travail ou l'avait repris, enfin, prêché la grève générale.

Ces prédications (...) ont vite dégénéré en diatribes violentes contre la société actuelle, (...). Chaque jour, les journaux socialistes de Paris, distribués à foison, apportaient au désordre leur contingent de calomnies odieuses et de mensonges effrontés. Ainsi, n'est-ce pas « Vive la République » que l'on faisait crier aux manifestants, mais bien « Vive la Sociale, vive la Commune, A bas les patrons ».



Comme souvent, le patronat préfère imputer la responsabilité de la grève à des « éléments extérieurs » plutôt que de reconnaître son refus des syndicats et la réalité des problèmes de salaires et de temps de travail.

Pourtant cette pétition nous intéresse car elle nous renseigne sur le climat « insurrectionnel » et les débats sur la société de demain qui traversent ce mouvement social.

3-3 Contre-offensive patronale

Quelques semaines plus tard, le 19 novembre, au mépris de la parole donnée, 8 ouvriers qui avaient pris une part active au mouvement de septembre sont licenciés de l'atelier de machines à coudre **Peugeot**.

La grève reprend donc dans les usines du Pays de Montbéliard : Audincourt, Valentigney, Beaulieu-Mandeure, Seloncourt, Hérimoncourt ... toutes sont en grève illimitée pour la reconnaissance des syndicats et l'augmentation des salaires.

3-4 L'aventure de la « Marche sur Paris »

Face à l'intransigeance patronale, les grévistes doivent « tenir le choc ». Mais confronté à cette situation qui paraît bloquée, **Pierre Bietry** préfère tenter un coup d'éclat.

Malgré les avis défavorables de ses amis socialistes et de militants de la région, il organise une « marche sur Paris » « *pour aller crier leur misère à la France entière et l'infamie d'un patronat qui les affame* ».

Le 21 novembre, 1500 grévistes partent pour la capitale, musique et vélos en tête, suivis de chariots qui portent les bagages, les vivres, la boisson. Les drapeaux et calicots reprennent la devise de la révolte des [canuts lyonnais](#)¹⁶ : « *Vivre en travaillant ou mourir en combattant* ».

A Chatenois, ils sont rejoints par les grévistes de l'usine **Vermot**.



A Belfort, **Pierre Bietry** a fait placarder une affiche : « *1500 grévistes affamés par un patronat intransigeant se mettent en route pour Paris. Nous serons à Belfort ce soir. Que tous les travailleurs, tous les bons français, tous les démocrates viennent à notre aide. Que tous nos amis de Belfort ayant des lits disponibles viennent se faire inscrire sur la Place du Théâtre. Que ceux qui veulent apporter des secours en argent veuillent les déposer à la Bourse du Travail. Merci d'avance. Vive la République !* »

Signé : **Bietry, Paul Quillici, Sorgues** » (extraits)

C'est sans enthousiasme (c'est le moins qu'on puisse dire) que la Bourse du travail belfortaine a mis à disposition ses locaux. Ses responsables s'en excusent presque dans un communiqué publié par le journal radical « La Frontière » : « *Si les représentants autorisés de la Bourse du Travail ont apporté leur modeste concours aux grévistes, c'est sur*

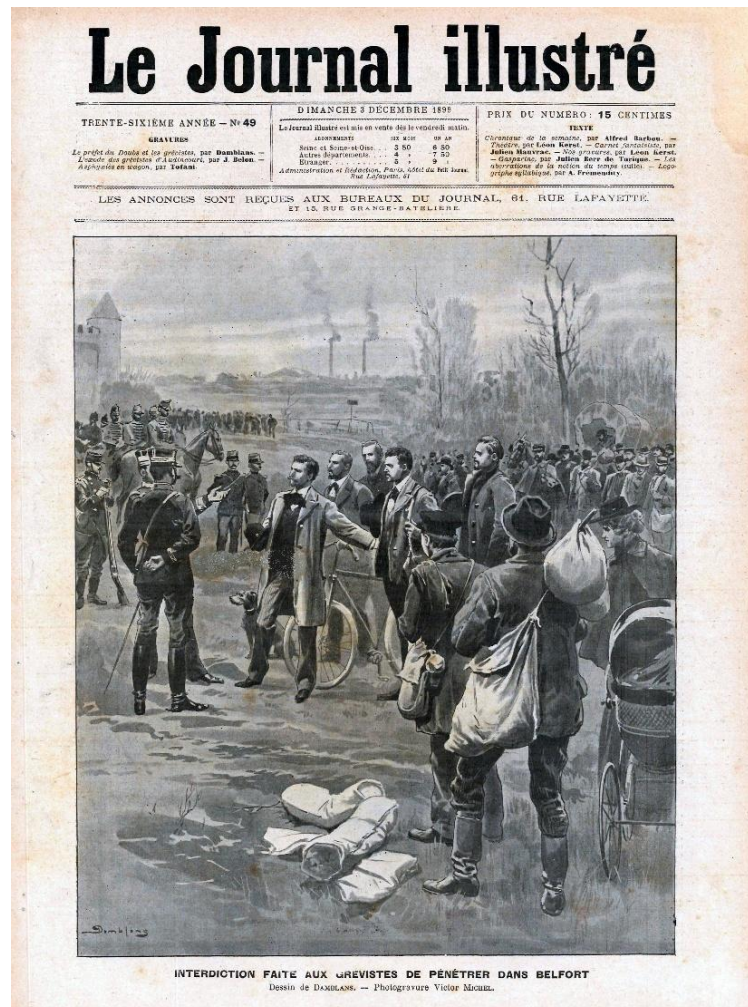
sollicitation de ces derniers et après les grèves déclarées par solidarité ouvrière et dans le but louable d'apaiser les conflits pour lesquels on avait sollicité leur concours ». Visiblement, ils se sont fait tirer l'oreille et veulent éviter d'exposer la municipalité (qui les subventionne) aux critiques de la droite, à la veille des élections municipales de mai 1900.

Devant Belfort, la troupe composée d'un escadron de cavalerie et de deux régiments d'infanterie attend les grévistes, baïonnette au canon.

Impossible d'aller plus loin.

Après une nuit de bivouac, **Pierre Bietry** et **Paul Quillici** sont arrêtés. Privés de leurs dirigeants, et malgré le débrayage de soutien des ouvriers de la **SACM**, les manifestants se dispersent.

Le retour se fait par petits groupes, dans la confusion. Le mouvement est brisé. Le travail reprend. Les [licenciements pleuvent](#)¹⁷.



Cet épisode illustre la difficulté à évaluer le rapport de force, à un moment donné, entre les travailleurs en lutte et le patronat. Sous-évalué, cela conduit à une timidité dans l'action et à se contenter trop rapidement de mesures qui auraient pu être améliorées. Surévalué, cela amène à des aventures dont l'issue sera fatale au mouvement.

Suite à la bérézina qu'il a provoquée, **Pierre Bietry** « retourne sa veste ». Trois ans plus tard, le voilà, au côté de **Gaston Japy**, pour fonder les « syndicats jaunes », groupements qui se chargeront de porter la parole patronale dans les rangs ouvriers, en échange de menus avantages personnels. Il s'agit de gagner les esprits à l'idée que « la soumission est moins douloureuse que la rébellion ». La dérive de **Pierre Bietry** le conduira au nationalisme et à l'antisémitisme.

Pendant longtemps, dans les usines, on traitera les fayots de « *triste Bietry* »

Face à la première tentative ouvrière de grande ampleur, les patrons ont répondu par la répression et le « syndicalisme-maison ». Cela restera leurs principales recettes pendant le siècle suivant.

Chapitre 4

1900 / 1914

La traversée du désert

4-1 Pays de Montbéliard : Le syndicalisme sinistré

L'échec de la marche sur Paris, la répression qui s'en suit et la trahison de **Bietry** ont réduit au silence la contestation pour des années.

Entre le découragement, le discrédit qui touche les idées socialistes et leur idéal d'émancipation, le mouvement syndical perd la plus grande partie de ses forces. Il était sans expérience avant les grèves, il est maintenant exsangue :

- ✓ Les syndicats de Beaucourt ont disparu dans le naufrage. Ceux de Colombier Fontaine ne sont guère mieux.
- ✓ La Fédération d'Audincourt (Sous-Roches, Beaulieu, Valentigney et Audincourt) a perdu de nombreux syndiqués. Pour élargir les possibilités d'adhésion, elle se transforme en « Fédération des chambres syndicales ouvrières du Pays de Montbéliard ».
- ✓ A Montbéliard où il ne reste que 4 syndicats (livre, bâtiments, horlogers, ouvriers de l'usine **Schwander**), la tentative de créer une Bourse du travail locale échoue faute de bras en nombre suffisant pour la faire fonctionner.

Durant toute cette période, on ne note ici aucun mouvement social significatif.

Seul un lien ténu est maintenu par le « *Reflet syndical* » journal édité par le leader socialiste belfortain **Ludovic-Oscar Frossard**, dont les colonnes sont ouvertes à la fois aux syndicats et aux groupes socialistes. Il prend le titre de *Germinal*¹⁸ à partir de 1913.

4-2 Ailleurs, en France

4-2-1 Unification du courant socialiste

En 1905, les différentes tendances socialistes se regroupent et donnent naissance à la SFIO, *Section Française de l'Internationale Ouvrière*¹⁹. Cette unité permet un renforcement significatif des idées de transformation sociale, et des progrès importants de la « gauche » aux élections.

4-2-2 Structuration et progrès de la CGT

Le Congrès de Montpellier (1902) permet à la CGT jusqu'alors composé de fédérations professionnelles de réaliser l'union avec les Bourses du Travail et de se doter de la structure qu'elle conserve encore aujourd'hui. Dès lors les syndicats auront un double rattachement à des fédérations (unions professionnelles) et à des Bourses du travail ou structures interprofessionnelles locales. De ce fait, la CGT étend son implantation, et reçoit l'adhésion de nombreux syndicats, ouvrant la voie à des revendications et campagnes nationales.



Une coordination de l'action qui sera facilitée par la création en 1909 du journal confédéral « La Vie Ouvrière » à l'initiative de **Pierre Monatte** et d'**Alphonse Merrheim**.

La Charte d'Amiens

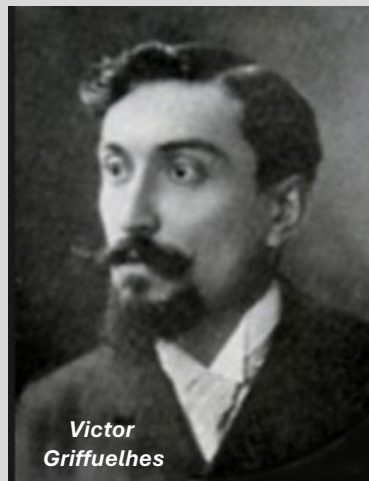
La CGT inscrit d'emblée son action dans une perspective de transformation sociale.

En 1906, par la Charte d'Amiens, la CGT se fixe une double tâche :

- ✓ « Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le syndicat poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc.

Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme :

- ✓ il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale. »



Cette perspective de transformation sociale est adoptée par la majorité du Congrès CGT, au grand dam des « radicaux », dont la ligne réformiste voudrait cantonner le syndicat à la recherche d'aménagements du capitalisme.

Mais elle pose d'autres questions. Chacun, selon sa sensibilité, (socialiste, anarchiste, possibiliste, ou autre ...) a sa propre vision sur cet objectif. Quels moyens d'y parvenir ? Quels chemins à prendre ? Quelles idées à défendre ?

Pour que cela ne remette pas en cause l'unité indispensable, la Charte affirme la volonté de la CGT de regrouper les travailleurs quelles que soit leurs opinions politiques ou philosophiques, mais trace une démarcation claire entre syndicat et parti :

« Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation de salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat.

Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale".

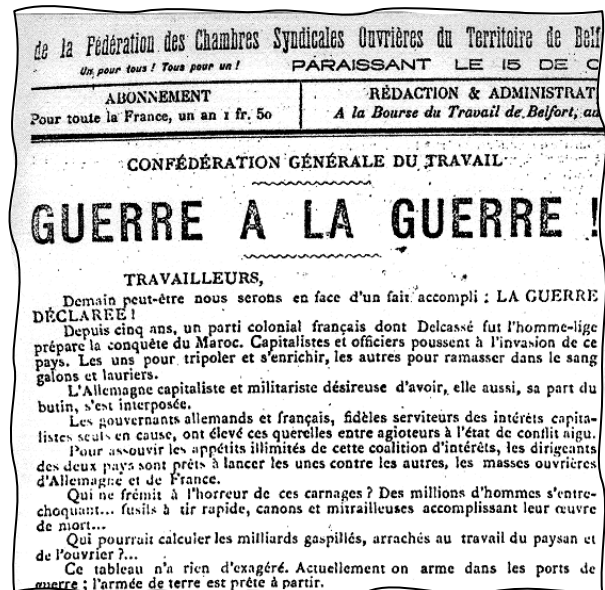
Ce faisant, cette jeune CGT, avec son secrétaire général **Victor Griffuelhes**, s'inscrit dans un courant anarcho-syndicaliste, privilégiant l'action de terrain et se méfiant de l'instrumentalisation du syndicat par les partis. Une déclaration de principe parfois contestée et dont l'application restera très longtemps problématique, les nécessaires équilibres étant toujours difficiles à trouver.

4-2-3 Trois combats prioritaires

Dans cette période, la CGT mène 3 combats prioritaires :

- ✓ Pour la journée de 8 heures.
- ✓ Contre la vie chère et pour l'augmentation des salaires.
- ✓ Pour la paix, avec le slogan « guerre à la guerre ».

Face à ces mobilisations, l'Etat n'hésite pas à recourir à la répression comme le 1^{er} mai 1891 à Fourmies (Nord) où la troupe ouvre le feu et fait 9 morts parmi les manifestants.



Mais le gouvernement est aussi obligé faire des concessions.

4-2-4 Quelques avancées sociales

Les mobilisations ouvrières, le poids grandissant de la CGT, l'influence croissante du courant socialiste, permettent quelques avancées sociales :

- ✓ Loi établissant la responsabilité patronale en cas d'accident du travail, et obligation pour l'employeur de verser une indemnité (1898).
- ✓ Durée du travail ramenée progressivement à 10 H par jour (loi **Millerand** – 1900)
- ✓ Durée du travail ramenée à 8 heures dans les mines (1905).
- ✓ Première loi sur les [retraites ouvrières](#)²⁰ (1910).

4-2-5 L'assassinat de **Jean Jaurès**

Face à la montée des tensions internationales et aux menaces de guerre, la « défense citoyenne » et le pacifisme sont incarnées par **Jean Jaurès**²¹.

C'est un leader écouté, député socialiste, dirigeant de la SFIO, fondateur du journal « l'Humanité », s'étant déjà illustré en défendant les mineurs de Carmaux, en demandant justice pour le capitaine **Dreyfus**, ou comme partisan de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Il appelle les travailleurs à s'opposer à la guerre et à bâtir une grève générale européenne.



Son assassinat à Paris le 31 juillet 1914, la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France le 3 août, l'ordre de mobilisation générale, provoquent un ralliement quasi général au nationalisme.

4-2-6 L'Union sacrée

Trois jours seulement après l'assassinat de **Jean Jaurès**, **Jules Guesdes** et la SFIO vote l'Union Sacrée. Certains de ses membres (**Marcel Sembat**, **Jules Guesdes**, **Albert Thomas**) rejoignent même le gouvernement. La CGT, dirigée par **Léon Jouhaux**, prend le même chemin. Le belfortain **Ludovic-Oscar Frossard** et le journal « *Germinal* » ne font pas autre chose.

Seule une minorité de militants et les responsables de la Vie Ouvrière (**Pierre Monatte** et **Alphonse Merrheim**) restent fidèles aux valeurs de l'internationalisme ouvrier.

L'Europe bascule dans la Grande guerre », une boucherie qui fera 17 millions de morts, 21 millions de blessés.

Chapitre 5

1914 / 1918

L'incroyable renouveau

Paradoxalement, c'est la première guerre mondiale qui va sonner le réveil syndical dans le Pays de Montbéliard.

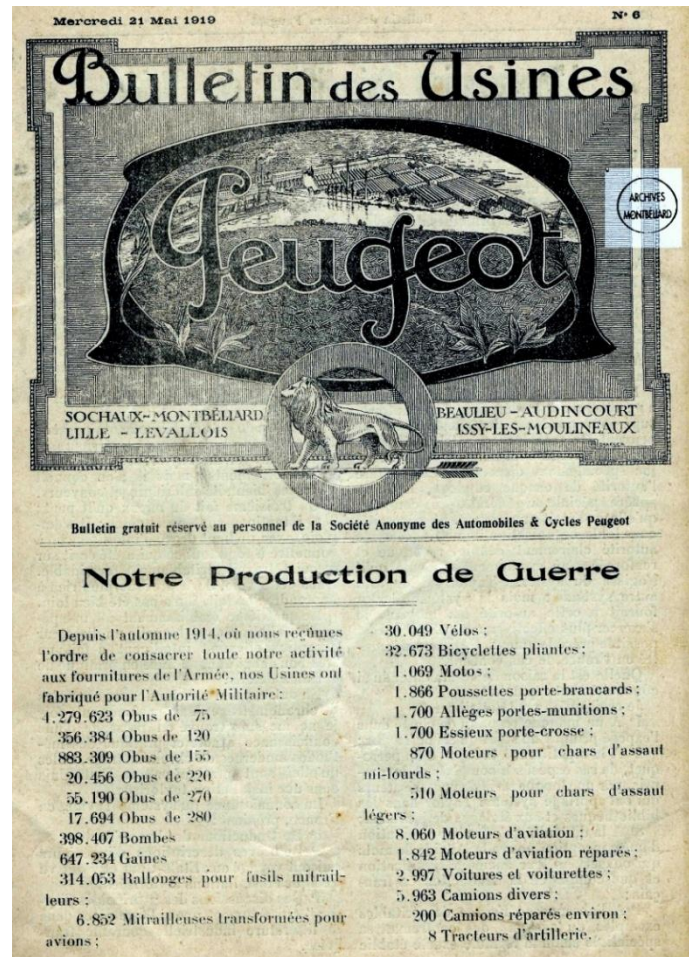
5-1 La fortune des marchands de canons

Dans ses préparatifs de la guerre qui s'annonce, le gouvernement a décidé d'encourager financièrement la production de camions. **Armand Peugeot** saute sur l'occasion. En 1912, il achète des terrains à Sochaux et y installe une nouvelle usine destinée à cette fabrication.

Avec un gendre, le général **Georges Herr**²², au ministère de la guerre, les commandes militaires affluent dans les usines de la famille : à Audincourt on produit bombes et obus à plein régime.

Chez **Japy**, le savoir-faire pour la fabrication des casseroles sert maintenant à la production des casques Adrian !

A la meublerie **Schwander**, on assemble des caisses de munitions et les baraques d'état-major.



Les usines textiles, comme **Bourcart** (Montbéliard) sont mobilisées pour confectionner les vêtements de troupe et les bâches de camions.

On assiste en même temps à un tournant dans les méthodes de production, car il faut travailler pour des grandes séries, à cadences élevées. Le caractère artisanal qui subsistait pour certaines opérations de fabrication a de moins en moins sa place.

5-2 Main d'œuvre de guerre

De nombreux ouvriers sont envoyés au front. Faute de main d'œuvre, ce sont les femmes qui travaillent dans les ateliers, mais, dès la guerre finie, la plupart d'entre elles seront renvoyées à la maison avec la mission de repeupler la France !

Comme cette main d'œuvre féminine ne suffit pas, le ministère de la guerre met en place un « service de recrutement des travailleurs des colonies ». L'armement « pour la défense de la patrie » sera produit en grande partie par ces « ouvriers coloniaux », notamment kabyles.

5-3 Affectés spéciaux et militants locaux

Le premier conflit mondial amène aussi dans les usines du Pays de Montbéliard des « affectés spéciaux », ouvriers qualifiés d'autres régions réquisitionnés, sous régime militaire pour participer à l'effort de guerre. Certains d'entre eux ont une solide expérience syndicale. Citons **Séraphin Telmat**, **Pierre Delmas**, **René Lévêque** à Sochaux, **Jean-Baptiste Ducatillon**, (venu de **Peugeot-Lille**) et **Henri Jouve** à Audincourt ... Il faut y ajouter **Léopold Cazals**, originaire des Pyrénées Orientales, affecté à la Poste d'Audincourt et qui jouera un rôle important dans la suite de notre histoire.



L'itinéraire de Séraphin Telmat

Longtemps mégissier (ouvrier sur cuir) en Isère, il figure en 1906 parmi les principaux animateurs de la bourse du Travail de Grenoble (...). Après l'agitation de l'été 1906, il s'attache à analyser les causes de l'échec, insistant sur le manque de soutien des masses. Il participe l'année suivante à la création de l'Union des syndicats ouvriers de Grenoble et de l'Isère.

Quand vient la guerre, il est mobilisé en qualité de polisseur sur métaux aux usines **Peugeot** de Sochaux. Après la démobilisation, il s'installera comme commerçant à Montbéliard.

Après-guerre, certains affectés spéciaux quittent la région, d'autres restent. Avec de nouveaux militants locaux c'est une solide équipe syndicale qui est en place :

Les bâtisseurs

- ✓ à **Peugeot Beaulieu**, **Eugène Hintzy** (secrétaire) et **Fernand Monnier**, (un passionné de musique qui sera ensuite à l'origine de l'Harmonie bisontine).
- ✓ à **Peugeot Audincourt**, **Henri Jouve**, **Jean-Baptiste Ducatillon** (qui après son licenciement tiendra un « café syndical »), **Antoine Douteaux** et **Emile Dabin**, qui seront bientôt rejoints par **Eugène Hug**, lors de son retour des tranchées.
- ✓ à **Peugeot Valentigney**, **Emile Mourlot**.
- ✓ Dans l'industrie textile **Marie Vurpillot**, ouvrière à Audincourt. C'est la première figure féminine à apparaître dans le paysage syndical du Pays de Montbéliard. Elle est à la tête d'un syndicat qui comptera 500 adhérents en 1921.
- ✓ Et **Léopold Cazals**, l'employé des postes, remarquable organisateur et excellent orateur qui va jouer un rôle de leader pendant 5 ans.

5-4 Syndicalisation massive

Tous vont s'atteler à la création de syndicats CGT avec des résultats bluffants.

Depuis 1914 plusieurs dizaines d'ouvriers de Sochaux ont rejoint la « *Chambre syndicale des ouvriers en voitures de la Région de Montbéliard* » affiliée à la CGT, qui regroupe des travailleurs de Beaulieu, Valentigney Audincourt. Cette organisation est dirigée par **Paul Parisot**, ouvrier, licencié de l'usine **Peugeot-Japy** de Sous-Roches, exerçant désormais le métier de marchand forain et animateur du groupe SFIO d'Audincourt.

Mais c'est surtout à partir de 1917 que la vague de syndicalisation s'amplifie. On estime que, dans la période, 9 000 métallos se syndiquent, soit la moitié du personnel des usines métallurgiques. Chaque syndiqué se doit de respecter 4 principes de base : Cotiser, participer aux assemblées, s'éduquer, convaincre les réfractaires.

5-5 L'intendance doit suivre

Pour faire face à cet afflux d'adhérents, les militants s'organisent :

- Le 4 septembre 1917, le « syndicat des ouvriers métallurgistes et similaires de Montbéliard et environs²³ » est créé.

- Le 2 décembre 1917, 100 délégués représentant 24 syndicats se réunissent en Congrès à Audincourt et créent une « *Union interdépartementale des métaux* ».

Dans un premier temps, les syndicats du Pays de Montbéliard et de Belfort adhèrent à l'UIM même s'ils ne sont pas de la métallurgie. Cela changera quand les organisations seront assez solides pour créer des Unions départementales.

Le Congrès décide que *Germinal*, journal des sections SFIO et du socialiste belfortain **Ludovic-Oscar Frossard**, sera aussi l'organe de l'UIM.

Le 6 janvier 1918, toujours à Audincourt à l'auberge du Cheval Blanc, **Léopold Cazals** est élu secrétaire bien qu'il ne soit pas métallo. Il a entre autres comme adjoint **Eugène Hintzy** le secrétaire de **Peugeot-Beaulieu**.

- A Belfort, le 20 janvier 1918 la Bourse du Travail est relancée, non plus sur des bases « radicales » mais faisant désormais une large place aux idées socialistes.

5-6 Un entre-deux

Avec la guerre qui s'éternise, la multiplication des victimes, les conditions de ravitaillement de plus en plus difficiles, l'inflation et la vie chère ... l'Union Sacrée pour la patrie se délite peu à peu.

Après s'y être rallié, **Ludovic-Oscar Frossard** se ravise et se prononce pour une réunion de l'Internationale Ouvrière pour « *chercher ailleurs que dans le choc des armes, le moyen d'abrégier la guerre et d'obtenir la meilleure paix possible* ». Ce faisant, **Frossard** rejoint les positions nationales de :

- ✓ **Alphonse Merrheim** (un des fondateurs de la Vie Ouvrière) qui a participé en 1915 contre l'avis de la CGT, à la conférence de Zimmerwald (Suisse), qui réunit les forces opposées à la guerre des différents pays.

- ✓ **Jean Longuet**, petit-fils de **Karl Marx**, qui a créé le « Comité pour la défense du socialisme international » et une revue

« Le populaire » pour défendre ce point de vue, alors minoritaire dans la SFIO.



En septembre 1917, **Pierre Delmas**, ouvrier affecté spécial à Peugeot Sochaux condamne pour la 1^{ère} fois l'Union Sacrée dans les colonnes de *Germinal* : « *L'Union sacrée n'a été qu'une farce pour la démocratie. (...) Vous qui, en défendant le sol national, entendez aussi défendre la République, l'heure est venue pour vous tous de vous grouper et de relever les groupes là où ils sont en sommeil* ».

Pour autant, il n'est pas question de recourir à la grève.

- ✓ D'abord parce que le Pays de Montbéliard, à une trentaine de kilomètres du front, est « zone militaire » et que tout mouvement social y est interdit. Chacun sait qu'une grève risquerait d'amener l'intervention de l'armée, l'arrestation des meneurs et leur envoi au front, entraînant la ruine des syndicats.
- ✓ Et puis, alors que chacun a un fils, un frère, un proche dans les tranchées, le point de vue dominant est que les priver de munitions serait criminel.
- ✓ Enfin il y a l'idée (l'illusion ?) qu'une syndicalisation quasi-unanime peut suffire à obtenir la satisfaction des revendications ouvrières.

5-7 Trois succès

Cette dernière idée est confortée par trois succès :

- ✓ Négociation des « tarifs » en octobre 1917. Après les interventions auprès du [ministère de l'armement](#)²⁴ d'une délégation comprenant entre autres **Henri Jouve** et **Jean-Baptiste Ducatillon** (de **Peugeot Audincourt**) et soutenue par **Alphonse Merrheim** (alors secrétaire national de la Fédération de la Métallurgie) le patronat régional accepte, bon gré, mal gré, les demandes conjointes des syndicats de Belfort et du Pays de Montbéliard.
- ✓ Coopérative « La Fraternelle » de Valentigney. En décembre 1917, le vote des ouvriers met la famille **Peugeot** en minorité.
La coopérative, créée en 1867 par **Emile Peugeot**, devient une institution ouvrière qui résistera à toutes les [tentatives de reprise en main patronale](#)²⁵.
- ✓ En 1918, lors de la nouvelle négociation des tarifs, les patrons font de la résistance. Mais après plusieurs mois de bras de fer, ils finissent par céder et doivent accorder une prime de vie chère ([les épisodes de ce combat dans la note](#)²⁶).



Ces succès ne font que renforcer l'image de la CGT et le flux des adhésions.

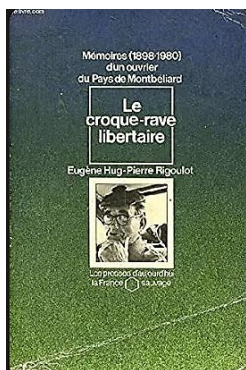
Chapitre 6

La journée de 8 heures !

6-1 1919, une situation nouvelle

Avec le retour à la paix, l'année 1919 marque un véritable tournant :

- ✓ Fin de la zone militaire spéciale. Les travailleurs du Pays de Montbéliard retrouvent leur droit de grève, y compris les « affectés spéciaux » au fur et à mesure que leur classe d'âge est démobilisée.
- ✓ Le retour de la génération du feu. Les poilus rentrent et reprennent le travail dans les usines. Après les horreurs qu'ils ont vécues, c'est une génération qui n'a pas froid aux yeux et qui a des comptes à régler avec un patronat qui les a envoyés à la boucherie et s'est enrichi avec la production d'armement. A la veille de la grève du 21 juillet 1919, les syndicats de Colombier-Fontaine écrivent dans *Germinal* : « *Les plus enragés, le mot n'est pas trop fort, à vouloir manifester, à descendre dans la rue, sont ceux qui ont passé quatre ans et demi dans les tranchées boueuses et ensanglantées* ».

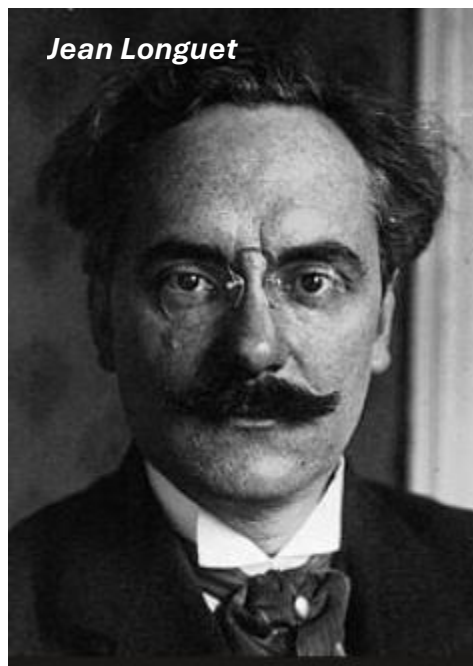


- ✓ L'espoir né de la révolution soviétique. La révolution bolchevique d'octobre 1917 a relancé la perspective d'un autre monde, débarrassé de l'exploitation capitaliste.

Dans son livre « *Le croque-rave libertaire*²⁷ », **Eugène Hug** explique comment, démobilisé en septembre 1919, il entre comme ouvrier aux « Autos » à Audincourt et immédiatement adhère à la CGT, au Comité de défense de la révolution russe et à la SFIO.

La situation nationale a aussi évolué :

- ✓ Lors du Conseil National de la SFIO de juillet 1918, c'est la motion présentée par **Jean Longuet** qui l'emporte. Au Congrès suivant, en octobre, cette nouvelle orientation est confirmée et le belfortain **Ludovic-Oscar Frossard** est élu secrétaire national. Il quitte donc la région. Il est remplacé comme rédacteur en chef de *Germinal* par **Charles Bellino**, instituteur socialiste, et membre de la direction de l'UIM.



- ✓ A la CGT, si **Léon Jouhaux**, tenant de l'ancienne ligne et des compromis avec le gouvernement reste en place, l'audience des « minoritaires », sur une base plus revendicative se renforce : Certaines fédérations, comme la métallurgie avec **Alphonse Merrheim** leur sont acquises, d'autres les rejoignent au sein des Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR). Douze syndicats du Pays de Montbéliard en Congrès à Audincourt se constitueront en CSR départemental en décembre 1920.

6-2 Premier mai, première manche

Cet état d'esprit nouveau, ajoutée à une puissance syndicale inégalée va permettre aux travailleurs de la région d'entrer en force dans la bataille pour les 8 heures. Les syndicats préparent donc activement la journée du 1^{er} mai 1919, qui doit être le point d'orgue de la mobilisation.

On notera que c'est la première fois que la journée de lutte du 1^{er} mai apparaît, de façon notable et à cette échelle dans le Pays de Montbéliard. Rappelons qu'à cette époque le 1^{er} mai n'est pas un jour férié. C'est une journée de grève, pour laquelle « l'absence au travail » est souvent synonyme de licenciement.

Une journée internationale de lutte

La journée de 8 heures est une exigence déjà ancienne du mouvement ouvrier.

Le 1^{er} mai 1886, c'est pour cette revendication que des milliers d'ouvriers manifestent dans les rues de Chicago. Une bombe éclate, suivie d'affrontements avec la police. Cinq dirigeants syndicaux anarchistes sont condamnés et pendus. En 1893, le procès en révision reconnaît leur innocence et la machination policière.

A la suite de cet événement, la II^{ème} Internationale Ouvrière (socialiste) décide le 20 juillet 1889, de faire de chaque 1^{er} mai une journée internationale de lutte pour la journée de huit heures (soit des semaines de 48 heures maxi, la seule journée de repos étant le dimanche).

En France, comme dans d'autres pays, cette revendication donne lieu à de nombreuses luttes et manifestations. Les mineurs obtiennent satisfaction en 1905.

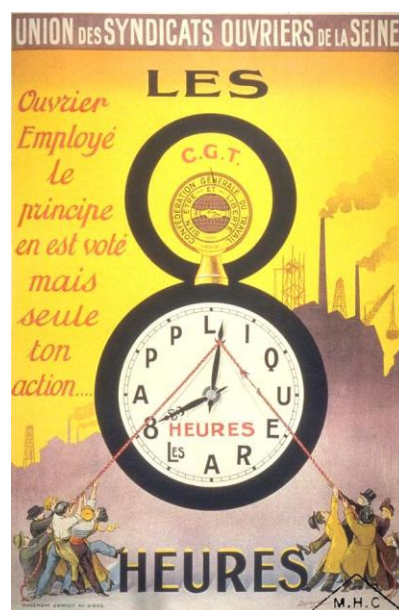
La loi généralise cette avancée le 29 avril 1919, à la veille d'un 1^{er} mai où la mobilisation s'annonce particulièrement importante.

Le 1^{er} mai 1919, toutes les usines sont en grève et plus de 8 000 manifestants ²⁸ convergent à Audincourt avec les mots d'ordre : « *Pour les huit heures ! Pour la semaine anglaise ! Contre l'intervention en Russie* ²⁹ ! »

Dans les semaines qui suivent, 25 grèves ont lieu dans le Pays de Montbéliard, massives et vite victorieuses : A chaque fois les patrons doivent accepter les 8 heures avec 25 % d'augmentation afin de maintenir la paie :

- ✓ Dans la Métallurgie, avec le soutien actif des responsables de l'UIM, **Léopold Cazals**, **Eugène Hintzy** le secrétaire de Beaulieu, **Jean-Baptiste Ducatillon**, l'affecté spécial d'Audincourt.
- ✓ Dans le textile, notamment à **Japy** Audincourt où **Marie Vurpillot** joue un rôle essentiel, et au tissage d'Exincourt, avec **Suzanne Besse**.

Ces militants, bien qu'appartenant à la minorité dans la CGT, ne font pas de surenchère, veillent à maintenir l'unité et à ne jamais rompre avec la CGT et avec les syndicats qui ne partagent pas leur orientation. Pour se mettre en règle avec les statuts de la CGT et les forces syndicales étant maintenant suffisantes pour le faire, l'UIM est dissoute le 31 décembre 1919, et ses fonds sont répartis entre trois unions départementales, du Doubs, du Haut-Rhin et de Haute-Saône ³⁰.



Contre la loi des 8 heures, le patronat fait de l'obstruction. Il veut une complète liberté des heures supplémentaires. Et sous la direction d'**Ernest Mattern**, **Peugeot** veut augmenter les cadences en introduisant le « chronométrage ».

La nouvelle Union des Syndicats du Doubs, qui a succédé à l'UIM, siège à Audincourt. On y retrouve **Léopold Cazals**, **J-Baptiste**

Ducatillon et **Emile Dabin** de **Peugeot** Audincourt et **Marie Vurpillot** du textile.



L'USD prépare une caisse de grève, alimentée par une cotisation de 3 francs.

Le 3 mars 1920, sur proposition de **Lacroix**, secrétaire du syndicat, Sochaux vote la grève, pour l'application stricte des 8 heures et 3 francs de plus sur la paie. L'usine d'Audincourt suit le lendemain, **les Forges d'Audincourt** arrêtent le travail le 6 mars puis la plupart des établissements du Pays de Montbéliard. La grève touche même l'usine électrique du **Refrain**, à Etupes, privant de courant toute l'industrie du secteur !

Le 11 mars, on dénombre 13 500 grévistes. Face à des patrons qui misent sur le pourrissement, les manifestants prennent le chemin des « châteaux Peugeot », à Seloncourt devant chez **Robert Peugeot**, à Hérimoncourt chez **Pierre Peugeot**, à Beaucourt, chez **Gaston Japy**. Le 29 mars, malgré l'interposition de **Lacroix**, on dénombre 12 blessés dans les incidents entre un groupe de grévistes et les ouvriers marocains qui continuent de travailler à la fonderie de Sochaux.

Début avril, à Belfort où la grève s'est étendue, un ouvrier modelleur, **Charles Heim** est tué d'une balle dans la tête par les gendarmes et deux militants sont emprisonnés.

Le 5 avril, après un mois de conflit, un accord est trouvé avec la direction **Peugeot** : les 8 heures seront respectées, les primes de production seront de 1,50 à 2,50 francs pour les hommes, 1,25 à 2,25 francs pour les femmes, 1 à 2 francs pour les moins de 17 ans. Leur montant sera contrôlé par les représentants ouvriers de chaque usine.

Les ouvriers ont remporté le bras de fer, mais avec les chronométrateurs et les primes de production, le taylorisme se fraie un chemin.

Chapitre 7

Taylorisme et pacte de famine

7-1 Le pacte de famine

La crise de 1921, le chômage qui l'accompagne, offre l'occasion au patronat de revenir sur les primes accordées l'année précédente.

La répression s'abat sur les ouvriers contestataires et en tout premier lieu sur les militants syndicaux.

- ✓ A Fesches-le-Châtel, **Japy** licencie deux syndicalistes dont le trésorier du syndicat.
- ✓ A l'**usine électrique du Refrain**, un ingénieur suisse nommé **Benz**, est remercié pour n'avoir pas assez « l'âme patronale » et s'être montré trop favorable aux grévistes.
- ✓ Aux **Forges d'Audincourt**, le secrétaire du syndicat **Charles Cardot** est licencié pour une absence au travail.
- ✓ Chez **Peugeot**, c'est l'hécatombe. Sous le titre « vengeance patronale » *Germinal* écrit : « *Secrétaires, trésoriers, administrateurs sont changés d'atelier, traqués, licenciés* ». **Emile Mourlot**, secrétaire du syndicat **Peugeot - Valentigney**, renvoyé, voit son nom surligné à l'encre rouge sur son certificat de travail. Le commissaire spécial (police politique ancêtre des renseignements généraux), indique : « *L'exclusion prononcée par un industriel à l'égard d'un ouvrier emporte pour celui-ci l'impossibilité absolue de se procurer ailleurs du travail, par suite d'un accord secret entre tous les membres de la chambre patronale de la région* ».

En juillet 1921, à l'usine **Peugeot de Beaulieu**, la direction annonce une baisse des salaires. Face à la protestation syndicale, Peugeot emploie la manière forte : le 29 septembre, **Eugène Hintzy**, le secrétaire du syndicat, et 5 autres délégués sont licenciés : **Emile Cook**, **Constant Desevaux**, **Albert Burkholzer**, **Fernand Monnier** (le passionné de musique) et le croque-rave **Eugène Hug** (qui depuis peu avait été muté d'Audincourt à Beaulieu).

7-2 Le taylorisme, la chaîne et le travail aux pièces

Dans les usines, les conditions de travail se modifient en profondeur. Copiant les méthodes américaines, **Ernest Mattern**, directeur de Peugeot, prend plusieurs décisions :

- ✓ Il regroupe progressivement à Sochaux la production des voitures qui s'effectuait auparavant aussi à Audincourt et à Beaulieu, et il introduit le travail à la chaîne.



- ✓ Il développe le travail aux pièces (et sa variante « au boni », prime payée quand l'ouvrier dépasse la production demandée). Au départ les travailleurs y sont plutôt favorables car ce système permet d'améliorer la paie. Mais cela ne dure pas. Cet avantage devient de plus en plus difficile à conserver à chaque fois que les chronométrateurs viennent recalculer les temps. Et lorsque la nouvelle production devient irréalisable, c'est la paie qui baisse !

C'est ce qui déclenche une des rares actions de résistance ouvrière dans la période. Le 6 juillet 1922, à l'usine **Peugeot d'Audincourt**, les chronométrateurs veulent encore réduire des temps que les ouvriers considèrent déjà comme irréalisables. Les travailleurs s'attroupent et mettent les chronométrateurs à la porte sous les hués et les crachats !

La direction décide le lock-out (fermeture de l'usine) et fait appel aux gendarmes à cheval. La grève est votée et s'étend à Beaulieu et Mandeuire, animée par **Eugène Hug**, le croque-rave, et soutenue par la présence quotidienne de **Léopold Cazals**. Elle est ponctuée de meetings, manifestations, charges policières. **Eugène Hug** raconte l'épisode rocambolesque où en faisant le coup de poing contre les gendarmes puis en fuyant à travers des ateliers qu'il connaît par cœur, il réussit à échapper à l'arrestation. Il devra rester caché plusieurs semaines en attendant que les choses se calment.

Le 23 juillet, avec l'assurance qu'il n'y aura pas de baisse de salaires, les grévistes votent la reprise.

Les chronométrateurs ne sont pas prêts de remettre les pieds dans les ateliers d'Audincourt.

7-3 La répression toujours

Dès la reprise du travail, les licenciements pleuvent : 35 à Audincourt, 103 à Beaulieu, 33 à Mandeuire. Le mouvement syndical n'a plus la force nécessaire et doit se contenter de limiter la casse. Les multiples médiations (dont celle du curé **Edmond Jacquot** d'Audincourt !) permettent de ramener le nombre des licenciés d'Audincourt de 35 à 15. Je n'ai pas trouvé d'éléments sur le décompte définitif à Beaulieu et Mandeuire. Lire le récit de ce combat dans Les Mémoires de l'Enclave (Jean-Paul Goux) chapitre XXIX – Des luttes- pages 410 et suivantes dans les Editions Mazarine.

Au total, dans le Pays de Montbéliard, la plupart des syndicats sont décapités, et la crainte des représailles patronales réduit de nombreux syndiqués au silence.

Comme un malheur n'arrive jamais seul, cette terrible répression arrive au pire moment pour un mouvement syndical handicapé par des divisions en cascades.

GRÈVES PARTIELLES. — L'usine d'automobiles Peugeot, d'Audincourt a été fermée le vendredi 7 courant, dans les circonstances suivantes :

Le 6 courant, à 13 heures, les ouvriers sont entrés à l'usine sans se mettre au travail. Les délégués d'ateliers se sont rendus à la direction, demandant le renvoi des opérateurs, venant depuis quelques temps chronométrer le temps d'usinage, afin d'établir les prix du travail aux pièces. Les ouvriers craignaient que ce chronométrage, admis depuis longtemps à Beaulieu, n'entraînaît une baisse des salaires.

La direction a conseillé la reprise du travail et elle a ajouté que les chronométrateurs n'opéreraient plus avant qu'un arrangement soit intervenu. Les ouvriers ne voulurent rien entendre.

Vendredi soir, les grévistes d'Audincourt, au nombre d'environ 300, se sont rendus à Beaulieu, au moment de la sortie des usines, et ont convié les ouvriers de ces usines à une réunion qui eut lieu peu après et au cours de laquelle les orateurs invitèrent les travailleurs de Beaulieu à se joindre au mouvement.

Samedi matin, les ouvriers de la carrosserie de Mandeuire, au nombre d'environ 800, se mirent en grève.

A l'usine Peugeot, de Beaulieu, deux ateliers, soit environ 500 travailleurs, décidèrent également de quitter l'usine, par solidarité avec leurs camarades d'Audincourt, et réclamant, eux aussi, la suppression des chronométrateurs et le renvoi du chef de ceux-ci, M. Viriat.

Au total, 1.200 grévistes à Beaulieu, sur 2.300 ouvriers.

Le Pays de Montbéliard, 12 juillet 1922 (extraits). Archives municipales de Montbéliard

Chapitre 8

1921 / 1934

Le temps des divisions

Pour mesurer l'ampleur des bouleversements politiques et syndicaux qui interviennent au cours de ces années, on peut comparer les situations de début et de fin de la période dans notre région :

- ✓ Sur le plan politique. En 1920 : la SFIO regroupe depuis 15 ans tous les courants de gauche (marxistes, blanquistes, possibilistes ...). En 1934 : 3 partis concurrents : la SFIO, le parti communiste, les dissidents de la Fédération communiste indépendante de l'Est (FCIE).
- ✓ Dans le domaine syndical. En 1920, un syndicat « unique » la CGT. En 1934, trois organisations différentes : la CGT, la CGT-U, les syndicats autonomes dont celui des métaux CGT-U de la région d'Audincourt.

Comment expliquer cet éclatement, en présenter les différents épisodes sans perdre le lecteur dans des détails, ni caricaturer les positions des uns et des autres ?

De façon schématique on peut découper ce phénomène en plusieurs temps :

- 1) La scission politique entre la SFIO et ses opposants.
- 2) La division syndicale entre la CGT et la CGT-U
- 3) Les premières répercussions locales
- 4) Les contestations internes dans le Parti communiste et la CGT-U
- 5) Les tentatives d'organisations locales : Fédération communistes de l'Est et syndicats autonomes.

8-1 Scission politique entre la SFIO et ses opposants

En 1920/1922, les stigmates de la 1^{ère} guerre mondiale occupent encore tous les esprits.

La SFIO est traversée par une opposition interne, qui conteste les orientations prises depuis 1914, notamment dans le cadre de l'Union Sacrée.

- ✓ Les tenants de la ligne officielle, avec **Jules Guesdes**, **Albert Thomas** et **Léon Blum**, plaident qu'il fallait défendre la République, que la présence socialiste dans les gouvernements a permis d'obtenir la mise en place d'organismes paritaires, de délégués ouvriers, et la loi sur la journée de 8 heures.

Ils affirment aussi que l'expérience soviétique est particulière et ne peut pas servir de règle générale (voir le discours de **Léon Blum** au [Congrès de Tours](#)³¹).



Mais ils sont en partie discrédités pour avoir voté les crédits de guerre, envoyé les poilus dans les tranchées (comment leur pardonner la mort d'un fils, d'un frère, d'un proche ?) et cautionné l'interdiction de fait des mouvements sociaux entre 1914 et 1918.

- ✓ Et, dans le même temps, la révolution russe a soulevé un immense espoir : Un autre monde semble possible, partageant les richesses et la terre, débarrassé de l'exploitation capitaliste !

Face à cette perspective enthousiasmante, que pèsent les compromis de la SFIO qui défend la participation à des gouvernements où ils sont loin d'avoir les mains libres ?

La scission entre ces 2 tendances intervient en décembre 1920 au

Congrès de Tours avec la séparation de la SFIO socialiste et de son opposition qui prendra bientôt le nom de parti communiste et qui adhère à la III^{ème} internationale mise en place à l'initiative du parti bolchevique russe.



L'opposition qui quitte la SFIO est assez diverse. Elle comporte des communistes mais aussi de nombreux anarchistes ainsi que des « reconstructeurs ».

*A l'origine, ces reconstructeurs visent la reconstruction de la II^{ème} internationale sur ses principes fondateurs. Avec la création de la III^{ème} internationale, ils souhaitent maintenant œuvrer à la réunification des 2 Internationales. Ils adoptent l'adhésion à l'Internationale communiste sans renoncer à leur espoir d'unité, confortés par le fait que **Ludovic-Oscar Frossard**, un de leurs chefs de file, est élu secrétaire général du parti communiste.*

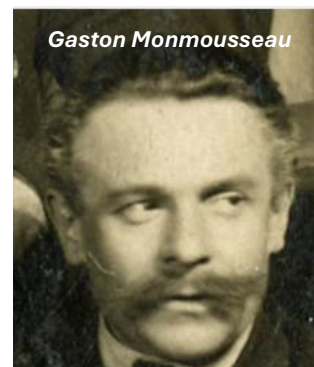
8-2 Division syndicale entre CGT et CGT-U

Dans la CGT, le clivage est le même entre :

- ✓ Ceux qui ont rallié l'Union Sacrée et depuis, sous l'impulsion de **Léon Jouhaux**, accordent la priorité aux relations contractuelles avec le patronat et avec les gouvernements successifs. Et puis, ne vaut-il pas mieux engranger de petites avancées au jour le jour plutôt que de miser sur un « grand soir » très hypothétique ?
- ✓ Ceux qui contestent cette politique jugée réformiste et veulent renouer avec l'orientation CGT d'avant-guerre. Ils se sont regroupés dans les Comités Syndicaux Révolutionnaires et **Léopold Cazals** est devenu l'un de leurs porte-parole.

Au Congrès de Lille en décembre 1921, auquel participe **Leopold Cazals**, **Marie Vurpillot** et **Eugène Hug**, l'orientation de **Léon Jouhaux** l'emporte de justesse avec 53 % des suffrages. Ce dernier fait adopter une motion interdisant la double adhésion à la CGT et aux Comités Syndicaux Révolutionnaires.

De nombreux syndicats se retrouvent exclus de la CGT. En 1922, ils créent une nouvelle confédération la CGT-U. Ils élisent un secrétaire général **Gaston Monmousseau** et un bureau national dont fait partie **Léopold Cazals**. On les désignera sous le nom de « unitaires », tandis que ceux qui restent à la CGT sont désignés sous le vocable de « confédérés » Les deux organisations se renvoient la responsabilité de la scission.



En partie portée par l'enthousiasme révolutionnaire, la CGT-U impulse ou encourage de grandes luttes. Exemple : En 1924, la grève des sardinières de Douarnenez, soutenue par **Charles Tillon** (mutin de la Mer Noire devenu dirigeant syndical) se termine par un succès et permet aux élections municipales suivantes de faire élire **Joséphine Pencalet** sur la liste



communiste, alors que les femmes ne sont ni électrices ni éligibles !

La CGT-U mène aussi une campagne pacifiste contre l'occupation de la Ruhr³² et anticoloniale contre la guerre du Rif³³, malgré les emprisonnements qui frappent ses dirigeants accusés d'atteinte à la sûreté de l'Etat.

Mais, les difficultés ne vont pas tarder à apparaître

8-3

Premières répercussions locales

Localement, les militants syndicaux décident de rallier l'une ou l'autre des organisations. Les principaux syndicats du Pays de Montbéliard (à l'exception de **Peugeot Hérimoncourt**), ainsi que les métallos de Belfort rejoignent la CGT-U avec **Léopold Cazals**. En revanche, **Eugène Hintzy** le secrétaire licencié de Beaulieu, la plupart des syndicats bisontins, ceux de Haute-Saône et les syndicats non-métallos belfortains décident de rester à la CGT « confédérée ».

La division, qui s'ajoute à la répression patronale, fait perdre des forces. Des syndicats, dont celui de **Peugeot Sochaux**, disparaissent totalement. L'Union départementale du Doubs passe de 50 syndicats en mars 1921 (avant la scission) à 27 CGT-U en juin 1922, pour tomber à 17 en janvier 1923 (pour une Union CGT-U Doubs, Haute-Saône, Territoire de Belfort qui accueille les organisations de ces deux derniers départements dans l'attente de la reconstitution de leurs UD). La démobilisation est telle qu'on ne note aucune initiative pour le 1^{er} mai de 1924 à 1928.

Les syndicats CGT-U tentent cependant de se réorganiser.

- ✓ Ils fondent dès 1922 une Union syndicale unitaire du Doubs, du Haut-Rhin et de la Haute-Saône dirigée d'abord par **Léopold Cazals**. Ce dernier appelé à ses responsabilités nationales, le manque de militants est tel que l'on demande à **Eugène Hug**, le croque-rave parti s'installer au Maroc, de revenir.
- ✓ En 1926, ils créent un syndicat unitaire des métaux dont le siège est à Beaulieu et le secrétaire **Fernand Monnier** (le passionné de musique licencié en 1921).

Mais dès janvier 1923, les divisions locales connaissent un nouveau rebondissement ...

Pour les « reconstructeurs », les espoirs de réunification des deux internationales sont rendus illusoires par ce qui deviendra la stratégie « classe contre classe » impulsée par le parti bolchevique, interdisant tout rapprochement avec les partis socialistes. **Ludovic-Oscar Frossard** convoqué à Moscou pour s'expliquer sur sa position considérée comme « centriste », finit par donner sa démission de la direction du Parti Communiste. Après avoir tenté de faire vivre un PCU (Parti communiste Unifié), il rejoindra la SFIO, puis sera ministre pétainiste, avant sa mort en 1946.

En attendant, la guerre fait rage entre les groupes belfortains fidèles à **Frossard** et à son PCU et les communistes montbéliardais, qui le considère comme un « traître ». Le journal *Germinal* et son orientation sont au cœur de la tourmente, les belfortains étant propriétaire du titre, les montbéliardais propriétaires de l'imprimerie !

Pour éviter d'être contaminé par ces dissensions, lors du Congrès de l'Union des syndicats CGT-U du 11 février 1923 à Audincourt, **René Naegelen**, rédacteur en chef du journal, demande la séparation de la partie politique de la partie syndicale du journal.

Charles Bellino, ancien directeur de publication, fait une ultime déclaration : « *Germinal continuera, comme par le passé à insérer toutes les communications qui pourraient lui parvenir de l'une ou l'autre des tendances.* »

Toutes ces tentatives sont vaines et les communistes montbéliardais décident de publier leur propre journal, « *Le semeur* ». La rupture est consommée entre Belfort et Montbéliard.

8-4 Contestations internes

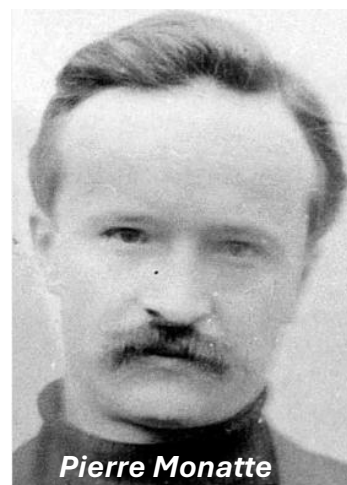
- ✓ Persuadés de l'imminence d'une révolution, et poussés dans ce sens par le parti bolchevique, les dirigeants communistes considèrent que l'activité dans les syndicats et les coopératives doit être tournée vers ce but supérieur et qu'il n'y a pas lieu de perdre trop de temps avec les revendications et préoccupations quotidiennes de la classe ouvrière, qui ne peuvent trouver de solutions dans le système actuel.
- ✓ Au vu de l'objectif suprême, et au nom d'une « *direction unique de la classe ouvrière* », ils justifient la mainmise du parti sur le syndicat auquel il assigne la fonction de relayer le message politique à la masse des travailleurs.
- ✓ De la même façon, les dirigeants communistes, là aussi alignés sur Moscou, multiplient les attaques contre la SFIO et les « confédérés », accusés au mieux de retarder l'échéance révolutionnaire, au pire d'être des traîtres, vendus à la bourgeoisie.



Cette affiche commune CGTU/PC s'en prend violemment à la CGT. On y voit, en bas à gauche Léon Jouhaux, secrétaire de la CGT poignarder un gréviste.

Ces orientations, dictées par le national, choquent une partie des militants ouvriers, rétifs à suivre des ordres venus de Paris, voire de Moscou. Les mêmes ou d'autres ont adhéré à la CGT-U en pensant que le U signifiait la recherche d'unité, et ne font pas forcément preuve d'autant d'ostracisme vis-à-vis de leurs « anciens camarades » restés à la CGT.

- ✓ Les anarchistes et les trotskistes, pour des raisons différentes, sont les premiers à contester. Ils seront les premiers à quitter le Parti Communiste ou à en être écartés, à l'image de **Pierre Monatte**, le fondateur de la Vie Ouvrière, exclu en 1924.
- ✓ Mais nous voyons aussi nombre de militants communistes de bonne foi défendre d'abord bec et ongles la ligne officielle puis adopter un point de vue plus critique, en venir à défendre une plus grande autonomie syndicale, et pour certains finir par rompre avec les instances nationales du PC et/ou de la CGT-U



Localement, nous pouvons présenter ces résistances multiples autour de 4 thèmes

- Les prises de position individuelles
- Les résistances politiques
- Les désaccords syndicaux
- L'enjeu de la « coopérative Fraternelle de Valentigney »

8-4-1 Les prises de positions individuelles

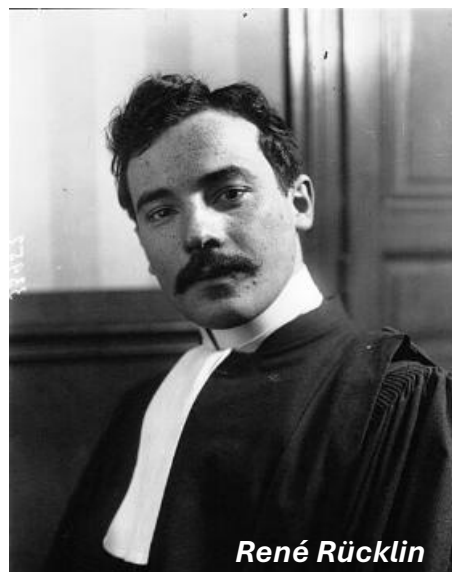
- ✓ **Léopold Cazals**, élu au bureau national de la CGT-U, soutient en juillet 1923 la motion de **Joseph Lartigue** sur l'autonomie des syndicats vis-à-vis des partis politiques. Mis en minorité, il quitte ses responsabilités nationales et ne revient pas dans la région.
- ✓ **Eugène Hug**, qui a pris la direction de l'Union Régionale CGT-U en 1923 demande à être remplacé dès la fin 1924. Il s'en explique dans son livre : *le croque-rave libertaire*.
- ✓ Deux ouvriers tourneurs de l'usine **Peugeot d'Audincourt**, **Jules Demeusy** et **Gaston Rouyé**, licenciés après la grève de 1929 (voir plus loin) décident de s'installer en URSS, et vont travailler à l'usine de tracteurs de Kharkhov. Leurs courriers adressés à certains communistes d'Audincourt et de Seloncourt renforcent un point de vue critique sur la situation réelle des travailleurs de Russie, sur les dérives bureaucratiques puis stalinienne de l'URSS.
- ✓ **Fernand Monnier**, le passionné de musique licencié de Beaulieu en 1921, secrétaire ensuite des métaux CGT-U du Pays de Montbéliard, sera exclu du PC, en raison des désaccords qu'il exprime quand il rejoint Besançon en 1930.

... et bien d'autres, qui vont, sans bruit, abandonner le combat ou finir par retourner à la CGT « confédérée » voire à la SFIO.

8-4-2 Les résistances politiques

Latentes depuis des années, elles éclatent lors des élections législatives d'avril 1928. En violation des directives nationales, le candidat communiste, l'instituteur **Louis Renard**, se désiste au 2^{ème} tour au profit du socialiste SFIO **René Rucklin** permettant ainsi son élection face à **Maurice Baufle**, le candidat soutenu par Peugeot.

Louis Renard reçoit des instances nationales du PC un blâme, doublé d'une interdiction de candidature pendant 4 ans. **Charles Fabrizi**, secrétaire de la commission électorale est sanctionné d'un « blâme sévère ». **Edgar Ferrand** est exclu du Parti pour 1 an.



8-4-3 Les désaccords syndicaux

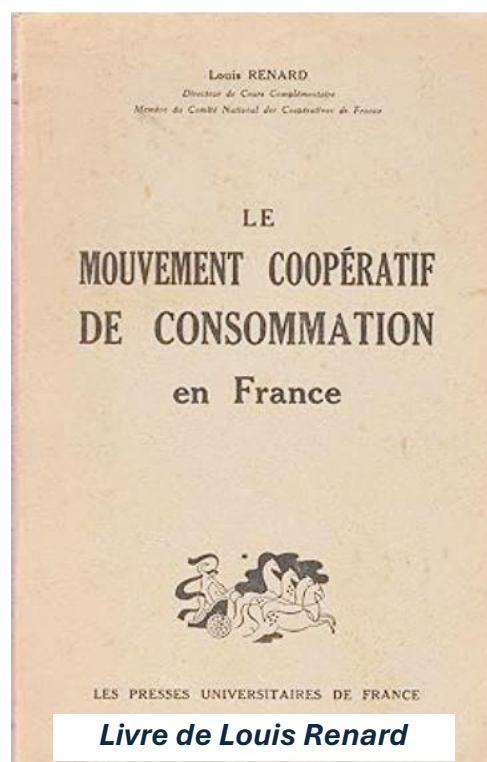
Emile Dabin (de Peugeot Audincourt), **Edgard Ferrand** et **Adrien Langumier** sont vertement critiqués par le secrétaire régional du Parti communiste (**Henri Janin**) et par le représentant de la Fédération des métaux CGT-U (**Ambroise Croizat**) pour n'avoir « pas suffisamment politisé » la grève de 1929 aux usines **Peugeot d'Audincourt** et de **Sochaux** (voir encadré page suivante).

8-4-4 La Fraternelle de Valentigney

Le torchon brûle aussi entre les instances communistes qui demandent la « bolchevisation » de la coopérative La Fraternelle de Valentigney et **Louis Renard**, l'instituteur qui en assure la présidence et qui en a une conception pluraliste (Exemples : **Eugène Hintzy**, l'ex-secrétaire de Beaulieu resté à la CGT, et **Armand Bermont**, membre de la SFIO font partie du Conseil d'administration).

Lors du renouvellement des instances dirigeantes de La Fraternelle, **Louis Renard** refuse la constitution d'une liste « exclusivement communiste » et la coopérative poursuit son activité avec une direction plus ouverte.

En 1931, le PC décide la « dissolution » de la cellule communiste de Valentigney, considérée comme un foyer de contestation.



La grève de 1929 à Audincourt et Sochaux

Le travail préparatoire des militants CGT-U

Originaire d'Auxerre, **Adrien Langumier** est choisi pour diriger l'Union Régionale CGT-U au départ d'**Eugène Hug**. Il passe fréquemment à Audincourt pour épauler **Emile Dabin (Peugeot Audincourt)**, **Fernand Monnier**, (le passionné de musique qui est alors secrétaire du syndicat unitaire des métaux du Pays de Montbéliard), **Edgar Ferrand**, responsable régional de la métallurgie CGT-U. Ensemble, ils parviennent à tenir un Congrès d'Union Locale et à organiser un meeting avec plusieurs centaines de participants le 1^{er} mai 1929.

Prémices à Seloncourt

Dans la foulée, les militants CGT-U de la fonderie **Cuvier-Wyss** de Seloncourt qui fait des pièces pour Peugeot, organisent plusieurs débrayages et obtiennent une augmentation de salaires.



Pétition et grève à Audincourt pour les salaires et les congés payés

Encouragés par ce succès, la CGT-U fait signer une pétition à **Peugeot Audincourt**, revendiquant l'augmentation des salaires (+ 0,5 F de l'heure) et 3 semaines de congés payés. *On notera que c'est la première fois que la revendication de congés payés apparaît dans le Pays de Montbéliard.* Plus de la moitié des ouvriers signe la pétition. La grève est votée et débute le 27 mai.

Peugeot, qui a envoyé en vain 2 lettres d'intimidation au domicile des ouvriers, choisit la manière forte et décide le lock-out le 30. Les travailleurs d'Audincourt tentent d'étendre le mouvement en manifestant sur la route nationale qui traverse les ateliers de **Peugeot-Sochaux**.

Tentative d'extension à Sochaux

Bien qu'il n'y ait pas de syndicat dans cette usine de 7 000 personnes, des ouvriers de forge, de fonderie, de l'emboutissage, de mécanique débrayent et fraternisent avec ceux d'Audincourt. Les responsables CGT-U leur demandent d'élire des délégués pour constituer un « comité d'usine ». Les manifestants veulent envahir la nouvelle carrosserie qui n'a pas bougé. Ils font face aux gardes-mobiles qui recouvrent les grilles de planches pour empêcher les contacts avec les non-grévistes. Les jours suivants, Peugeot réorganise le ramassage des ouvriers pour contourner les grévistes. Tout rassemblement est interdit et la police intervient pour disperser les attroupements.

De la confusion à l'échec

La grève se poursuit dans tous les ateliers de Sochaux mais le nombre de grévistes n'est pas suffisant pour stopper la production, provoquant un certain découragement.

Parallèlement, **Lucien Monnin** et **Jean Pfeiffer**, ouvriers professionnels, jettent les bases d'un [syndicat CGT³⁴](#), avec l'aide d'**Adrien Jeannin** secrétaire de l'UD CGT. Ils obtiennent une entrevue avec la direction, et en concluent que des augmentations de salaires seront accordées. Il semble que le député SFIO **René Rucklin** ait relayé cette annonce. Comme il n'y a pas d'accord écrit, cela ajoute à la confusion et la CGT-U n'a pas d'autre choix que d'appeler à la reprise du travail.

En réalité, l'augmentation de salaire ne sera pas de 0,5 F de l'heure comme demandée, mais de 0,23 F. Mais surtout, 150 ouvriers ne sont pas réembauchés ou sont licenciés, 3 sont condamnés pour entrave à la liberté du travail, et 4 sont arrêtés pour sabotage.

Cet échec douloureux souligne les dégâts de la division et montre qu'à ce moment, dans le Pays de Montbéliard tout du moins, le mouvement social n'a pas les forces pour renverser la table.

8-5

Tentatives d'organisations locales

8-5-1 La Fédération communiste indépendante de l'Est.

S'inspirant du Cercle communiste démocratique, créé au niveau national en 1930 par l'ex-dirigeant du PC, **Boris Souvarine**, les opposants ou exclus locaux fondent la Fédération Communiste indépendante de l'Est (FCIE) le 20 novembre 1932,

Louis Renard est élu secrétaire général, assisté de

- ✓ **Emile Murlot**, **Jules Carrez**, **Henri Gueutal** pour Valentigney,
- ✓ **René Coulon** et **Edgar Ferrand** pour Seloncourt,
- ✓ ainsi que de représentants belfortains et bisontins (dont **Fernand Monnier** le passionné de musique qui est maintenant installé dans la capitale comtoise).

Cette composition montre une alliance remarquable entre les ouvriers et les instituteurs.

En revanche, les communistes à la tête des municipalités de Seloncourt (**Roger Vermot-Desroches**) et Vieux-Charmont (**Georges Miellet**), ne rejoignent pas les dissidents.



8-5-2 Les syndicats CGT-U autonomes

Une partie des militants CGT-U continuent de revendiquer l'indépendance du syndicat vis-à-vis des partis politiques, en se référant à la Chartes d'Amiens et à l'appel du « Comité des 22 » (voir plus loin).

Au Congrès du syndicat des métaux, réuni au Cercle du Travail de Beaulieu le 30 octobre 1932, cette orientation l'emporte, avec les voix des syndicats de Beaulieu, Valentigney et Seloncourt, tandis que ceux de Pont-de-Roide, Sochaux et Ste Suzanne s'y opposent.

Devant les menaces de sanctions du représentant de la Fédération de la Métallurgie, le Congrès décide que le syndicat des métaux « reprend son autonomie organique, administrative et financière ».

8-5-3 Des syndicats professionnels unifiés

En 1932, se met en place un syndicat unifié des instituteurs sous la présidence de **David Geney**, enseignant à Montbéliard pour porter une voix unique face à l'administration rectorale.

Des liens se tissent entre les syndicats de cheminots.

Un comité mixte des fonctionnaires du Doubs regroupe les syndicats CGT, CGT-U et autonomes de la fonction publique.

Ces initiatives locales ont peu de chance de survivre dans la durée. Mais en refusant la main mise politique sur le syndicat et surtout en prônant une plus large unité d'action elles annoncent et contribuent au virage de la réunification et du front populaire.

Chapitre 9

1934 / 1936

Les chemins de l'Unité

9-1 L'appel des 22

Depuis un moment, les voix en faveur de la réunification syndicale se font de plus en plus nombreuses, que ce soit au sein de la CGT ou de la CGT-U

Le 9 novembre 1930, 22 syndicalistes (9 CGT-U, 6 CGT, 7 autonomes) publient un appel national que les travailleurs sont invités à contresigner, en faveur de « la reconstruction de l'unité syndicale dans une centrale unique basée sur la Charte d'Amiens : *« pratique de la lutte de classes »* et *« indépendance du mouvement syndical en dehors de toutes ingérences des partis politiques, des fractions et des sectes, ainsi que des gouvernements »* ».

Cet appel se heurte aux refus de

- ✓ **Léon Jouhaux** (CGT) qui considère que l'unité ne peut se faire que par des ralliements individuels à la CGT.
- ✓ **Gaston Monmousseau** (CGT-U) qui dénonce avec véhémence la perspective d'une unité avec « des renégats (...) dans l'union sacrée aux pieds du capital » qui ne serait être qu'une « unité de trahison ».
- ✓ Les trotskystes de la [Ligue Communiste](#)³⁵ considèrent que cet appel à l'unité n'a « d'autre sens qu'une capitulation des révolutionnaires devant les réformistes ».

L'appel des 22 et surtout les réactions qu'il suscite montrent bien qu'il ne s'agit pas d'une question subsidiaire mais qu'elle est au cœur des préoccupations ouvrières.

9-2 Le fascisme menaçant

En Italie, le parti fasciste de **Benito Mussolini** dissout les partis d'opposition, met fin à la démocratie, supprime le droit de grève, et n'autorise que les syndicats d'extrême-droite.

En Allemagne, le parti nazi et la SA (section d'assaut) s'en prennent violemment aux partis de gauche, aux syndicats, aux manifestations ouvrières et aux commerçants juifs. En 1933, **Adolph Hitler** est nommé chancelier d'Allemagne.

En Espagne, le général **Francisco Franco** écrase dans le sang [l'insurrection ouvrière des Asturies](#)³⁶, préfigurant ce que sera bientôt son combat contre la république espagnole.

Partout en Europe, le fascisme progresse et menace.

Les ligues d'extrême-droite paradent à Paris :

- ✓ Les Croix de feu du Colonel **de La Rocque** qui rassemblent les anciens combattants nationalistes, défilent au pas cadencé.
- ✓ L'Action Française de **Charles Maurras** et ses Camelots du roi manifestent contre « la République des juifs et des mètèques ».

Ces organisations ne cachent pas leur volonté de destruction des syndicats ouvriers et préconisent la « lutte physique » contre les meneurs à la manière des bandes hitlérienne et mussoliniennes.



Insigne des Croix de feu

Dans la région elles bénéficient de l'appui d'une partie du patronat (**Vermot** de Chatenois les Forges) et du clergé (le curé de Rougemont-le-château écrit dans le bulletin paroissial : « Fasciste je suis, fasciste je resterai ! »).

Le 6 février 1934, sous prétexte du scandale de [l'affaire Stavisky](#)³⁷, les ligues d'extrême-droite organisent à Paris une marche sur l'Assemblée nationale. Certains manifestants sont armés, affichant leur volonté d'envahir la Chambre des députés, de renverser la 3^{ème} République et d'instaurer un régime fasciste. Les affrontements avec la police font 12 morts dont la moitié sont des militants de l'Action Française.

Cette tentative de coup d'Etat est un électro-choc.

*Quand les blés sont sous la grêle
Fou qui fait le délicat
Fou qui songe à ses querelles
Au cœur du commun combat*

Louis
Aragon

9-3 Serrez les rangs ! Les comités antifascistes

A Besançon, dès le lendemain 7 février une réunion unitaire est organisée à l'appel de l'UD CGT. Deux cents personnes y participent et mettent sur pied un *Comité de défense antifasciste* avec notamment l'UD CGT, l'Union locale CGT-U, la fédération autonome des fonctionnaires, la SFIO, le PC et la FCIE (Fédération Communiste Indépendante de l'Est).

D'autres comités vont se créer un peu partout en France. Ils permettent que se côtoient les membres des différents syndicats et partis politiques de gauche, avec l'objectif commun de combattre l'extrême-droite, et ce dans l'unité malgré les réticences qui perdurent au sein des instances nationales.

9-4 12 février 1934 : Jonction des manifs parisiennes

Ce jour-là, la CGT lance une consigne de grève générale. La CGT-U appelle à y participer sur la base de ses propres mots d'ordre.

Deux manifestations sont organisées à Paris, l'une par la CGT et la SFIO, l'autre par la CGT-U et le PC.



Place de la Nation, les manifestants se rejoignent aux cris de « Unité, unité ! ». Des scènes de fraternisation ont aussi lieu dans certaines des 300 manifestations organisées en province.

Le 12 février symbolise la volonté d'unité de la base, des militants de terrain, qui bousculent les positions de leurs organisations.



9-5 A Montbéliard, l'unité s'impose aussi

La faiblesse des organisations syndicales n'a pas permis de participer à la grève générale. Deux manifestations sont organisées, l'une à Montbéliard à l'appel du maire SFIO **Armand Bermont** et du député **René Rucklin**, l'autre à Seloncourt à l'initiative du maire communiste **Roger Vermot-Desroches**.

Mais l'aspiration unitaire est là : le 24 février, une réunion publique commune réunit **René Rucklin** (SFIO), **Marius Jacquemard** (PC) et **Louis Renard** (FCIE). A Valentigney et Audincourt, c'est dans l'unité qu'est créé un *Groupement antifasciste* de 130 membres.

9-6 Virage communiste

En 1934, le bulgare **Georges Dimitrov** prend la tête de l'Internationale Communiste. Il analyse la situation :

« L'arrivée du fascisme au pouvoir, ce n'est pas la substitution ordinaire d'un gouvernement bourgeois à un autre, mais le remplacement d'une forme étatique de la domination de classe de la bourgeoisie – la démocratie bourgeoise – par une autre forme de cette domination, la dictature terroriste déclarée. »

Sur la base de cette analyse, l'Internationale communiste abandonne sa politique « classe contre classe » qui interdisait toute alliance avec les partis socialistes et préconise un « front antifasciste ».

Le 26 juin 1934, à Ivry, le dirigeant communiste français **Maurice Thorez** opère le même virage à 180° en appelant à l'unité d'action avec les socialistes qu'il traitait encore de « sociaux-fascistes » quelques semaines auparavant !

Un des principaux obstacles à une alliance politique et à la réunification syndicale est ainsi levé.



Georges Dimitrov

9-7**Réunification syndicale**

En 1935, la réunification entre la CGT et la CGT-U est décidée. Elle est officialisée en 1936 par un Congrès commun à Toulouse.

Cette réunification, porteuse d'espoir, donne confiance à la classe ouvrière.

Elle n'efface cependant pas les différences de points de vue, et la bataille d'influence

va se poursuivre au sein de la CGT, entre les ex-confédérés comme **René Belin** avec son journal "Syndicats" et les anciens CGT-U qui ont conservé "La Vie Ouvrière".



Dans le Doubs, le Congrès de fusion se tient en décembre 1935 à Besançon. Une centaine de délégués y représentent 48 syndicats.

Le syndicat CGT des ouvriers métallurgistes de Sochaux-Montbéliard, créé lors de la grève de 1929, et l'Union Locale CGT, relancée dans la foulée en 1930, accueilleront désormais les syndiqués des deux anciennes tendances. Mais à Sochaux, il s'agit d'un syndicat très faible, qui vit dans une quasi-clandestinité avec une poignée de syndiqués après l'échec de la grève de 1929 et les 150 licenciements qui l'ont suivie.

9-8**La victoire du Front populaire**

Aux élections législatives d'avril/mai 1936, l'alliance électorale entre socialistes, communistes et radicaux prévoit un désistement au profit du candidat de « front populaire » ayant recueilli le plus de voix au premier tour.

Cette règle permet au Front populaire d'obtenir une majorité à l'Assemblée nationale. **Léon Blum** (SFIO) devient président du Conseil le 4 juin 1936.

Radicaux : maillon faible indispensable

Les radicaux ont toujours eu une attitude à géométrie variable. Parfois alliés à la droite, parfois votant avec la gauche. Indispensables pour avoir une majorité parlementaire de Front populaire, ils en sont le maillon faible.



9-9 L'exception montbéliardaise

Dans le Pays de Montbéliard, ça se passe mal !

En dépit de l'accord national, les radicaux n'hésitent pas à faire campagne contre les candidats socialiste **René Rucklin** et communiste **Marius Jacquemard**. Ils soutiennent le candidat de droite qui se cache sous une étiquette de « radical indépendant » : **François Peugeot**, patron des **cycles Peugeot**.

Celui-ci a à sa disposition le journal « Le Pays de Montbéliard » et un moyen d'influence avec le « secrétariat social », qui regroupe les œuvres sociales du groupe **Peugeot**. Il fait distribuer une brochure à toutes les familles du personnel et placarder une affiche de chantage à l'emploi « *Qu'on se rappelle que Peugeot fait vivre rien que dans l'arrondissement plus de 16 000 ouvriers (...) Il est évident qu'un tel effort ne pourrait être continué si les municipalités socialistes réussissaient à étrangler Peugeot. Ouvrier, défends ton pain !* »



François Peugeot



François Peugeot est élu au 1^{er} tour avec 60 % des voix.

La bourgeoisie montbéliardaise fête son succès avec défilé de l'harmonie Peugeot, concours de gymnastique, fête foraine, bal et feux d'artifice.

Mais peut-être se réjouit-elle un peu vite ? ...

Roger Bardenet, secrétaire du syndicat CGT de Sochaux écrira plus tard dans le bulletin de l'UL : « *Rappelez-vous la campagne du petit François, entouré, escorté, applaudi par ses larbins et sa maîtrise et promenant avec lui, de ville en ville, à grands renforts d'autobus, cet auditoire stipendié avec brigade d'applaudissements spontanés dirigés par les chefs du secrétariat social, ces hommes de basse police qui ont nom **Mittler**, **Grédy**, **Sire** et Cie* ».

Chapitre 10

1936 / 1939

Front populaire

10-1 Les grandes grèves et les accords Matignon

Avec la réunification syndicale et la victoire électorale du Front populaire, les travailleurs sont impatients de voir leurs revendications satisfaites.



Sans attendre le 4 juin, date de mise en place du gouvernement, les premières grèves éclatent au Havre, à Toulouse, puis s'élargissent à la région parisienne avant de gagner la France entière. Des grèves massives qui touchent l'industrie, les commerces, les services. Cette grève générale s'accompagne de l'occupation des usines, dans la joie, avec les repas et nuits partagés, les bals improvisés.

Le groupe Octobre, animé par **Jacques Prevert**, joue des pièces de théâtre dans les usines occupées, tandis que la Chorale Populaire et le groupe Mars, véritables escouades de chants militants, animent les manifestations.

Dans la nuit du 7 au 8 juin le patronat doit accepter les « accords Matignon », avec une augmentation des salaires de 7 à 14 %, la réduction du temps de travail à 40 heures par semaine, l'instauration de 2 semaines de congés payés, la reconnaissance des délégués d'atelier et la mise en place obligatoire de [conventions collectives](#)³⁸.

Les votes de l'Assemblée nationale du 20 au 24 juin 36 donnent à ces acquis force de lois. **Deux semaines de congés payés, 2 jours de repos par semaine, quel changement de vie !**

Au-delà de ces avancées sociales, le gouvernement de Front populaire innove avec :

- ✓ La nomination de femmes au gouvernement, (alors qu'elles ne sont encore ni électrices ni éligibles), **Cécile Brunschvicg**, sous-secrétaire d'État à l'Éducation nationale, **Irène Joliot-Curie**, sous-secrétaire d'État à la Recherche scientifique, **Suzanne Lacore**, sous-secrétaire d'État à la protection de l'enfance.
- ✓ Une politique de démocratisation de la culture, sous l'impulsion de **Léo Lagrange**, sous-secrétaire d'État aux Loisirs et aux Sports, qui va aider à la généralisation des « Maisons de la Culture », et des « auberges de jeunesse », sans oublier le « billet de congés payés » qui permet, aujourd'hui encore, de prendre le train à prix réduit. Un accès aux loisirs et à la culture pour les classes populaires, qui sera un des objectifs majeurs des Comités d'entreprise après la libération.

10.2 Le bras de fer de la Convention collective

Pendant la grève générale, les ouvriers du Pays de Montbéliard, tétanisés par le désastre électoral d'avril, n'ont pas bougé. Mais, en application des accords Matignon il faut maintenant comme dans les autres régions, négocier et signer des Conventions collectives.

Trois bras de fer vont émailler les négociations dans la Métallurgie :

- 1) Juin 1936 : Qui négocie ? Avec quelles garanties ?
- 2) Juillet 1936 : Quels salaires mini ? Quels abattements de zone ?
- 3) Fin 1936 / février 1937 : Quel poste dans quelle classification ?

10-2-1 Juin 1936 : Qui négocie ? Avec quelles garanties ?

Pour une négociation au rabais, la direction **Peugeot**, décide de susciter la création d'un « syndicat professionnel » jaune, et déclare qu'en l'absence d'autre syndicat représentatif dans l'entreprise, ce sera son interlocuteur pour l'établissement de la Convention.

Le 10 juin, les chefs d'atelier et le Secrétariat social distribuent les cartes d'adhésion avec consigne de les ramener signées le lendemain. Une création soutenue en sous-main par les membres locaux des Croix de feu (rebaptisées en 1936 PSF, Parti Social Français).

Cette manœuvre met le feu aux poudres. La grève éclate le 11 juin à Sochaux.

Vernay, de l'Emboutissage, et **Maurice Herzog**, de Mécanique, lancent le mouvement. Avec **André Girard** de Carrosserie et quelques autres, ils se regroupent dans un Comité syndical, recréant ainsi le syndicat CGT des Métaux de Sochaux. Ils réunissent les grévistes dans la cour de l'emboutissage.

L'Assemblée Générale décide d'occuper l'usine.

La grève s'étend rapidement à Beaulieu, Pont-de-Roide, aux **Forges d'Audincourt**, aux filatures **Japy** d'Audincourt et Exincourt.



Le 13 juin, la direction **Peugeot** par 3 accords séparés avec la CGT, la CFTC et le syndicat professionnel, s'engage à négocier la convention collective « avec les différents syndicats » et avec la garantie de maintien des « avantages spécifiques » de l'entreprise.

Sur ce succès, le travail reprend le 15 juin.

10-2-2 Juillet 1936 : Quels salaires mini ? Quels abattements de zones ?

Le patronat veut tirer les salaires mini vers le bas et sous prétexte de « conditions de vie différentes », il classe les établissements par zones, plus ou moins peuplées, pour appliquer des abattements de 4, 6 ou 8 %. Mais dans les usines le climat a changé, la grève est relancée le 21 juillet de façon coordonnée à Sochaux, Beaulieu et Valentigney. Elle s'étend dès le lendemain aux laminaires de Pont-de-Roide, aux **Forges** et à **Peugeot-Audincourt**, puis à l'usine **Marti** de Vieux Charmont et à **Peugeot-Hérimoncourt**. On occupe les ateliers : bals, théâtre, l'ambiance est joyeuse et fraternelle. Des tours de garde sont organisés dans la crainte d'éventuelles attaques de l'extrême-droite des Croix de feu (PSF).

Inquiet de ce blocage local alors que dans les autres régions le travail a repris, le gouvernement envoie, **Roger Salengro**, ministre de l'Intérieur, comme médiateur. Avec la redéfinition des zones et l'augmentation de 5 centimes de l'heure de tous les mini, la Convention collective est signée le 27 juillet.



Théâtre dans l'usine de Sochaux occupée

Les ouvriers de Sochaux et de la Métallurgie du Pays de Montbéliard ont gagné le bras de fer. Les ouvriers se syndiquent en masse. A Sochaux, le nombre de syndiqués qui était d'une vingtaine bondit à 7 000 ! Parmi eux, de nombreux techniciens et de jeunes ouvriers comme **Oreste Pintucci**, **Maurice Chognard**, **Robert Roth**, qui joueront un rôle important dans la suite de notre histoire.

Aux élections des délégués d'atelier de Sochaux du 4 août 1936, la CGT obtient un vrai succès face à la CFTC et au syndicat professionnel. La plupart des animateurs de la grève sont élus :

En forge : Roger Augerot	En fonderie : Pierre Lalloz et Muller
A l'emboutissage : Vernay	A l'Entretien presses : Louis Vennat
A l'Outillage forge et embout : Parisot	En tôlerie sud : Léon Vuillemot
En mécanique : Maurice Herzog , Lucien Fallot ³⁹ , James Blanc , Bouckwalter , Richert	
En carrosserie : Bradmetz , Joulet , Mazimann , André Girard	
Aux Services divers : Charles Reffay	A l'annexe de Mandeure : Chouffet

10-2-3 Le patronat et Peugeot se réorganisent

Après la défaite qu'il a subie en juin, le patronat cherche sa revanche. Il se déchaîne contre les « salopards en casquette » et « la semaine des 2 dimanches ». Il finance massivement l'extrême droite du PSF.

Au niveau national, la CGPF (Confédération Générale de la Production Française) accusée d'avoir trop cédé, est remplacée par la Confédération du Patronat Français.

Chez **Peugeot**, l'ancien service du personnel est remplacé par une Direction de la Main d'œuvre et des Relations Syndicales, (DMO-RS, qui deviendra DPRS après-guerre). Ce service

élargi se charge non seulement de la gestion du personnel (embauches, licenciements ...) mais aussi des relations avec les syndicats, de la rédaction du règlement intérieur et des conventions collectives, des relations avec l'inspection du travail, de l'organisation des élections. La DMO-RS s'adjoint un « département social » chargé de gérer les œuvres sociales Peugeot, en remplacement du Secrétariat social discrédité pour avoir trop affiché son engagement politique et son soutien à l'élection de **François Peugeot**.

10-2-4 1937 : Nouveaux affrontements

Chaque camp s'est réorganisé. L'affrontement de la fin de l'année 1936 et du début 1937 porte toujours principalement sur l'application de la Convention collective signée en juillet 36. Celle-ci définit les niveaux de classification et les salaires correspondants. Mais il reste à placer les différents emplois occupés dans cette grille. Bien sûr la direction Peugeot essaie de tirer tout le monde vers le bas. L'examen des postes de travail donne lieu à de nombreux débrayages sectoriels pour refuser les déclassements.

En janvier 1937, grâce à cette résistance dans chaque atelier, le nombre d'ouvriers spécialisés classés en 1^{ère} catégorie est passé de 5 à 85 % ! L'Assemblée générale du syndicat CGT **Peugeot-Sochaux** du 16 janvier 1937 fête ce succès avec plus de 1 000 participants.



Mais les questions salariales ne sont pas réglées car la hausse des prix est en train de grignoter peu à peu les augmentations de salaires arrachées l'année précédente. Le 30 janvier 1937, le syndicat organise un meeting avec **Ambroise Croisat** « pour le réajustement des salaires ». 3 000 salariés y assistent, dans l'enthousiasme.

C'est dans ce climat que le 17 février, le chef du personnel **Grédy** décide de muter en peinture **Lhote** délégué d'équipe de Carrosserie. Ses camarades de travail cessent immédiatement le travail. Réuni en urgence, le syndicat décide d'étendre la grève à toute l'usine en y ajoutant une revendication salariale. Le soir, le directeur est séquestré et l'usine occupée.

Cette grève étant considérée comme illégale, le directeur est rapidement libéré et l'occupation levée, sur les conseils de **Robert Loueilh**, secrétaire des métaux et de l'Union Locale.

La grève se termine le 24 février avec le retour de **Lhote** à son poste d'origine, la mutation de **Grédy** et une augmentation de salaire de 0,80 F de l'heure pour tous. Un succès.

Pourtant la Direction va utiliser la prétendue illégalité de la grève et les incidents survenus pour obtenir, par sentence sur-arbitrale du 12 avril 1937 le licenciement des « compères » de Mécanique, **Maurice Herzog** et **Maurice Diebold** ([encadré page suivante](#))⁴⁰.



Le Pays de Montbéliard du 20 février 1937

Les 2 Maurice et leur flingue

Né en 1903 à Belfort d'un père menuisier et d'une mère qui fait des ménages, **Maurice Herzog** travaille chez **Peugeot**, à Sochaux, à partir de juin 1929, comme manœuvre spécialisé. Considéré comme un bon ouvrier, il devient en 1930 régleur dans l'usine de Mécanique. Le 11 juin 1936, il est à l'origine de l'extension de la grève dans ce secteur, rejoint le comité syndical et contribue à la renaissance de la CGT.

Elu délégué titulaire, il doit démissionner en raison de condamnations antérieures pour vol, qui l'ont privé de ses droits civiques.

Avec **Maurice Diebold**, ils impulsent plusieurs débrayages pour les classifications à l'automne 1936, et organisent (en toute illégalité) des assemblées de travailleurs dans l'usine. Ce sont eux aussi qui étendent en Mécanique le mouvement de février 1937.

Le 18 février 1937, au lendemain du début de la grève, les 2 Maurice font partie de la délégation convoquée par le sous-préfet. **Maurice Diebold** y participe avec un revolver dans la poche. Pendant l'entrevue, le coup de feu part accidentellement et le blesse à l'orteil⁴¹. Une occasion formidable pour la Direction **Peugeot** de demander (et d'obtenir) le licenciement de ces anarcho-syndicalistes un peu trop remuants à son goût !

Solidarité internationale avec les Républicains espagnols

Les militants CGT se mobilisent aussi, avec d'autres, pour soutenir les Républicains espagnols contre l'agression armée du Général **Franco** : Motions de soutien, meetings, collectes, interventions pour demander une aide plus active du gouvernement français.

Certains, souvent communistes, s'engagent plus encore et rejoignent les brigades internationales pour aller combattre en Espagne les armées de Franco. Citons, parmi eux :

- ✓ **Roger Vuillemin**, délégué CGT en Mécanique, part pour l'Espagne en janvier 1938.
- ✓ **Marcel André**, tourneur à **Peugeot-Sochaux**, délégué CGT, arrive en Espagne le 5 mars 1938. Il est affecté comme brancardier au 4^{ème} bataillon de la 14^{ème} brigade internationale

Sans oublier d'autres brigadistes du Pays de Montbéliard : Les audincourtois **Richard Perlinski**, parti dès ses 18 ans, et dont nous reparlerons plus loin, **François Avondo** (terrassier), **Marcel Carisey** (CGT des **Forges** qui participe pendant 19 mois aux batailles en Andalousie, en Aragon et sur l'Ebre), **Jean Carriun** (porté disparu le 9 septembre 38 lors de la bataille de Corbera), **Edmond Rampht** (lamineur qui participe pendant 21 mois aux combats de la Sierra Nevada, du Centre, d'Aragon et de l'Ebre) et le boroillot **Georges Salvez** (ouvrier **Peugeot**, tué le 14 mars 1938 dans les combats de Caspe).

Source ACER : <https://www.brigadesinternationales.fr/wiki/Cat%C3%A9gorie:Brigadistes>

Après l'écrasement de la République par les armées de **Franco**, les brigadistes survivants sont rapatriés, entre novembre 1938 et 1939.

Ils seront suivis de peu par les combattants espagnols fuyant les persécutions fascistes.

Antonio Paléo, qui a combattu les franquistes en Galice devra se réfugier en France en 1946. Ouvrier à la fonderie de Sochaux, délégué CGT et inlassable militant, il sera pendant des années sollicité pour cuisiner la paëlla dans tous les repas organisés par le syndicat !



10-3 Le Front populaire en miettes

Confronté à une situation financière qui s'aggrave et à une inflation de plus en plus importante, le gouvernement de **Léon Blum** procède à la dévaluation de la monnaie : Fin octobre 1936 le franc perd 35 % de sa valeur.

Pour lutter plus efficacement contre la fuite des capitaux et la spéculation contre le franc, **Léon Blum** demande les pleins pouvoirs financiers. L'Assemblée nationale lui accorde, mais le Sénat, à majorité de droite lui refuse. Le 22 juin 1937, il doit démissionner.

Le radical **Camille Chautemps**, bien que mouillé jusqu'au cou dans l'affaire **Stavisky**, prend la tête du gouvernement. Il est remplacé dès avril 1938 par **Edouard Daladier**. Le nouveau gouvernement n'a plus de Front populaire que l'étiquette, les dirigeants radicaux ayant, en réalité changé de camp. Ils gouvernent par décrets-lois⁴², s'opposent à l'échelle mobile des salaires et le 12 novembre 1938, un décret du ministre **Paul Reynaud** remet en cause les 40 heures, pouvant dès lors être portées à 48 heures. Le ministre proclame à la radio : « *Devant les étrangers qui nous écoutent, je vous annonce qu'en France, la semaine des deux dimanches a cessé d'exister* ». Le 30 septembre, **Daladier** signe les accords de Munich⁴³.

10-4 La grève générale du 30 novembre 1938

Face à ces remises en cause, la CGT lance un appel national à une grève générale le 30 novembre 1938. Le gouvernement déclare que la grève est « politique » donc illégale. Les fonctionnaires, les cheminots, le personnel des transports publics sont réquisitionnés. La police et l'armée sont déployées (Voir l'article du journal ci-contre).

Dans le Pays de Montbéliard, malgré la menace de congédiement affichée la veille dans les ateliers, la participation gréviste est de 31 %. Les **Forges d'Audincourt**, **Japy** à Feschers-le-Châtel, la **Société Mécanique d'Arbouans** et la chaiserie **Baumann** de Colombier-Fontaine sont presque paralysées.

A Sochaux, la participation est moindre avec 22 % d'absents selon la Direction. De plus, s'il y a 2 670 grévistes le matin, ils ne sont plus que 500 dans l'équipe d'après-midi.

D'autres usines ne suivent pas ou peu. A l'usine à gaz de Montbéliard, on compte une vingtaine de grévistes et 100 présents au travail. La **Fonderie Leroy de Sainte Suzanne** n'a que 7 grévistes (dont les délégués **Alfred Cardot** et **Louis Falaschini**) sur 212 ouvriers. A **Peugeot Hérimoncourt**, les délégués **René Naviet** et **Charles Reimbold** se mettent en grève seuls, sans donner de mot d'ordre.

À la veille de la grève politique du 30 novembre

Les différentes usines de la région ont avisé leur personnel que les ateliers et bureaux seront ouverts comme de coutume aujourd'hui mercredi 30 novembre et que toute cessation de travail constitue une rupture des contrats individuels de travail.

L'attention des ouvriers étrangers est attirée sur les conséquences particulières que pourrait avoir pour eux toute infraction aux lois.

Enfin, la liberté du travail sera assurée et toutes mesures seront prises pour garantir l'entrée et la sortie des usines. [...]

Le gouvernement a pris d'énergiques dispositions pour faire respecter la loi. Des détachements de troupes occupent les postes d'aiguillages [...] et les ordres de réquisition sont prêts au cas où les cheminots menaceraient de faire grève.

On peut donc prévoir que la journée de mercredi sera calme et que la majorité du pays ne se laissera pas entraîner à une manifestation politique à laquelle certains agitateurs soi-disant syndicalistes voudraient la pousser illégalement.



La répression annoncée s'abat : La tactique du patronat consiste à licencier massivement les grévistes, puis à les réengager individuellement à l'exception de celles et ceux qui sont considérés comme meneurs.

Les **Forges d'Audincourt** congédient 600 ouvriers sur un effectif de 1100 personnes. Dans le Doubs on compte 1000 licenciements et 25 arrestations.

Au final, en France 15 000 « meneurs » sont définitivement renvoyés, dont 190 dans le Pays de Montbéliard (85 à **Peugeot-Sochaux**, dont 13 délégués du personnel, une cinquantaine aux **Forges d'Audincourt**, 25 aux **Cycles Peugeot** de Beaulieu, 15 à l'usine **Peugeot de Valentigney**.

De nombreux syndicats sont décimés

Dans une période cruciale de montée du nationalisme et du fascisme, une partie de la classe ouvrière a tenté jusqu'au bout de s'opposer à ces dérives et à la remise en cause des acquis.

10-5 Pacte germano-soviétique

Le pacte germano-soviétique, signé le 23 août 1939 vient ajouter à la confusion. L'URSS qui se présentait comme un fer de lance antifasciste, pactise avec l'Allemagne nazie ! Une trahison aux yeux de beaucoup⁴⁴, en échange de nouveaux partages territoriaux au détriment de la Pologne, de la Roumanie, de la Finlande et des pays baltes.

Fin août, le gouvernement français décide la dissolution du PCF et de 620 syndicats *de leur obéissance*. Il interdit la presse communiste et la Vie Ouvrière.

Le bureau confédéral CGT prononce l'exclusion de ses membres qui ne condamnent pas le pacte.

Adrien Jeannin, secrétaire de l'UD CGT du Doubs, fait voter une décision similaire et demande la mise sous séquestre préfectoral⁴⁵ des biens des syndicats et unions territoriales (UL) dirigées par des communistes.

Je n'ai trouvé que quelques traces éparses de l'application de ces mesures d'exclusions et de confiscations des biens car une autre actualité emporte tout :

Le 3 septembre 1939 la France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Allemagne, qui vient d'envahir la Pologne. Le second conflit mondial commence.

A l'audience du 15 décembre, présidée par M. Depommier, assisté de MM. Luttenschlager et Rouanet ; ministère public, M. Cordier, procureur de la République ; greffier M. Barbary, les condamnations suivantes ont été prononcées :

Pour entrave à la liberté du travail, des grévistes sont condamnés

— A cette audience était appelée l'affaire des grèves du 30 novembre. On sait que treize arrestations avaient été opérées dont onze maintenues. Les débats durèrent de 15 heures, à 21 h. 30 et après une suspension d'audience les jugements furent rendus vers 23 heures :

Jean Hartmann, 27 ans, à Beaulieu-Mandeure, un mois de prison pour outrages à magistrat de l'ordre administratif, plus deux mois de prison pour entrave à la liberté du travail avec confusion des peines.

Rymonde Croissant, 18 ans, à Sochaux, deux mois de prison avec sursis et 100 francs d'amende pour entrave à la liberté du travail.

Lucien Morel, 30 ans, à Montbéliard, un mois de prison ; Lucien Fallot, à Audincourt, vingt jours de prison ; Roméo Di Guisto, 20 ans, à Bondeval, quarante jours de prison ; Léon Humbert, 35 ans, à Sochaux, vingt jours de prison ; André Dautreleau, 30 ans, à Dampierre-les-Bois, quinze jours de prison ; Maurice Diebold, 30 ans, à Belfort, trois mois de prison ; Gilbert Demougeot, 25 ans, à Beaulieu, quinze jours de prison ; C... S..., 17 ans, à Montbéliard, quinze jours de prison ; Paul Jeanfaivre, 27 ans, à Montbéliard, quarante jours de prison ; André Cattin, 27 ans, à Valentigney, trois fois trois mois de prison, avec confusion des peines ; Louis Chevet, de Valentigney, vingt jours de prison, tous pour entrave à la liberté du travail.

On sait que ces délits ont été commis autant à Sochaux, qu'à Beaulieu ou Valentigney.

Les usines Peugeot, partie civile, ont obtenu le franc symbolique de dommages - intérêts qu'elles réclamaient.

Chapitre 11

La France et le Pays de Montbéliard occupés

La débâcle de l'armée française en mai 1940 jette sur les routes de l'exode, des milliers de familles qui fuient l'avancée allemande. Les nazis occupent bientôt Paris et toute la partie nord de la France.

11-1 Maréchal, nous voilà !

Le 17 juin 1940, **Paul Reynaud**, président du Conseil, est remplacé par le Maréchal **Philippe Pétain** qui, le jour même, dans un discours radiodiffusé ordonne à l'armée française de cesser le combat et annonce l'ouverture de pourparlers avec **Hitler** pour fixer les modalités de la reddition.



Le 22 juin 1940, le gouvernement **Pétain** signe les conditions de la capitulation :

- ✓ Les troupes françaises sont désarmées, la flotte ramenée dans les ports contrôlés par les Allemands. Les prisonniers de guerre restent en captivité en Allemagne.
- ✓ La France est scindée en 2 zones, séparées par une ligne de démarcation (zone occupée au Nord de la Loire et sur la façade atlantique et zone « non occupée » au sud-est). Elle doit verser au Reich des compensations financières considérables pour « l'entretien de l'armée d'occupation ».
- ✓ **Pétain** s'engage à livrer au führer les réfugiés politiques allemands et autrichiens, les condamnant ainsi à la déportation et à la mort.

Le 10 juillet 1940, **Pierre Laval**, l'homme de main de **Pétain**, fait voter par une majorité de députés et sénateurs les pleins pouvoirs au maréchal ⁴⁶, qui a donc désormais le droit absolu et sans contrôle d'écrire la loi et de la faire appliquer (voir encadré page suivante).

11-2 Les dirigeants CGT à la remorque du pouvoir

Débarrassé de son opposition interne communiste et progressiste, et pour se faire bien voir du nouveau pouvoir, **Léon Jouhaux** fait modifier les statuts de la CGT, en enlevant toute référence à la lutte des classes, et en lui assignant pour but de « *participer à la prospérité nationale* » par une « *collaboration loyale de toutes les forces de production* ».

Cette manifestation d'allégeance à la Révolution Nationale ne suffira pas et le 9 novembre 1940, **Pétain** dissout les confédérations syndicales.

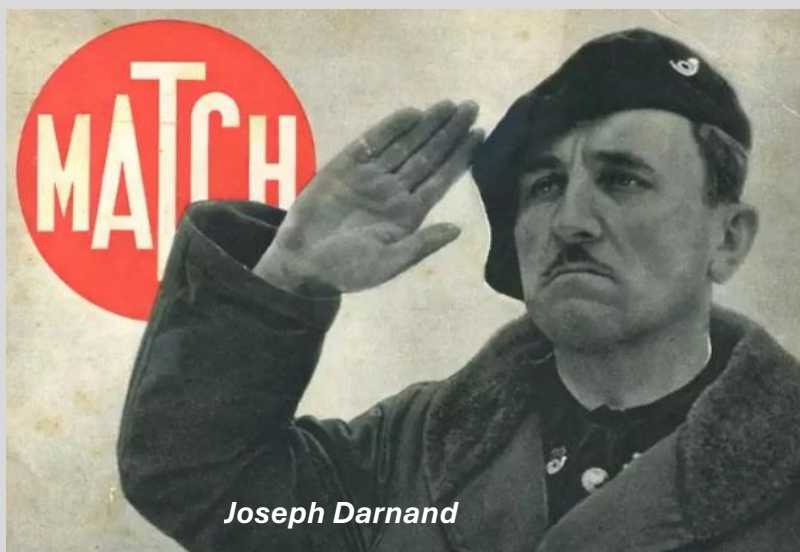
René Belin, un des secrétaires de la CGT, et directeur de publication du journal *Syndicats* créé pour contrer l'influence des ex-CGTU et de la Vie Ouvrière (voir page 42), est nommé ministre de la Production Industrielle et du Travail ! **Adrien Jeannin**, secrétaire de l'UD du Doubs devient son chargé de mission.



92 L'extrême-droite à l'œuvre !

La 3^{ème} République est abolie, remplacée par l'« Etat Français ».

- ✓ Le régime de Vichy abroge la devise républicaine « Liberté, Egalité, Fraternité » et, au nom de la Révolution Nationale, y substitue « Travail, Famille, Patrie », mot d'ordre des Croix de Feu.
- ✓ Il démantèle les institutions démocratiques : les élections « suspendues », la Chambre des députés et le Sénat *ajournés jusqu'à nouvel ordre*, les récalcitrants comme **Léon Blum** sont arrêtés. Des maires (dont **Armand Bermond**, à Montbéliard) sont révoqués et remplacés par des hommes du régime.
- ✓ Il interdit certains journaux, censure et musèle les autres. Il établit un système de propagande avec Radio-Paris et des campagnes d'affichage national.
- ✓ Il renvoie plusieurs centaines de magistrats. Les autres doivent prêter serment de fidélité au Maréchal et faire appliquer d'une main de fer les décisions qu'il prend ⁴⁷. Le nombre de détenus passe de 20 000 à 60 000.
- ✓ Il rétablit les délits d'opinion et d'appartenance, ce qui permet de pourchasser tous les opposants, qui sont emprisonnés ou placés dans des camps. Un système de contrôle du courrier est mis en place, la délation encouragée, pour débusquer les *mauvais français*.
- ✓ Il *purifie l'école de ses éléments perturbateurs* (syndicat national des instituteurs et ligue de l'enseignement) et réécrit les manuels scolaires pour enseigner la *nouvelle vision de la France*.
- ✓ Par la loi du 10 août 1940 et le décret du 9 novembre, il supprime les confédérations syndicales et interdit les grèves. La Charte du Travail (4 octobre 1941) crée des syndicats jaunes obligatoires et des « Comités sociaux » où siègent patrons, cadres et ouvriers, pour veiller à une bonne « collaboration de classe ».
- ✓ Il promulgue un « statut des juifs », et soutient par la suite la mise en place de la milice fasciste de **Joseph Darnand** pour traquer les résistants, les communistes, les syndicalistes, les francs-maçons, et pour prêter main-forte à la police française dans l'organisation des rafles et des déportations.
- ✓ En 1943, il réquisitionne les jeunes français avec obligation d'aller travailler en Allemagne pour la machine de guerre nazie, dans le cadre du STO (Service du Travail Obligatoire).



11-3 Montbéliard sous la botte allemande !

Montbéliard est occupée le 17 juin 1940. « Située en « zone interdite », la population fait face à une situation matérielle précaire. Les réquisitions sont incessantes, les vivres confisqués, les coupures d'électricité et de gaz récurrentes. Le ravitaillement en bois est difficile. (...) Les habitants vivent sous la menace constante des arrestations, des prises d'otages et des rafles. (...) ⁴⁸ ». Sans oublier le couvre-feu.

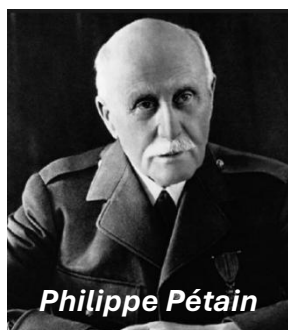


La Gestapo et les Feldgendarmes s'installent à l'Hôtel Bristol, lieu d'interrogatoire et de torture. La Gestapo réquisitionnera aussi le « Château Mattern », demeure bourgeoise d'**Ernest Mattern**, directeur des usines **Peugeot**, faubourg de Besançon, qu'elle incendiera lors de sa fuite en novembre 1944, pour effacer les traces de ses crimes.

11-4 Le pétainisme patronal

François Peugeot, député depuis avril 1936, a voté les pleins pouvoirs au Maréchal.

Jean-Pierre Peugeot, directeur général de l'entreprise depuis 1928, est interviewé par Le Trait d'Union Peugeot, journal destiné au personnel, après sa rencontre avec **Pétain** :



Philippe Pétain

- Quelle impression le Maréchal vous a-t-il fait personnellement ?
- Une forte impression. Il n'y a pas d'homme plus averti que lui des intérêts de la France. Lorsqu'il nous dit de le suivre, j'ai la certitude que notre seul devoir est de le faire sans discuter et de l'accompagner sans arrière-pensée sur le chemin où il nous conduit. La France a reçu du Maréchal cet admirable mot d'ordre : Travail, Famille, Patrie, et nous souhaitons ardemment que chaque français le mette en pratique. Le Maréchal Pétain a remis le travail en honneur, car il n'y a pas si

longtemps on nous le présentait trop souvent sous la forme d'un esclavage. De nombreux politiciens et agitateurs niaient la beauté du travail et prêchaient la formule du moindre effort ».

11-5 La famille Peugeot, le cul entre deux chaises

Après un bref repli partiel à [Bordeaux de février à juin 1940](#) ⁴⁹, la production reprend à Sochaux, destinée à l'Allemagne et sous la tutelle de Volkswagen. Les rapports présentés aux actionnaires attestent de bons résultats financiers.

Pourtant, si la **famille Peugeot** a soutenu le pétainisme, elle ne va pas, à la différence de **Louis Renault** sombrer dans la collaboration avec les nazis. Dès qu'il s'agit de commandes militaires (patins de chars, moteurs d'avions, pièces de V1 ...), elle met en vigueur de nombreuses procédures (commandes passant obligatoirement par Paris, pas de fabrication sans fournitures des matières premières) qui ralentissent ces productions.

En 1941, le responsable allemand se plaint de : « la mauvaise volonté de la firme qui fait traîner en longueur les discussions pour la fabrication des [pièces de chenilles](#) » ⁵⁰.

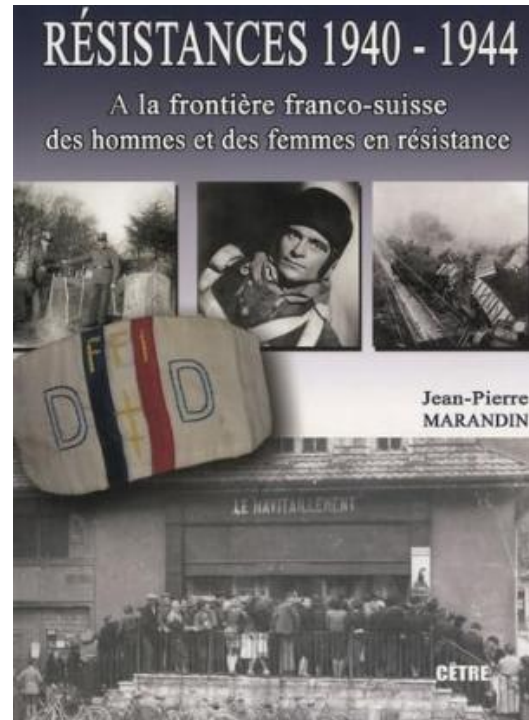
Chapitre 12

La Résistance

Avertissement

Je présenterai ici essentiellement la Résistance en lien avec le monde ouvrier et les militants syndicaux. Cela ne minimise en rien le mérite et l'héroïsme des autres résistants du Pays de Montbéliard que j'exposerai plus succinctement, mais en parler de façon plus complète nous aurait emmené trop loin dans ce chapitre déjà long. Pour celles et ceux qui s'intéressent à cette période, je ne peux que recommander :

- ✓ L'étude de l'historien bisontin François Marcot : https://shs.hal.science/halshs-05083565v1/file/1992_Marcot_Peugeot%20Ouvriers.pdf
- ✓ Les livres de Jean-Pierre Marandin (voir photo et bibliographie)



dans lesquels j'ai pioché de larges extraits et les photos de certains résistants.

Le rôle déterminant des ouvriers Peugeot

En préambule de son étude, François Marcot écrit :

*« Rien n'est plus difficile que la simple reconstitution factuelle des débuts de la Résistance. Toutefois dans le Pays de Montbéliard une réalité s'impose : les premiers à manifester une activité de résistance sont les ouvriers de **Peugeot**, avec une forte armature syndicaliste CGT, communistes en tête, mais avec aussi quelques ex-confédérés.*

*Autour de **Marius Jacquemard**, instituteur, chargé de la reconstitution du parti, à partir de l'automne 1939 (mais en place à l'automne 1940) on trouve des ouvriers de chez Peugeot : **Charles Joly** principalement mais aussi **Charles Bernier**, **Gaston Genin**, les frères **Frontczak**, les frères **Ménétré**, **Henri Plançon**, **Marcel Socié**, **Oreste Pintucci**... »*

Même si ces différentes périodes se chevauchent, je présenterai cette période en 7 temps :

- ✓ Les premiers clandestins
- ✓ Le talon de fer
- ✓ Les actions collectives
- ✓ L'action armée des FTP
- ✓ Le développement d'autres réseaux
- ✓ Les Anglais changent la donne
- ✓ Les maquis : Ecot et Lomont.



12-1 Les premiers clandestins

Les premiers à faire l'expérience de la clandestinité, avant même l'occupation et alors qu'il n'est pas encore question de résistance armée, sont les syndicalistes et les communistes : Les ex-CGTU ont été mis en ban de la CGT, et le PCF est interdit.

François Marcot poursuit : *Jusqu'au printemps 1942 et l'arrivée de Fabien qui crée le premier groupe FTP, l'activité principale est la propagande. Des tracts sont distribués clandestinement, affichés dans les toilettes, déposés dans les boîtes à outils et les machines de l'usine. Des graffitis appellent à saboter la production »*

Ce travail de propagande est indispensable :

- ✓ Dans cette période, les idées vichystes ne sont pas l'apanage de la bourgeoisie. Une partie des classes populaires se plie aussi à la politique de **Pétain**, considérant qu'il leur évite de revivre les horreurs de la première guerre mondiale, et pour certains, qu'il faut consentir à l'Ordre même si c'est au prix de la Liberté. La meilleure solution n'est-elle pas encore de faire le dos rond en attendant des jours meilleurs ?
- ✓ Les militants, traqués, savent que leur meilleure protection sera sinon l'appui mais au moins le silence complice de leurs collègues de travail et de la population : Ne pas se couper de la classe ouvrière et être comme des poissons dans l'eau. S'appuyer sur le mécontentement lié aux pénuries pour remettre en cause le régime de Vichy et l'occupation nazie. Pour les communistes, ce sera plus simple à partir du 22 juin 1941, date de la rupture du pacte germano-soviétique.

Cette activité de propagande est extrêmement risquée. Se procurer du papier éveille les soupçons. Distribuer un tract est impossible, il faut les « laisser traîner » dans les ateliers ou les jeter à la sortie des usines. Les imprimer ou aller récupérer un envoi à la gare peut mener à l'arrestation. Coller une affiche ou tiquer un slogan pendant une pause valoir la déportation ou le peloton d'exécution, comme nous allons le voir ci-après. Il faut mesurer le courage de ces résistants qui vont, malgré tout, garder la tête haute.

Ceux qui échappent à cette répression, poursuivent le combat dans la résistance armée (récupération d'armes et explosifs, sabotages, actions de partisans contre l'occupant ...).



Marius Jacquemard : pour l'Humanité

En poste à Montbéliard, Marius est membre du Syndicat National des Instituteurs et secrétaire du PCF du Doubs (depuis 1932). Dès septembre 1939, assigné à résidence à Montbéliard, il travaille à la reconstitution clandestine de son parti, ce qui passe en priorité par la diffusion de l'Humanité, journal interdit.

Arrêté le 20 octobre 1940, par la police de Vichy, il est révoqué de l'Education Nationale, incarcéré à la prison Montluc de Lyon, interné à Fort Barraux (Isère) puis au camp de Saint-Sulpice-la-Pointe (Tarn). Libéré le 22 décembre 1942, en échange de la signature d'un « engagement à admettre la politique du **Maréchal Pétain** », il est assigné à résidence à Alès.

A nouveau arrêté le 14 février 1943, il est interné au camp de Royallieu à Compiègne (Oise), d'où, à plusieurs reprises, des militants cégétistes et communistes, ont réussi à s'évader en creusant des tunnels (le 22 juin 1942, puis [en juin 1944](#)⁵¹).

Marius est déporté à Buchenwald. Là, il rejoint les rangs de la « Brigade française d'action libératrice », qui réussit à libérer le camp, [avant même l'arrivée des troupes américaines](#).⁵²

Après la guerre, Marius réintègre l'enseignement à Montbéliard, et devient secrétaire départemental du Mouvement de la Paix, avant sa retraite à Besançon puis à Nice.



**Marius
Jacquemard**

Pierre et Aline Lana : le repaire italien du Café des Arts



Le Café des arts

[Immigré italien](#)⁵³, opposé à **Mussolini**, **Pierre Lana** est responsable de la CGT du bâtiment d'Audincourt, où il habite. Qualifié d'*organisation communiste*, le syndicat est dissous par les autorités en septembre 1939.

Avec sa femme **Aline** (dite Mine), Pierre tient aussi le Café des Arts (au tout début de la rue d'Exincourt – aujourd'hui rue de Belfort -), qui fait aussi hôtel, restaurant, coopérative ... C'est le lieu de rencontres des Italiens antifascistes et bientôt résistants : **Joseph Gualdi**, **Auguste Caverzasio**, **Bruno Pioli**, **Elie Minazzi** ... d'Audincourt, **Adolphe et Suzanne Paganelli** d'Allenjoie, **Joseph Piova** d'Etupes, **Oreste Pintucci** (ajusteur chez Peugeot qui sera secrétaire de la CGT de Sochaux), **Emile et Félix Bencetti** (ouvriers en Mécanique et en Forge de Sochaux), tous trois de Bethoncourt.

En février 1941, le Café et le domicile des Lana sont perquisitionnés. La police saisit une machine à écrire et un duplicopieur.

Laissé en liberté, Pierre continue son activité malgré les conseils de prudence de **Richard Perlinski**, qui trouve le Café des arts trop voyant.

Pierre est arrêté le 22 juin 1941, suite à l'affaire des tracts de Pont-de-Roide (voir ci-dessous), interné à Compiègne puis déporté à Auschwitz où il meurt le 3 septembre 1942.

Aline, arrêtée en 1942 (voir page 107) est internée à Ecouves (à côté de Toul) jusqu'en septembre 44. Après-guerre, elle sera employée à la Sécurité Sociale et conseillère municipale communiste à Audincourt.

Leur fils **Serge**, 14 ans, est aussi arrêté en 1942 (voir page 106) et emprisonné jusqu'à la libération.



Pierre Lana

Marguerite et Marcel Socié : imprimeurs, hébergeurs et agents de liaison

C'est au domicile des **Socié**, à Valentigney, que sont aussi imprimés une partie des tracts clandestins de cette période.

En 1941 Marguerite devient agent de liaison et héberge **Marcel Loeffel**, secrétaire des Métaux et de l'Union Locale CGT d'Argenteuil, évadé de Fort-Barraux (Isère) en octobre 1940, chargé en 1941 par le Parti Communiste des actions clandestines dans notre région.

Marguerite est arrêtée en 1942 (voir page 106) et déportée. Elle surviva. **Marcel Socié** est arrêté en 1942, s'évade 2 fois et est déporté. Je n'ai pas trouvé d'autres précisions à son sujet.

Roger Berne, Paul Feuvrier, René Bordy : le prix des tracts rudipontains

Interpellés à Pont de Roide le 1^{er} février 1941, pour des tracts collés en ville, d'abord condamnés à de la prison, ils sont interpellés à nouveau en juin avec **Pierre Lana** et **Augustin Buda**, adhérent SFIO qui a conservé sa nationalité italienne.

- ✓ **Roger Berne** est fusillé par les Allemands au [Mont Valérien](#)⁵⁴ le 15 décembre 1941 avec [68 autres otages](#)⁵⁵.
- ✓ **Paul Feuvrier** déporté, meurt à Auschwitz le 11 août 1942
- ✓ **René Bordy**, déporté, meurt à [Hersbrück](#)⁵⁶ le 28 mars 1945.
- ✓ **Augustin Buda**, interné sur une île pénitentiaire italienne, est libéré en 1943 après la chute de **Mussolini**.



Otages fusillés au Mont Valérien

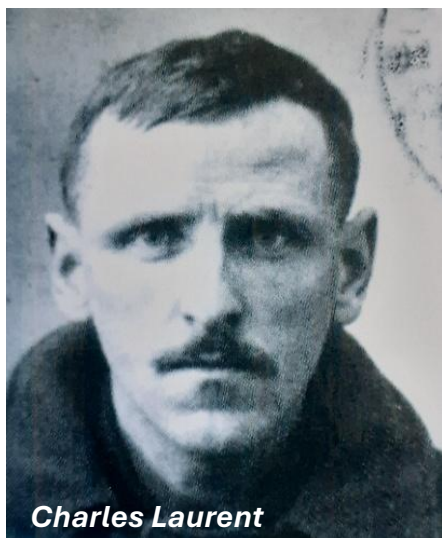
Gaston Genin : dangereux pour la sûreté nationale

Responsable de la CGT de la **Société Mécanique d'Arbouans (SMA)** depuis les grèves de 1936, condamné à 40 jours d'emprisonnement avec sursis suite à la grève générale du 30 novembre 1938, il est secrétaire de l'Union Locale CGT jusqu'à ce que l'UD du Doubs décide de l'exclusion des communistes.

Fiché comme « *dangereux pour la sûreté nationale* » il est arrêté le 25 septembre 1941 pour ses idées syndicales et politiques, et interné administrativement (sans décision judiciaire) au camp d'Ecrouves. Il parvient à s'évader à l'automne 1943, rejoint les FTPF de la région parisienne et participe à la libération de Paris.

Après-guerre, il reprend ses activités à l'UD CGT du Doubs et à la Fédération de la Métallurgie et devient président du syndicat des métaux de Sochaux.

Charles Laurent : de Peugeot à Buchenwald



Charles est militant CGT à la fonderie **Kuntz-Wyss** de Seloncourt puis à l'Emboutissage de Sochaux.

Arrêté une première fois en mars 1940 en possession de 6 tracts, il finit par être libéré.

Arrêté une nouvelle fois, lui aussi le 25 septembre 1941 pour ses idées syndicales et politiques, il est interné à Ecrouves jusqu'au 14 août 1942.

Il est arrêté à nouveau le 12 mai 1943 par les gendarmes français, livré aux Allemands et déporté au camp de Buchenwald.

Il rentre très affaibli et dans l'incapacité de reprendre une activité professionnelle.

Louis Garnier : parmi les partisans yougoslaves

Comptable à la **Société des Forces motrices de l'Est** (ex-Société des forces motrices du Refrain), il adhère à la CGT en 1935 et devient secrétaire fédéral de la SFIO jusqu'à son départ sous les drapeaux en 1938. Démobilisé en 1940, il prend contact en juillet 1941 avec le responsable régional du Parti communiste clandestin, qui le charge de la diffusion des tracts et des contacts avec les militants socialistes. Arrêté le 13 novembre 1941, condamné à 4 ans de prison, il écope d'une année supplémentaire pour tentative d'évasion. Il est déporté au Camp de Loibl-Pass (annexe de Mauthausen, à la frontière entre l'Autriche et la Yougoslavie). Après la libération du camp le 6 mai 1945 par les [partisans yougoslaves](#)⁵⁷, il rejoint les rangs de ses libérateurs avec une centaine de rescapés.



De retour en France, il reprend son travail (chez EDF-GDF, la Société des **Forces Motrices de l'Est** étant maintenant nationalisée avec toutes les industries électriques et gazières). Il devient secrétaire de la Fédération du Doubs du Parti Communiste. De la Libération à son décès à 48 ans en 1964, il est conseiller municipal d'Audincourt, et pendant un temps, conseiller général du canton, et député de 1956 à 1958.

Charles Joly : manier le tract et l'explosif

Il est l'un des 3 secrétaires de la CGT de Peugeot-Sochaux. Il introduit dans l'usine les tracts clandestins qui sont dispatchés dans les ateliers par **Edmond Ménétré, Bruno Pioli, Joseph Piova, Willy et François Frontczak, René Thériot, Auguste Croissant, Oreste Pintucci** ...

Habitant Seloncourt, cycliste et boxeur, il ne craint pas de sortir du boulot plus tôt, de sauter sur son vélo et de jeter des tracts à la sortie des usines d'Arbouans et d'Audincourt.

Contacté par **Pierre Georges** (plus connu sous le nom de **Colonel Fabien**, auteur de la première exécution d'un officier nazi, le 21 août 1941 au métro Barbes et caché dans la région pour échapper à l'arrestation), Charles rejoint la lutte armée. Avec Pierre Georges, ils organisent le groupe FTP « Valmy » qui va commettre de nombreux attentats dans le Pays de Montbéliard et la vallée du Doubs (notamment les sabotages sur la voie ferrée).



Richard Perlinski : la jeunesse en action



Ouvrier d'usine, domicilié à Audincourt, Richard s'est engagé dès l'âge de 18 ans dans les brigades internationales pour aller soutenir les Républicains espagnols contre Franco.

Blessé à la bataille de Lérida, il est rapatrié et hospitalisé en Région Parisienne.

C'est là qu'il est arrêté en janvier 1941 pour distribution de tracts.

Après un emprisonnement à la prison de la Santé puis à Clairvaux, il revient dans le Pays de Montbéliard, et au café des Arts conseille la prudence à **Pierre Lana**.

Il héberge **Pierre Georges** (colonel Fabien) et contribue, avec d'autres, notamment **Charles Joly** à la création du groupe FTP - Valmy.

Willy, François et André FRONTCZAK : les frères résistants

Willy : Délégué CGT au **Forges d'Audincourt**, puis à **Peugeot-Sochaux**, participant aux distributions clandestines de tracts, il est arrêté dans l'usine par la police française en août 1941 avec **Jules Garneret**. Emprisonné à Belfort, Besançon puis Clairvaux, il est transféré au camp Royallieu de Compiègne, puis déporté à Buchenwald.

Il participe à la libération du camp, avant l'arrivée des troupes américaines.

Après-guerre, il finit sa carrière chez AOP (Aciers et Outillage Peugeot) à Valentigney.

François : Adhérent de la CGT depuis 1936, et licencié de Peugeot Sochaux après la grève du 30 novembre 1938, François est repris et, compte-tenu de ses qualifications, « affecté spécial » sur place. Il participe aux activités de résistance dans l'usine (tracts, affichettes, graffitis). Licencié pour un vol de peinture (destinée à peindre des slogans sur les murs dans la région), il est arrêté le 19 avril 1942 (Voir plus loin : la malle en osier).

Interrogé par la police française dans la mairie d'Audincourt, il a les deux tympans crevés. Emprisonné à Belfort, Besançon, puis Clairvaux, transféré à Compiègne, il est déporté à Buchenwald, où il participe à l'insurrection du camp avec son frère **Willy**.

Après-guerre, François travaille chez AOP, et est secrétaire de la CGT de l'usine de 1947 à 1974, date de son départ à la retraite. Il est aussi conseiller municipal d'Audincourt.

André a travaillé notamment aux **Forges d'Audincourt** puis chez **Marti** à Vieux Charmont. Avec ses frères, il participe aux opérations de distributions de tracts, slogans inscrits sur les murs, cache d'armes.

Arrêté en avril 1942 (voir plus loin : la malle en osier), il est emprisonné à Besançon, dans la même cellule que ses frères **Willy** et **François**. Transféré à Compiègne puis déporté à Loibl-Pass (annexe de Mauthausen) où il retrouve **Louis Garnier**. A la libération du camp, il rejoint avec Louis les rangs de leurs libérateurs, partisans yougoslaves et est décoré par le régime de **Tito** pour sa participation aux combats dans la région de Ljubljana (Slovénie).

Après-guerre, toujours adhérent de la CGT et du PCF, André s'investit particulièrement dans la Fédération Nationale des Déportés, Internés, Résistants, Patriotes (FNDIRP), pour maintenir et transmettre la mémoire de la résistance et des déportations du Pays de Montbéliard.



12-2 Le talon de fer

Les tracts, affiches, graffitis retrouvés dans les rues ou les ateliers mettent les autorités de Vichy et d'occupation sur les dents. A partir de 1941, la répression s'exerce « tous azimuts ». Les militants arrêtés par la police française sont livrés aux allemands.

Septembre 1941 : Les internements administratifs

Accusés de « se livrer à une activité antifasciste et à une propagande communiste », sont internés par arrêté préfectoral (sans décision d'un tribunal) :

- ✓ **Gaston Genin** (voir page 101)
- ✓ **Charles Laurent** (voir page 101)
- ✓ **Marcel Socié** (voir page 100)
- ✓ **Léon Faivre**, qui aidait à l'impression chez les **Socié**.
- ✓ **René Thériot**, diffuseur des tracts à Peugeot Sochaux, déporté à Neuengamme, décède le 1^{er} mai 1945.



Octobre 1941 : Les condamnations

En octobre 1941, la Cour d'appel de Besançon condamne « pour avoir propagé des mots d'ordre de la III^{ème} internationale » :

- ✓ **Willy Frontczak** (voir page 103)
- ✓ **Jules Garneret**, arrêté en août dans l'usine Peugeot de Sochaux.
- ✓ **Marius Favier**

Déportés, ils survivront.

- ✓ **Georges Bourquin** meurt à Buchenwald le 22 janvier 1944



Déportation

Avril 1942 : L'hécatombe de la malle en osier

Pour éditer des tracts sur place, le matériel d'impression circule de cache en cache, à Audincourt chez **Louis Bernier**, chez **Pierre et Aline Lana** et au café des Art, à Valentigney chez **Marcel et Marguerite Socié**, à Mandeure chez **Odette Frossard** et son frère **Louis**, à Etupes chez **Edmond Ménétré**, à Allenjoie chez **Suzanne Paganelli** ...

Mais les résistants peuvent aussi s'appuyer sur les publications nationales, acheminées depuis Paris. Une partie est apportée dans une valise par **Solange Vigneron**, hébergée chez les Lana, où le fils Serge en fait des copies. Solange, secrétaire de la CGT du textile de Senones (Vosges) est arrêtée le 23 avril 1942, condamnée à mort et décapitée.

Le reste des publications arrive par le train, même si les résistants en dispersent un peu dans les champs pour faire croire à des parachutages.

Les premières réceptions se passent sans encombre.

Mais en avril 1942, les renseignements généraux interceptent en gare de Montbéliard une malle en osier contenant 28 400 tracts, alors que **Maurice Amstoutz** (ex-secrétaire de la CGT des métaux d'Audincourt) et **Jean Sircoulomb** pensent les récupérer à la gare d'Audincourt.

Une vague d'arrestations s'en suit avec des conséquences dramatiques :

- ✓ **Maurice Amstoutz** : déporté, meurt le 21 mars 1945 à [Dresden-Zschachwitz](#)⁵⁸.
- ✓ **Rolande Amstoutz**, arrêté avec son mari.
- ✓ **Joseph Gualdi**, ouvrier à Peugeot-Sochaux, meurt des sévices subis en prison.
- ✓ **Marcel Bertin**, arrêté à Dampierre-les-Bois, gazé au Château d'Hartheim le 30 juin 44
- ✓ **René Chaput**, arrêté à Dampierre-les-Bois, décédé à Linz le 11 mai 1945, avant son rapatriement.
- ✓ **Henri Plançon**, ouvrier de 28 ans chargé de la propagande, habitant à Valentigney. Déporté il meurt au camp de Dora le 25 mars 1944.

D'autres survivront aux camps de la mort :

- ✓ **Julienne Plançon**, l'épouse d'Henri, déportée
- ✓ **Jean Sircoulomb** : déporté,
- ✓ **Charles Bernier**, déporté,
- ✓ **Louis Crottet** déporté,
- ✓ **Louis Emerne**, déporté,
- ✓ **Adrien Genin**, déporté
- ✓ **Elie Minazzi**, déporté
- ✓ **Raymond Moniotte**, déporté
- ✓ **Edouard** et **René Chevrolet** (délégué CGT à Peugeot Sochaux), déportés,
- ✓ **Thadé Perlinski**, frère de Richard, déporté
- ✓ **Marguerite Socié**, déportée (voir page 100)
- ✓ **André** et **François Frontczak**, déportés (voir page 103)
- ✓ **Edmond Ménétré**, diffuseur dans l'usine Peugeot de Sochaux, déporté
- Serge Lana**, qui n'a que 14 ans, est emprisonné jusqu'à la Libération.



Septembre 1942 : Les arrestations de représailles

Une autre vague d'arrestations a lieu en septembre 1942 dites « préventives » en raison du développement des attentats, commis dans le Doubs par les hommes du groupe FTP-Valmy (voir ci-après) :

- ✓ **Iris Guedat**
- ✓ **André Petitgirard**
- ✓ **Auguste Caversazio**, de Sochaux enfermé à Ecouves.
- ✓ **Odette Frossard** et son frère **Louis** réussirent à s'en évader et reprendront la lutte clandestine.
- ✓ **Charles Jeanbourquin**, trésorier de la CGT de Valentigney, trouve la mort le 16 janvier 1945 au camp de Neuengamme.
- ✓ **Oreste Pintucci**, de la CGT Peugeot Sochaux, agent de liaison du **Colonel Fabien** est déporté à Neuengamme, et rentrera en France à la libération des camps.
- ✓ **Aline LANA**, est internée à Compiègne jusqu'en 1944 mais échappe à la déportation.

Au cours de la même période, sont aussi arrêtés et condamnés :

- ✓ **Marc Cheval**, secrétaire des cheminots CGT de Montbéliard
- ✓ **Charles Filsjean**, secrétaire du syndicat CGT des métaux de Pont-de-Roide



Camp de Royallieu - Compiègne

Après ces séries d'arrestations, d'emprisonnement, de déportation, le premier réseau des résistants locaux est décimé, (à l'exception de celles et ceux qui, comme **Charles Joly**, recherché, ont basculé dans la clandestinité pour mener l'action armée).

Pourtant les idées qu'ils ont semé par voie de tracts ou d'affiches, ont germé et l'esprit de résistance a gagné le Pays de Montbéliard. Et cela d'autant plus, que d'autres publications et journaux vont commencer à circuler : « *Libération* » (proche de la SFIO et des ex-confédérés), « *Combat* » (plutôt gaulliste), *Cahiers du témoignage chrétien*...

12-3 Les actions collectives

12-3-1 Le boycott des institutions de collaboration

C'est une forme de résistance certes passive, mais qui mérite d'être mentionnée du fait de son caractère massif.

La Charte du Travail, édictée par Pétain, prévoit l'instauration dans les entreprises de syndicats uniques, et de « Comités sociaux », instruments de la collaboration de classe.

Les syndicats uniques

C'est un échec total pour le régime de Vichy. **Adrien Jeannin**, secrétaire de l'UD CGT du Doubs rallié au pétainisme, a beau multiplier les tentatives pour en créer un à Sochaux, il ne parvient à rallier ni les « anciens » CGT ni les « anciens » CFTC, ni les travailleurs.

On notera à ce propos que l'interdiction par Pétain des confédérations syndicales le 9 novembre 1940 a touché la CGT et la CFTC rapprochant les 2 organisations plongées dans la clandestinité. Cela débouche au niveau national sur la création du Comité d'Etudes Economiques et Syndicales (CEES) et sur le **manifeste des 12** du 15 novembre 1940, qui marque l'opposition commune au régime de Vichy, à la Charte du travail et le refus de toutes les discriminations : <https://www.fondationresistance.org/wp-content/uploads/2025/05/Doc00115-1.pdf>

Les Comités sociaux

Les « comités patates » aident au ravitaillement, gèrent les cantines et l'aide aux prisonniers. Les travailleurs y ont recours pour avoir une aide face aux difficultés quotidiennes.

Mais ils ne sont pas dupes du fait qu'il s'agit d'une institution vichyste et patronale.

Dans la plupart des cas, les membres des Comités Sociaux sont choisis par l'employeur.

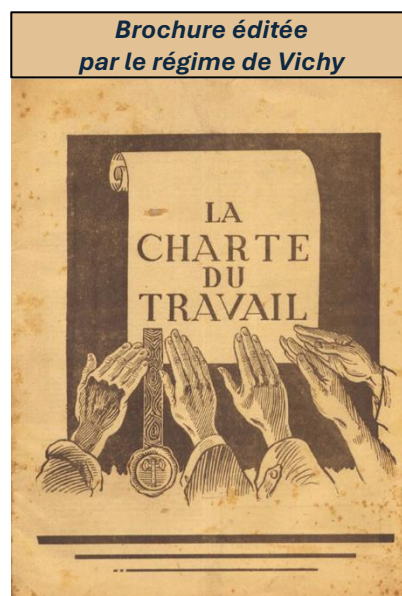
- ✓ A Sochaux, parmi les syndicalistes seul **André Girard** accepte d'apporter sa caution à une institution qui ne fait que reprendre l'activité du département social Peugeot et reste sous la direction de **Pierre Sire**, homme de confiance de la famille Peugeot et du régime de Vichy.

Quand il y a des élections ce n'est souvent qu'un simulacre :

- ✓ Chez **Japy** à Beaucourt, Fesches-le-Châtel, l'Isle-sur-le-Doubs et Voujeaucourt, à la filature d'Audincourt les électeurs (10 % du personnel) ont été choisis par la Direction.
- ✓ Le référendum organisé par la direction Peugeot de Sochaux en 1943 sur les services du « Comité Social » est un camouflet. Environ 900 salariés seulement sur 6000 y prennent part. Un animateur de ce service social écrit : « *Il faut prendre les ouvriers pour de pauvres naïfs quand on leur demande leur avis sur le maintien de gens que l'on a pour ainsi dire « nommés » deux ans auparavant sans leur demander leur avis* »

L'Inspecteur du Travail ne peut que constater qu'à Peugeot-Sochaux, l'essai de renouvellement des membres du Comité Social « *n'a pas donné de résultats concluants* » et qu'aux cycles Peugeot à Valentigney, le Comité Social « *est en sommeil* ».

Les institutions de la collaboration se heurtent au boycott de fait de la classe ouvrière.



12-3-2 L'arrêt de travail du 31 octobre 1941

Radio-Londres a diffusé un appel du **Général De Gaulle** à un arrêt de travail de 5 minutes, le 31 octobre à 16H pour protester contre les exécutions d'otages à Nantes et Bordeaux. Le jour dit, environ 350 à 400 ouvriers de l'emboutissage de Sochaux se figent et respectent la consigne. Une protestation collective qui fait parler dans toute l'usine et au-delà.

12-3-3 Les manifestations de ménagères

En février et mars 1942, des manifestations de ménagères ont lieu à Seloncourt, Audincourt, Bethoncourt, Dampierre-les-Bois, L'Isle-sur-le-Doubs, rassemblant de 30 à 200 femmes, protestant contre les difficultés de ravitaillement. Les maires répondent par la distribution de pommes de terre et de tickets d'approvisionnement spéciaux. Le préfet du Doubs dénonce : « *des manifestations concertées, sur instigation communiste* ». Il demande aux maires de ne plus recevoir de manifestantes et aux gendarmes d'intervenir.



Difficultés de ravitaillement

12-3-4 Le sabotage de la production

En mai 1942, le responsable allemand de la production de camions à Sochaux se plaint : « *60 % des véhicules 2 T Peugeot de type DMA sont inacceptables par accident d'embrayage et 60 % pour défaut de joints de culasse non étanches* ».

Pour ce qui est des autres productions militaires (patins de chars, moteurs d'avions ...) les résultats sont encore plus mauvais.

Un tel résultat n'est possible qu'avec de nombreuses initiatives individuelles et, malgré la présence de mouchards, un silence complice d'une bonne partie du personnel.

Le sabotage prendra une autre dimension plus tard, lorsque les groupes armés feront parler les explosifs ...

12-3-5 Grève contre le Service du Travail obligatoire (STO)

Le STO est l'obligation faite aux ouvriers d'aller travailler dans les usines en Allemagne. Les réfractaires à cette réquisition risquent de lourdes condamnations :

Georges Minazzi dessinateur au bureau d'étude de l'Outillage de Sochaux, refusant le STO, part travailler dans la ferme **Maillot**, à Rigney, près de Baume-les-Dames.

Dénoncé, la ferme est cernée par les soldats allemands le 12 avril 1944. Arrêté et envoyé comme prisonnier en Allemagne, Georges est affecté à un « commando de travail », sous la garde des SS. En mars 1945, il est libéré à l'arrivée des chars américains.

De retour à Sochaux, il jouera un grand rôle dans l'histoire du syndicat CGT. Le paysan **René Maillot**, déporté pour avoir hébergé des réfractaires au STO, meurt à Neuengamme.

Les premières réquisitions ont lieu sans réaction collective. Mais cela ne dure pas :

- ✓ Le 1^{er} mars 1943, les Feldgendarmes se présentent à l'usine Peugeot de Sochaux et réquisitionnent 150 ouvriers. Les premiers convoqués s'enfuient précipitamment. Puis 4 690 ouvriers se mettent en grève et quittent les lieux.
- ✓ Le 10 mars, même scénario à Beaulieu : arrivée des Allemands, grève et fuite des ouvriers.
- ✓ Le 12 mars, les autorités annoncent la suspension des réquisitions chez Peugeot.

12-3-6 Défilé dans l'usine pour le 14 juillet

Le 14 juillet 1943, 640 ouvriers arrêtent le travail et défilent dans les ateliers de Peugeot-Sochaux, avec des drapeaux tricolores, en chantant la Marseillaise.

Le même jour, 200 personnes se rassemblent dans la ville de Valentigney.

12-3-7 Refuser les mesures de rétorsion ...

Le 16 décembre 1943, les ouvriers de Peugeot-Sochaux arrêtent le travail pour protester contre l'interdiction de circuler à vélo, qui fait suite à l'exécution d'un douanier allemand par 2 personnes qui se sont enfuies à bicyclette. Or le vélo est le moyen utilisé par un grand nombre de travailleurs pour venir au boulot.

La grève éclate à 16H. Les Feldgendarmes ferment et gardent les différentes portières. Neuf ouvriers sont arrêtés. Les autres ne pourront sortir qu'à 22 heures.

Fin mars 1944, un nouveau débrayage a lieu pour répondre à l'arrestation d'un ouvrier pour défaut de carte de travail. Des bagarres éclatent avec les Waffen SS et des ouvriers sont arrêtés. L'après-midi, 2 000 ouvriers ne reviennent pas au travail.

Le lendemain, le chef des services de sécurité allemands fait plusieurs discours dans les ateliers en appelant à la collaboration et promettant des augmentations de salaires !!

Devant ces réactions ouvrières les autorités préfèrent retirer les Waffen SS de l'usine.

SURVEILLANCE des USINES par les Waffen S.S.

A la suite des attentats commis dans les usines de Sochaux, les autorités allemandes ont décidé de faire exercer une surveillance supplémentaire des usines et du personnel employé.

Cette surveillance est exercée par les Waffen S.S. armés (uniforme : béret basque, canadienne kaki, pantalon bleu) qui ont reçu, de la part de leur commandement, des instructions très fermes.

En particulier, toute personne interpellée doit présenter quel que soit l'endroit où elle se trouve la carte d'identité PEUGEOT ainsi que dans certains endroits particuliers des laissez-passer spéciaux.

Les Waffen S.S. peuvent contrôler le contenu des paquets et des poches.

A toute demande des Waffen S.S. les paquets devront être ouverts et les poches de vêtements vidées et retournées.

SOCHAUX, le 22 Mars 1944.

AFFICHAGE JUSQU'AU 15 AVRIL 1944.

Document communiqué par le Service de la Documentation de la Direction des Archives de la Région de la Haute-Saône

12-4 L'action armée des Francs-Tireurs et Partisans

Sans abandonner la propagande, passer à l'action armée n'a rien d'évident.

- ✓ Bien sûr, c'est franchir un cran dans l'échelle des risques que l'on prend, individuellement et collectivement, pour soi, pour sa famille, pour ses camarades.
- ✓ C'est aussi rompre avec sa culture de combat syndicale ou politique et adopter des méthodes qui jusqu'alors étaient l'apanage des anarchistes.
- ✓ C'est enfin un pari fou : Comment penser, début 1942, que des poignées d'hommes et de femmes traqués aient la moindre chance face à l'Etat français et l'occupant nazi, à leurs polices et à leurs soldats ? D'ailleurs, si les *Francs-Tireurs et Partisans* passent à l'action immédiate, d'autres groupes tels *Libération* considéreront qu'ils doivent seulement se préparer en attendant l'ordre venu de Londres.

12-4-1 Les FTP- Valmy

Arrivé dans la région en mars 1942, envoyé par le Parti Communiste clandestin, **Pierre Georges**, alias **Colonel Fabien**⁵⁹, entreprend de monter un groupe de Francs-Tireurs et Partisans (FTP) qui prendra le nom de **groupe Valmy**⁶⁰ : il s'agit de passer à la lutte armée contre l'occupant nazi.

Pour cela, il y aura les « légaux », chargés du renseignement et de la logistique, et les « volants » pour les actions de sabotage.

Une partie des résistants de la première heure qui ont échappé à l'emprisonnement ou à la déportation, vont le rejoindre. Citons entre autres, pour le Pays de Montbéliard :

- ✓ **Richard Perlinski**, le jeune brigadiste
- ✓ **Charles Joly**, le secrétaire de la CGT de Peugeot-Sochaux
- ✓ **Henri Ducret** d'Arbouans
- ✓ **Léon Socié** de Valentigney
- ✓ **René et Jeanne Gabus** de Badevel
- ✓ **André Happe**
- ✓ **Armand Merklem**, l'armurier du groupe
- ✓ **Oreste Pintucci**, sera agent de liaison.

Avec **Joseph Maetz**, communiste de Bethoncourt et ancien responsable de la CGT du Gaz, les relations sont compliquées car c'est un « fonceur », alors que le **Colonel Fabien** est soucieux d'une préparation minutieuse de chaque opération.

Les premiers objectifs sont simples : se procurer des explosifs, des armes, des tampons de mairie pour les faux papiers, des tickets de rationnement pour le ravitaillement.



Pierre Georges : Colonel Fabien

Les débuts du groupe sont marqués par une série de coups durs

- ✓ En mission à Besançon avec le **Colonel Fabien** pour une récupération d'explosifs, **Richard Perlinski** est arrêté le 21 avril 1942 à la gare Viotte par la police française. Condamné à mort par le tribunal militaire de la Feldkommandantur, il est fusillé à la Citadelle de Besançon le 6 juillet 1942.
- ✓ Le 1^{er} mai 42 à 2H45 du matin, **Charles Joly**, toujours recherché, circulant à vélo, est interpellé par une patrouille de la gendarmerie de Pont-de-Roide. Il tente de se défendre et blesse par balle un gendarme. Déporté le 14 juillet 1943, il meurt au camp de concentration du Struthof le 19 janvier 1944.
- ✓ Le 29 mai, c'est au tour de **André Happe** d'être arrêté.
- ✓ Sans oublier qu'un de leurs agents de liaison, **Oreste Pintucci** est pris dans les « arrestations de représailles » de septembre 42 (page 106).

Du Pays de Montbéliard à Clerval

Après ces arrestations, le **Colonel Fabien** juge prudent de s'éloigner un peu, et gagne les environs de Clerval, un endroit qui permet d'élargir le champ d'action du groupe à tout le département, de Valdahon à Vieux-Charmont, en passant par Besançon et la vallée du Doubs.

Le **Colonel Fabien** est d'abord hébergé chez le fromager **Emile Marguet** à Villers-Saint-Martin ou au café **Bousson** à Hièvres-Magny. C'est là qu'il rencontre **Pierre Villeminot**.



Pierre Villeminot

La récupération d'armes repose en partie sur l'armement que l'armée, française a semé dans sa déroute en mai 1940. Beaucoup ont été jetées dans le Doubs, notamment du côté de Clerval. Or, **Pierre Villeminot** a déjà multiplié les plongées pour constituer un petit stock. Elles seront remises en état par **Armand Merklem**, aidé de son voisin **Pierre Ronzani**, dans sa maison de la rue Neuve à Exincourt.

Pierre Villeminot a constitué un petit groupe local qui sera l'ossature des « légaux » des FTP-Valmy : **Francis Duffing**, **André Fioux**, **André Cuby**, **René Louison**, de Clerval, les frères **Camille**, **Elie** et **Louis Clerc** de Viéthorey, **Georges Clerc** de Rigney, **Armand Bourquard** d'Abbenans, **Maurice Besson** de Vy-les-Lure, **André Morel** de l'Isle-sur-le-Doubs ...

Certains « volants » viennent de plus loin, sont déjà recherchés ou n'ont pas de pied à terre local : **Edouard Griesbaum** de Mulhouse et **Ferdinand Kachler** de Masevaux (qui ont tous deux refusé l'incorporation des alsaciens dans l'armée allemande), **Alexis Metrenko** et **Alexandre Agafonov**, prisonniers de guerre soviétiques évadés ...

Ils installent une de leurs planques dans une ferme abandonnée au lieu-dit Canton Berçot entre Viéthorey et L'Hôpital-Saint-Lieffroy.

C'est là qu'ils sont rejoints par **Georges Ruel**, qui vient de la Sarthe, en route vers la Suisse pour rallier Londres, en passant par notre région qu'il connaît pour y avoir travaillé.

Les rejoint aussi l'épouse du **Colonel Fabien**, **Andrée Coudriet**, et leur fille **Monique**⁶¹ qui a seulement 2 ans et est confiée à **Eugénie Clerc** de Viéthorey pendant qu'Andrée effectue des missions de liaisons et des transports d'explosifs.

Palmarès-record malgré les arrestations

- 💣 Le 24 avril 1942, « coup de main » à la mairie d'Arbouans pour récupérer des tampons officiels et des cartes d'alimentation
- 💣 Le 25 avril, le **Colonel Fabien**, **Charles Joly** et **Léon Socié** détruisent un pylône haute tension à Vieux-Charmont.
- 💣 Mai 42, pylônes électriques détruits dans les bois de Voujeaucourt et Pont-de-Roide.
- 💣 Mai 42, sabotage de la voie ferrée à La Prétière (à côté de l'Isle-sur-le-Doubs).
- 💣 Juin 42, opération à Besançon contre le local du mouvement collabo RNP (Rassemblement National Populaire).
- 💣 Juin 42, opération à Besançon contre la librairie de la Wehrmacht.
- 💣 Nuit du 29 au 30 juin 42, sabotage de la voie au tunnel de Rang lors du passage d'un train de permissionnaires allemands.

Le 30 juin 1942, enquêtant sur des complicités éventuelles parmi les employés des chemins de fer à même de connaître les horaires des trains de permissionnaires, les Feldgendarmes arrêtent deux d'entre eux : **André Morel** (qui sera déporté) et **René Louison** (envoyé en Allemagne, il meurt le 15 juin 1944 à la prison de Sonnenburg).

Les explosifs utilisés sont principalement de la mélinite. Le système de mise à feu a été mis au point et bricolé par le **Colonel Fabien**, dans l'atelier d'**Henri Ducret** à Arbouans. Ce système efficace, utilisé dans chaque attentat, est aussi un point faible : il est la signature d'un groupe unique opérant sur tout le département. Les Allemands veulent mettre fin à ces actions qui entravent gravement les transports, la production des usines d'armement et qui s'en prennent aux troupes d'occupation.

Ils offrent 100 000 francs de récompense à qui permettra leur arrestation.



- 💣 13 juillet 42, attentat contre le transformateur de [l'usine Lipmann⁶²](#) de Besançon.
 - 💣 10 septembre 42, sabotage d'une écluse à Rancenay (canal du Rhône au Rhin, au sud-ouest de Besançon).
 - 💣 2 septembre 42, sabotage de l'usine électrique du Replain, sur la Loue.
 - 💣 22 septembre 42, sabotage de la voie ferrée à Deluz (entre Besançon et Baume-les-Dames) et coups de feu contre un train de permissionnaires.
 - 💣 7 octobre 42, embuscade (grenades et armes à feu) entre Mamirolle et l'Hôpital-du-Grosbois contre une voiture transportant le colonel commandant les camps du Valdahon, le capitaine adjoint et leur chauffeur. Le capitaine est tué, les autres occupants blessés.
 - 💣 Fin septembre 42, sabotage de pylônes électriques à Vieux-Charmont.
 - 💣 6 octobre 42, sabotage de pylônes électriques à Voujeaucourt.
- Le 15 octobre, **André Cuby** et **André Fioux** sont interpellés, bientôt suivis par **Francis Duffing** et **Pierre Villemintot**. Une cache d'armes est découverte dans une grotte murée à proximité de Clerval.
- 💣 17 octobre 42, sabotage de l'écluse de Froidefontaine (dans le Territoire de Belfort, à côté de Bourogne et Morvillars).
 - 💣 Nuit du 20 au 21 octobre 42, vol dans la mine de lignite de Flangebouche (vers Valdahon) de 15 kg de cheddite, 3 100 détonateurs, 1 000 m de cordon.



Le guet-apens de la ferme Berçot

Suite aux nombreuses arrestations, le **Colonel Fabien** entreprend le 25 octobre avec **Edouard Griesbaum**, **Alexis Metrenko**, **Ferdinand Kachler** et **Georges Ruel** de déménager les munitions entreposées à la ferme Berçot. Mais ils ont été vendus par un [paysan voisin⁶³](#) et les gendarmes de Clerval leur tendent un guet-apens. Après un échange de coups de feu, tous sont grièvement blessés. **Ferdinand Kachler** et **Georges Ruel** puis **Alexis Metrenko** sont arrêtés. **Edouard Griesbaum** parvient à s'enfuir jusque dans une grange de L'Hopital-Saint-Lieffroy, où il sera retrouvé mort le lendemain. Le **colonel Fabien**, gravement [blessé à la tête⁶⁴](#), s'enfuit dans les bois et la campagne et réussit à traverser le Doubs à la nage.

Il se réfugie chez **Emile Marguet** à Villers-Saint-Martin, puis chez **Armand** et **Maria-Lina Merklem** à Exincourt, et enfin à Seloncourt chez **Marguerite** et **Georges Stein**, ajusteur ouilleur, adhérent CGTU.

Le Groupe FTP-Valmy décimé

Les arrestations s'enchaînent. Seront déportés en 1943 et réussiront à survivre : **Armand Bourquart**, **Camille**, **Elie** et **Louis Clerc**, **Francis Duffing**, **Georges Ruel**.

André Fioux, très affaibli, décédera peu après son retour, en septembre 47.

Pierre Villemillot est déporté au Struthof, transféré à Dachau puis à Gröditz, il meurt le 15 avril 1945, avec 185 détenus du camp massacrés par leurs geôliers, juste avant l'arrivée des troupes américaines ([massacre de Köselitz](#)⁶⁵).

Le **Colonel Fabien**, recherché et qui a réussi à se réfugier à Paris, est arrêté le 30 novembre 42 par la police française et livré aux allemands. Emprisonné au fort de Romainville, il parvient à s'évader, remonte des maquis dans la Haute-Saône, dans les Vosges, participe aux combats de la Libération. Il est tué le 27 décembre 1944 à Habsheim (près de Mulhouse) par une mine, qu'il tentait vraisemblablement de désamorcer, alors qu'il participait à la campagne d'Alsace avec les forces françaises et alliées.

Son épouse, **Andrée**, arrêtée elle aussi à Paris, survivra à sa déportation à Ravensbrück et Mauthausen.

Les FTP-Valmy, s'ils ont payé un lourd tribut, ont affirmé les premiers dans notre région que la lutte contre le nazisme ne devait pas attendre l'issue de la guerre, et que la libération du pays devait aussi être l'œuvre de la résistance populaire.

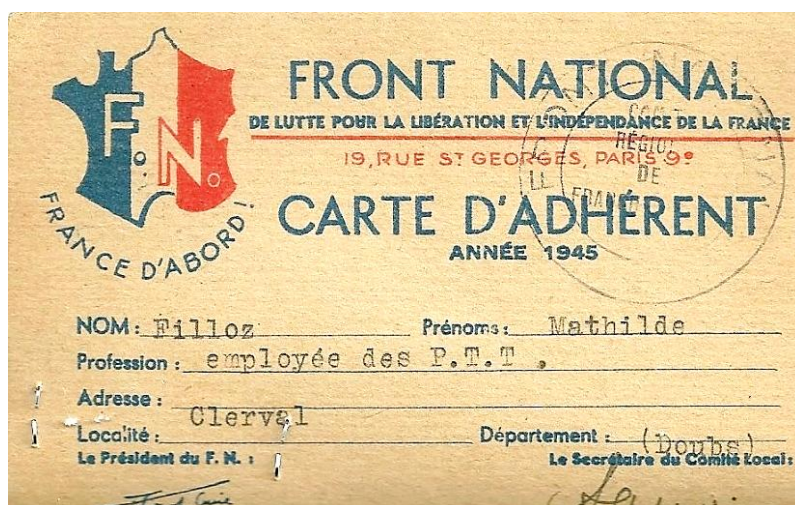
12-4-2 La création du Front National

Dès la fin 1942, le Parti communiste clandestin, tout en conservant les FTP comme branche armée, élargit son influence et la résistance en développant le **Front National** qui regroupe « *tous ceux qui veulent lutter effectivement contre Hitler, quelle qu'ait pu être antérieurement leur position politique* ».

Le Front National fédère alors nationalement des personnalités comme le scientifique **Frédéric Joliot-Curie**, le démocrate-chrétien **Georges Bidault**, des représentants des mouvements de résistances, **Yves Farge** pour *Franc-Tireur*, **Louis Martin-Chauffier** pour *Libération*, **Georges Chevrot** pour *Défense de la France*, des politiques tels que **Michel Zunino** (SFIO) **Justin Godard** (Radical), des hommes de droite, mais aussi **Victor Basch** de la Ligue des Droits de l'Homme, **Philippe de la Trinité** (théologien catholique),

Henri Eberhart (pasteur protestant) sans oublier **François Mauriac**, **Louis Aragon** et **Benoît Frachon** ex-secrétaire national de la CGTU qui sera secrétaire général de la CGT en 1947.

Cette nouvelle orientation permet d'élargir le recrutement des FTP.





12-4-3 Ami si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place

Le groupe FTP-Valmy décimé par la répression, quelques rescapés continuent le combat, alors qu'une nouvelle génération de résistants apparaît.

- 💣 Le 6 mars 1943, le sabotage du pont-canal au-dessus de l'Allan est organisé par **René Gabus**, de Badevel, survivant des FTT-Valmy.
- 💣 Le 22 juillet 43, l'explosion de la voie ferrée à Bussurel fait dérailler un train de houille destiné aux usines italiennes (photo ci-dessous). Une action menée par le groupe FTP « Pierre Bach », installé dans les bois de Belverne et dirigé par **Pierre Fridelance**, un ancien forgeron de Peugeot Sochaux.
- 💣 Le 4 août 43, **Léon Mocquery**, ancien communiste qui a rallié le fascisme et le Parti Populaire de **Jacques Doriot** est abattu, rue du Château à Montbéliard par quatre partisans FTP dont **Henri Chaillard** instituteur révoqué par Vichy, qui rejoindra le groupe Bara (voir plus loin) puis le maquis de **Pierre Fridelance** replié à côté de Maiche.
- 💣 A partir d'octobre 1943, Coucou, un groupe de cheminots s'attèle au sabotage du matériel ferroviaire : boyaux de frein lacérés, grippage des roulements de wagon, grâce au sable fin fourni par des ouvriers de la fonderie de Peugeot Sochaux. Ce groupe participera activement à la *bataille du rail* en 1944, quand les parachutages lui fourniront des pains de plastic (voir plus loin).



12-4-4 Le groupe FTP-Bara

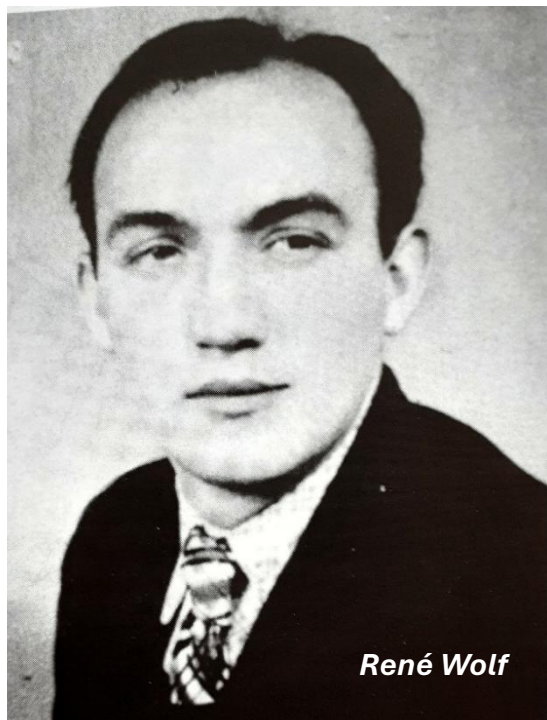
René Wolf est un ouvrier de Mandeure qui a été affecté dans une usine de Francfort dans le cadre du STO. A l'été 1943, profitant d'une permission, il prend contact avec ses voisins de la « Cité du Mexique » de Beaulieu, **Gilbert Anderlin** et **Jean Masson** (qui distribue la presse du Front National) puis avec **Raymond Paviet** qui a échappé à la réquisition aux Cycles Peugeot, et **Jacques Mozer** paysan de Bondeval. Ils seront bientôt une trentaine et prendront le nom de groupe [FTP-Bara](#) ⁶⁶

Des débuts inexpérimentés et sans moyens⁶⁷

- 💣 Le 1^{er} octobre 1943, récupération d'un pistolet sur un policier à Audincourt.
- 💣 Le 21 octobre, récupération d'un pistolet sur un policier stagiaire d'Audincourt.
- 💣 Nuit du 23 au 24 octobre 43 : attentat manqué contre un transformateur de [l'usine SIBEL](#) ⁶⁸ de Mandeure.
- 💣 Le 25 octobre 43, attentat manqué contre un transformateur de la **SMA** d'Arbouans.
- 💣 1^{er} décembre 43, vol de vélos et de pneus à l'usine des **Cycles Peugeot** de Mandeure.

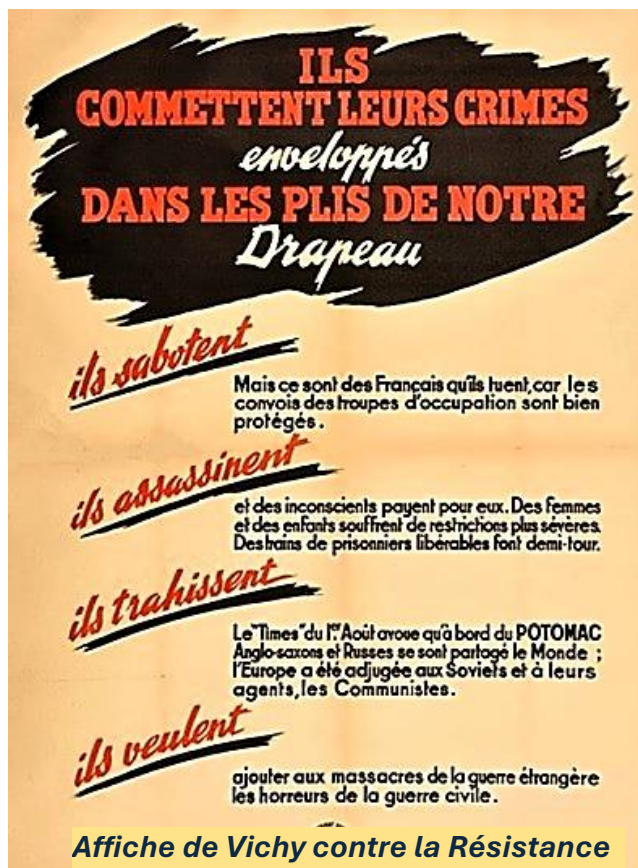
Actions tous azimuts

- 💣 3 décembre 1943, sabotage d'un pylône électrique 9 000 volts entre Audincourt et Seloncourt, privant d'électricité les usines de Valentigney, Seloncourt, Hérimoncourt, Audincourt (les autos) et Mandeure (la **SIBEL**).
- 💣 7 décembre, nouveau sabotage du même pylône en cours de réparation.
- 💣 9 décembre exécution de plusieurs balles d'un douanier allemand dans la rue à Montbéliard.
- 💣 11 décembre, destruction du transformateur de l'usine **Wittmer** de Seloncourt.
- 💣 13 décembre, vol de machines à écrire et tampons dans les bureaux de **SIBEL** à Audincourt.
- 💣 **13 décembre, attaque de la prison de Montbéliard.** Action particulièrement osée menée en lien avec le groupe de **Pierre Fridelance**. Elle permet la libération de 8 camarades de combat : **Henri Chaillard** (qui avait été arrêté en septembre lors d'une opération de récupération de tickets de rationnement à la mairie d'Audincourt), **Louis Ferrari**, **Pierre Folletête**, **Robert Pepe**, **Pierre** et **Robert Curie**. Tous reprennent leur place dans le groupe Bara.



René Wolf

- ☛ Nuit du 16 au 17 décembre 43, destruction à Montbéliard de la zone d'aiguillage de la Petite Vitesse et de sa grue de 25 tonnes.
- ☛ Même nuit, récupération d'armes sur un brigadier et deux gardiens de la paix à Audincourt.
- ☛ Même nuit, incendie de 4 bâtiments de l'usine **SIBEL**, après avoir neutralisé les gardiens.
- ☛ 17 décembre, sabotage d'une locomotive à Montbéliard.
- ☛ 19 décembre, intervention armée au cinéma Prévost de Beaulieu-Mandeure et destruction du film de propagande de la Légion des Volontaires Français (LVF) ⁶⁹.
- ☛ 23 décembre, vol de matériel aux usines **Japy** de Feschés-le-Châtel
- ☛ 27 décembre, récupération d'une tenue et d'une arme sur un policier, à Autechaux-Roide



Le 27 décembre, accrochage avec une patrouille allemande au cours d'une expédition dans le bois de Dasle. **René Wolf** est blessé par un éclat de grenade.

- ☛ 31 décembre 1943, coups de feu contre le domicile d'un collabo à Bondeval.
- ☛ 3 janvier 1944, trois poteaux électriques sciés sur la ligne Audincourt-Valentigney.
- ☛ 9 janvier, sabotage d'un pylône haute-tension 150 000 V à Ecurcey.

Le 11 janvier 1944, **René Wolf** est arrêté devant la gare de Besançon. Il est fusillé à la Citadelle le 5 avril.



C'est le début d'une longue liste d'arrestations qui déciment le groupe FTP-Bara.

Une série noire précipitée par :

- ✓ L'échec de l'attaque contre la Banque Populaire du Doubs le 19 janvier à Pont de Roide, qui permet aux gendarmes d'identifier plusieurs participants.
- ✓ L'infiltration du groupe par Georges Pouto⁷⁰, (un membre du groupe de **Pierre Fridelance**), que les Allemands ont réussi à retourner.

Une trahison aux conséquences dramatiques

Francesco Buda, est tué dans un guet-apens à la carrière d'Andelnans.

Après un procès expéditif, **Pierre Curie** est fusillé à Vesoul.

Paul Airault, Robert Bouteiller, André Cordier, Roger Emonnot, Henri Girard, Raymond Paviet, Charles Richard, Daniel Riche, sont fusillés à la Citadelle de Besançon.

D'autres sont déportés :

- ✓ **Auguste Caverzasio** (que nous avons croisé au Café des Arts page 99) meurt au camp de Compiègne le 21 mai 1944.
- ✓ Le syndicaliste CGT **René Bédât**, meurt à Buchenwald le 1 juillet 1944.
- ✓ **Just Mougin** meurt au camp de Natzweiler le 24 mai 1944.
- ✓ **René Vallat** meurt à Dachau le 13 janvier 1945.
- ✓ **André Grangier**, meurt au retour de déportation le 12 septembre 1945.

Pascal Buda et **Maria Perlinski**, arrêtés à Montbéliard, finiront par être relâchés.

Henri Chaillard, Robert Chochard, André Crinquant et **Jacques Mozer** (le paysan de Bondeval) parviennent à se réfugier au maquis des Combes de l'Auge, à côté de Maiche.

12-4-5 Le maquis des Combes de l'Auge.



Pierre Fridelance

Pierre Fridelance, est un citoyen suisse qui a été forgeron à Peugeot Sochaux. «Ayant mangé le pain blanc avec les français, je me dois de partager maintenant leur pain noir». Il décide de s'engager dans la résistance et héberge à Belfort des dirigeants des FTP et du Front National.

Traqué après les actions du groupe « Pierre Bach » dans les bois de Belverne (voir déraillement du train de Bussurel), il s'est replié, avec femme et enfant, dans une ferme abandonnée aux environs de Maiche avec une dizaine d'hommes dont **Roger Gigandet, Jacques Gable, Jean Antonietti**, le jeune **Michel Paris** (15 ans) et trois des évadés de la prison de Montbéliard ; **Henri Chaillard, Louis Ferrari** et **Pierre Folletête**.

Il bénéficie de soutiens locaux avec la famille **Jacquemai**, (Joseph, Maurice, Charles, Henri, Paul, René, Georges, Otto, Robert et Ida), **Pierre Jeambrun** (meunier qui fournit le pain) et d'un « agent de liaison » **René Brengard** qui apporte du matériel depuis Héricourt et le Pays de Montbéliard sans oublier **Robert Bietry**, ouvrier d'Audincourt devenu responsable de la cellule communiste de Maiche.

Malheureusement, le répit n'est que temporaire :

Le traître **Georges Pouto** connaît le refuge des maquisards.

Le 19 février 1944 à l'aube, la ferme est encerclée par la [police de Vichy](#) ⁷¹, qui donne l'assaut.



- ✓ Malgré une résistance héroïque, **Pierre Fridelance**, son fils **Robert**, **Pierre Folletête**, **Joseph Voilland** et **Jacques Mozer** sont tués.

Joséphine Fridelance, faite prisonnière est incarcérée à la prison de la Butte à Besançon. C'est là qu'est fusillé **Jean Antonietti** arrêté en même temps qu'elle.

- ✓ Protégés par le feu de leurs camarades, plusieurs maquisards parviennent à sortir de la souricière, mais leur cavale est de courte durée :

Henri Chaillard, **Robert Chochard**, **André Crinquant** et **Louis Ferrarri** réfugiés chez **Germaine Tissot** à Bethoncourt, sont arrêtés le 8 mars et fusillés à la Citadelle de Besançon le 14 avril.

Seul **Jacques Gable** passe entre les mailles du filet.

- ✓ Ceux qui ont aidé dans l'installation ou dans la fuite des maquisards sont déportés :

Joseph Jacquemai (mort à Brandenburg), **Maurice Jacquemai** (mort à Bützow), **Paul Jacquemai** (mort à Bergen-Belsen), **Pierre Jeambrun** (mort à Gross-Rosen) ...

Ida Jacquemai, ses frères **Henri**, **Georges**, **Otto** et **Robert**, le responsable communiste **Robert Biétry**, et **Roger Gigandet** rentreront vivants.

Ainsi s'achève l'épopée des FTP dans le Pays de Montbéliard et ses environs.

Si la trahison leur porte le coup fatal, les Francs-tireurs et Partisans auront, tout au long de leurs actions souffert d'un cruel manque de moyens qui les a amenés à prendre des risques supplémentaires : attaque de banques pour avoir de l'argent, attaque de policiers pour récupérer une arme de-ci de-là, petits matériels volés dans les usines, explosifs bricolés par le **Colonel Fabien** pour le groupe Valmy, et obus récupérés que **René Wolf** et le groupe Bara faisaient exploser.

Cela ne rend que plus admirable la Résistance qu'ils ont menée.

Mais une nouvelle période s'ouvre ...

12-5 Le développement d'autres réseaux

Le vent de la guerre a commencé à tourner.

- ✓ Après de longs combats meurtriers, les soviétiques ont stoppé l'avancée allemande en février 1943 à Stalingrad et engagent la contre-offensive.
- ✓ En juillet 1943, les alliés, après le contrôle du Maghreb, débarquent en Sicile.

Le mythe de l'invincibilité de l'armée nazie se fissure. La perspective de voir arriver les troupes alliés sur le territoire métropolitain fait son chemin, encourageant l'engagement dans la Résistance. Si les militants syndicaux vont y tenir toute leur place, ce sera désormais au sein de réseaux plus larges.

Ces différents groupes ont en commun de diffuser leur presse interdite, d'héberger des clandestins et les réfractaires au STO, de venir en aide aux aviateurs britanniques ou américains abattus, d'organiser le passage en Suisse de familles juives. S'y ajoute pour certains la préparation de l'avenir, avec le recueil de renseignements, la constitution de petits stocks d'armes et le recrutement d'hommes et de femmes prêts à passer à l'action lorsque Londres en donnera la consigne ...

Pour simplifier la lecture, je présente d'abord seulement les principaux groupes et de façon séparée, même s'ils sont souvent très enchevêtrés. Les quelques exemples que je cite sont loin de recouvrir la totalité de leur activité.

12-5-1 Le réseau de la Cure.

Encouragés par l'archiprêtre de Montbéliard, **Jean Flory**, des catholiques et notamment les jeunes de la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne), diffusent le « *Courrier du témoignage chrétien* » tandis que



des curés rédigent de faux certificats de baptême pour des familles juives. Les abbés **Jean-Henri Schwander** et **Paul Selb** s'occupent aussi de l'hébergement et des faux papiers pour les personnes recherchées, des passages en Suisse grâce à la complicité d'une partie des réseaux catholiques dans le Pays de Montbéliard et le Haut-Doubs.

➤ L'étoile jaune de Noël

Le 25 décembre 1942, à l'église de Saint-Maimbeuf, **Jean Flory** présente aux nombreux paroissiens, dont des officiels allemands, une crèche où Joseph, Marie et l'enfant Jésus portent l'étoile jaune !

➤ **Des hindous en cavale.**

On estime qu'environ 80 aviateurs et militaires ont pu passer la frontière avec l'aide de la filière de la Cure. Parmi eux, citons les soldats indiens, évadés lors du bombardement du [stalag d'Epinal le 11 mai 1944](#) ⁷². Avec leur teint mat, leurs barbes hirsutes, leurs cheveux en chignon et leurs turbans, il a fallu bien des feintes pour les acheminer jusqu'au village suisse de Bure !

12-5-2 Les protestants

Si la hiérarchie luthérienne s'abstient de prendre position, les pasteurs **Paul Buschenschutz** (Montbéliard), **Charles Solo** (Desandans), et bien d'autres s'engagent dans l'aide aux personnes recherchées, au nom de leur morale religieuse.

Le Centre de Glay, internat protestant situé à deux pas de la Suisse, est un [lieu naturel d'hébergement, de cache et de transit vers la frontière](#).⁷³

➤ **L'homme qui a sauvé Londres**

Michel Hollard, protestant dont le fils est interne à Glay, bénéficie de nombreuses complicités dans sa communauté pour franchir la frontière à 98 reprises. Il apporte à l'ambassade britannique de Berne des renseignements sur les plans allemands en Normandie où l'armée nazie construit des bases de lancement de missiles V1. Le bombardement systématique de ces emplacements par l'aviation alliée sauve Londres de la destruction.

12-5-3 Le groupe Libération (proche de la SFIO)



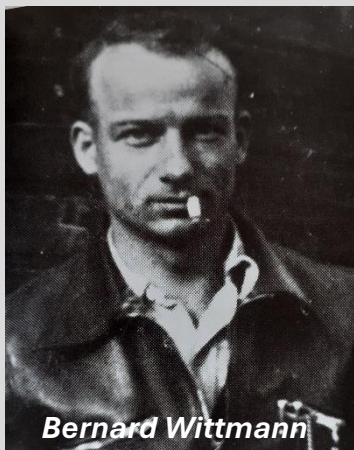
Jules Carrez est avant-guerre instituteur à Valentigney, actif à la Fédération Unitaire de l'enseignement (branche de la CGTU) et fondateur avec **Louis Renard** de la Fédération Communiste Indépendante du Doubs. D'abord muté d'office à Maiche, où il œuvre à la reconstitution clandestine du Syndicat des Instituteurs, il finit par être affecté à Blamont. Avec **Armand Bermont** (maire SFIO de Montbéliard qui va être révoqué par **Pétain**), il organise un petit groupe qui diffuse le journal Libération et recrute de petites équipes prêtes à agir le moment venu à Montbéliard, Audincourt, Valentigney, Sochaux.

12-5-4 Le groupe Combat (proche des gaullistes)

Autour de la diffusion du journal « Combat », **Pierre Hebmman** met en place un service de faux papiers avec les tampons de la mairie de Montbéliard et du commissariat central.

12-5-5 Défense de la France

Longtemps opposé à l'action armée et soutien du Général Giraud, ce mouvement créé dans les universités parisiennes, se rallie au gaullisme et étend son influence avec la diffusion de son journal du même nom. Dans notre région, il fait son apparition à l'initiative de l'étudiant **Michel Thom**, et de l'instituteur **Victor Kuentzmann**.



« Passe-Partout »

Bernard Wittmann, dit Passe-partout, ne peut être rattaché à aucun réseau en particulier.

Polisseur à l'usine Peugeot de Terre-Blanche (Hérimoncourt) il habite à Villars-les-Blamont, un village propice au franchissement de la frontière. Il achemine en Suisse le courrier de plusieurs réseaux et transmet les réponses.

Arrêté vers Dannemarie le 2 août 1944, il est déporté et meurt au Struthof le 30 novembre.

L'exfiltration de **Paul Langevin**

Paul Langevin est un physicien célèbre, qui, outre ses découvertes personnelles, a fait connaître en France la théorie de la relativité d'Einstein. C'est un scientifique engagé, soutien du capitaine **Dreyfus** et du mouvement ouvrier. Avant-guerre, il est un membre influent du Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes.

Ses positions contre l'hitlérisme, son refus de participer à de quelconques travaux avec l'occupant lui valent d'être arrêté par la Gestapo, à Paris, le 30 octobre 1940, provoquant la première manifestation parisienne de protestation antiallemande le 11 novembre.

Libéré, mais confronté à [l'arrestation de son beau-fils⁷⁴](#) puis [de sa fille⁷⁵](#), il accepte en 1944 l'idée de se réfugier en Suisse. Cette exfiltration est organisée par le réseau « Kleber-Bruno ». Le responsable de ce réseau, **Gaston Pourchot**, attaché militaire de l'ambassade de France à Berne, est originaire de Valentigney. Il cherche donc des relais dans le Pays de Montbéliard.

C'est en lien avec des proches d'**Armand Bermont**, maire SFIO de Montbéliard, qu'est montée cette opération délicate, car Paul Langevin, âgé de 72 ans, est gravement malade et doit être acheminé à dos d'hommes à travers la frontière !

C'est la même filière que suivront un peu plus tard, **Irène Joliot-Curie** et ses deux enfants.



Paul Langevin et Albert Einstein

La Suisse n'est pas l'Eldorado

Passer en Suisse n'a rien d'évident : D'abord, il faut des faux papiers, une planque à proximité de la frontière, une bonne dose de courage et un passeur

- ✓ qui ne soit pas trop véreux et ne vous déleste pas de plusieurs milliers de francs en échange de ses services.
- ✓ qui connaisse les meilleurs itinéraires et les horaires des patrouilles.

Une fois arrivé, après une marche par tous les temps à travers bois, tout n'est pas réglé : la Suisse n'est pas une terre d'accueil. Être résistant, réfractaire au STO ou juif ne constitue en aucun cas un sauf-conduit. On estime que plus d'un quart des personnes interceptées par les Suisses sont refoulés et, en cas de récidive livrés aux autorités allemandes et françaises.

Lou Blazer : Juste parmi les nations

Née en 1891 à Montbéliard dans une famille bourgeoise et protestante, Louise s'investit dans la Croix Rouge, après la mort de son mari.

Une maison de « passage »

Son rôle à la Croix Rouge lui permet de rendre visite aux soldats français blessés enfermés à l'hôpital Pajol. Les Allemands la chargent aussi de prévenir les familles des fusillés. Les liens qu'elle tisse lui permettent bientôt d'aider au ravitaillement et aux évasions, à la diffusion de journaux clandestins ...

Sa grande maison accueille des résistants, des réfractaires au STO, des familles juives avant leur passage en Suisse.

La rafle du 24 février 1944

Lou apprend l'arrestation par les Allemands et la police française de la famille **Kahn**, commerçants installés à Montbéliard depuis 4 générations.

Se faisant passer pour déléguée du Comité de Surveillance des Hôpitaux et munie d'un certificat médical du **D^r Jean Seigneur**, elle se fait remettre le petit **Pierre Kahn** en prétextant qu'il est atteint de la tuberculose. Il sera le seul survivant de cette famille déportée à Auschwitz.

Arrêtée et déportée

Repérée, Lou Blazer est arrêtée par les Allemands le 16 novembre 1944 et internée à Gaggenau, un camp alsacien dépendant du Struthof. Elle réussit à y survivre jusqu'à sa libération en avril 45.



Le rocambolesque enlèvement d'un officier allemand

Elisabeth Schott, du dispensaire de Saint Maimbeuf porte des repas aux prisonniers à l'Hôtel Bristol de Montbéliard, siège des Feldgendarmes. Là, un officier allemand, en poste dans le Haut-Doubs, lui fait des avances. Elle en informe **Fred Ohlgiesser** qui lui conseille d'accepter un rendez-vous galant à Maîche, non sans avoir prévenu les résistants du Haut-Doubs et son groupe « Fredy Drouin » de partisans de Bethoncourt.

Le 5 août 1944, alors qu'il fait les yeux doux à la belle Elisabeth, Helmut Doll est interrompu manu militari et maîtrisé par **Jean Panizza** (de Damprichard), **Jean Neri (Nino)**, **Robert Poillet**, **Georgette Mougin**, **Félix Bencetti** (qui nous avons croisé au Café des Arts page 99).

Destiné à être échangé avec des résistants emprisonnés, l'officier est gardé au maquis de la Rochotte (vallée du Dessoubre) et à Consolation avant d'être finalement remis aux armées alliées.

Les « kidnappeurs » se cachent quelques jours à la colo Peugeot de Maîche, tandis qu'**Elisabeth Schott** est exfiltrée en Suisse pour échapper aux poursuites.



***Elisabeth Schott décorée
par De Lattre de Tassigny***

12-6 Les Anglais changent la donne

Les alliés ont compris que l'issue de la guerre dépendrait aussi de la capacité de chacun des belligérants à disposer de l'armement nécessaire. La production pour l'armée allemande du Centre Peugeot de Sochaux et des usines avoisinantes est donc un enjeu majeur et les actions de sabotages revêtent une importance particulière.

Début mai 1943, l'agent des services secrets anglais **Harry Ree** arrive dans le Pays de Montbéliard.

Avec ses hommes de confiance, **Jean Simon** et **André Vanderstaeten**, il est hébergé notamment par **Renée Lods** à Audincourt, par **Yvonne Emonnin** à Seloncourt, par **Marcelle Joly** (l'épouse de Charles Joly).

Il a trois priorités :

- ✓ Intensifier le sabotage.
- ✓ Unifier les groupes de résistants et les placer sous une direction commune.
- ✓ Leur fournir les moyens (des fonds, des émetteurs-radio, des armes, des explosifs...) pour une action immédiate ou « le moment venu ».



12-6-1 Intensifier les sabotages : le réseau Stockbroker

La volte-face de la famille Peugeot

De premiers contacts ont été établis antérieurement, mais le virage intervient le 16 juillet 1943, avec le bombardement de Sochaux par l'aviation anglaise. Il ne touche que très peu l'usine Peugeot et fait 126 morts et 250 blessés dans la ville (photo).

Si le bombardement est un quasi-échec sur le plan militaire, il permet un accord entre **Harry Rée** et **Rodolphe Peugeot** : les bombardements sont « suspendus » mais les dirigeants de l'entreprise s'engagent à faciliter le sabotage des installations et à faire un « prêt » de 100 000 F. à l'agent anglais pour financer son activité.



De l'ouvrier à l'ingénieur

Le [réseau Stockbroker](#)⁷⁶, mis en place par Harry Rée est d'abord un groupe de résistants principalement interne à Peugeot Sochaux qui regroupe 26 partisans, de l'ingénieur à l'ouvrier avec notamment [Pierre Lucas](#)⁷⁷, ingénieur au service électrique, et [Jérôme Ortstein](#)⁷⁸ qui travaille dans le même secteur, **Alfred Schorpp**, **André Vanderstraeten**, **Alphonse Hentzy**, **Henri Goetschy** ... Ils vont faire de gros dégâts !

Le sabotage industriel

- 💣 3 novembre 1943 : attentat manqué contre 12 transformateurs haute tension de Peugeot-Sochaux. Le [plastic n'a pas explosé](#)⁷⁹.
- 💣 5 novembre 1943 : Destruction à l'explosif de 4 turbo-compresseurs fournissant l'air comprimé, et de la Centrale à gaz entre les ateliers de Mécanique et de Fonderie.
- 💣 17 novembre 43 : échec de l'attentat contre un transformateur de Fonderie.
- 💣 19 novembre 43 : destruction d'un moteur de compresseur à l'Emboutissage.
- 💣 20 novembre 43 : destruction d'une benne alimentant la sablerie de Fonderie.
- 💣 22 novembre 43 : nouvel attentat contre le compresseur de l'Emboutissage.
- 💣 29 novembre 43 : destruction d'un four de séchage en Fonderie paralysant le noyautage.
- 💣 9 décembre 43 : destruction d'une fraiseuse de patins de char et d'une aléuseuse de précision.
- 💣 15 décembre 43 : destruction d'une rectifieuse.
- 💣 23 décembre 43 : destruction, à l'Emboutissage, de deux tours destinés à l'outillage pour la production-aviation.
- 💣 4 janvier 1944 : Echec de l'attentat contre un transformateur en Carrosserie.
- 💣 12 janvier 44 : rebelotte, cette fois, le transformateur est détruit.
- 💣 27 janvier 44 : destruction d'une soudeuse grande dimension pour les pièces de voitures amphibies.
- 💣 8 février 44 : destruction de moteurs de compresseurs en Forge et à l'Emboutissage.
- 💣 19 février : destruction de 2 tours, propriétés de Volkswagen.
- 💣 11 et 12 mars 44 : destruction de 11 pylônes haute tension, qui alimentent les usines. Cette opération coordonnée d'envergure a nécessité la mobilisation de plusieurs équipes de résistants.
- 💣 15 mars 44 : Destruction d'une cuve de décapage des pièces d'avions.
- 💣 22 mars 44 : Destruction à l'Emboutissage d'une presse arrivant d'Allemagne.



Pierre Lucas



Jérôme Ortstein



Alfred Schorpp

Arrestations en séries

Les autorités allemandes ne restent pas inactives face à ce sabotage industriel. Les Waffen SS gardent les usines, (provoquant des réactions ouvrières, voir page 108), les transformateurs sont surveillés, de jour comme de nuit. Des enquêtes et interrogatoires sont menés. La répression s'abat.

Le 23 mars 1944, quatre directeurs sont arrêtés pour « opposition aux directives allemandes, refus d'empêcher les grèves ouvrières et sympathie avec elles » :

- ✓ **Auguste Bonal**, directeur de l'emboutissage, est déporté au camp de Schömborg, puis abattu par des officiers de la Wehrmacht. Le stade de foot du FCSM porte son nom.
- ✓ **Jean Margaine**, directeur aux commandes allemandes, déporté ne rentrera pas.
- ✓ **Robert Godard** directeur général des usines, survit à sa déportation à Natzweiler et à Dachau.
- ✓ **Ernest Mattern**, déjà en retraite, échappe de peu à la déportation. Il est emprisonné 6 mois à Dijon.

Les ouvriers **Boleslaw Massion**, **Charles Stocchetti**, **Daniel Wittmer**, déportés, ne rentreront pas.

Henri Goetschy, membre du Front national, saboteur et instigateur des mouvements de protestation dans l'usine, déporté avec sa femme et sa fille, disparaît lors d'une [marche de la mort](#)⁸⁰ en avril 45.

Germaine David, militante du Front National et 3 autres ouvrières de Fonderie reviendront des camps de la mort.

12-6-2 Unifier les groupes de résistants

Les réseaux de résistance montbéliardais sont demandeurs d'être reliés à des organisations plus importantes, pour disposer de moyens plus conséquents et pour mieux coordonner leurs actions.

Déjà, le groupe de la Cure, qui a créé de petits maquis-refuge pour les réfractaires au STO, s'est rapproché des bisontins et a rejoint l'OCM (Organisation Civile et Militaire). L'abbé **Henri Schwander** en est le dirigeant pour le secteur de Montbéliard. Arrêté à la Cure le 17 juillet 1943, il meurt étouffé dans le wagon qui l'emmène en déportation.

Harry Ree et les parachutages vont booster le mouvement de regroupement des organisations.

Roger Fouillette⁸¹, instituteur à l'école des autos à Audincourt en est le principal artisan. Il a succédé à **Henri Schwander** à la tête de l'OCM. Sous son impulsion et celle de **Harry Réé**, La plupart des groupes passent sous le commandement de l'ORA (Organisation de Résistance des Armées).



Roger Fouillette

Ce rattachement n'est pas anodin. Il marque le début d'une « professionnalisation » de la Résistance dont les cadres seront désormais choisis prioritairement parmi les militaires actifs ou de réserve. A commencer par le lieutenant **Emile Joly** qui dirigera plus tard le maquis d'Ecot (à ne pas confondre avec **Charles Joly**, le secrétaire CGT, membre des FTP-Valmy et déporté au Struthof). Même si d'anciens leaders comme le communiste et cégétiste **Joseph Maetz**, continuent de jouer un rôle important, l'historien François Marcot peut écrire que la « résistance citoyenne » évolue vers une « résistance dirigée par des militaires avec l'appui et le concours des citoyens. »

Bien entendu, les groupes restent « cloisonnés ». Mais chacun a désormais une zone d'action bien définie. Ce qui n'empêche pas de faire appel à plusieurs groupes pour une opération ponctuelle d'envergure.

12-6-3 La force vient du ciel

Dès son arrivée dans la région en mai 1943, **Harry Rée** va reconnaître une zone propice aux parachutages sur le plateau d'Ecot.

Après le message sur Radio-Londres « *Fatou est une jolie sénégalaise* », le premier largage y est organisé dans la nuit du 15 au 16 août 1943.

Jules Peugeot contacté par Harry Ree, accepte d'apporter une aide logistique : des camionnettes des Cycles Peugeot sont utilisées pour le transport de ces premiers colis.



Armes et explosifs sont réparties entre les différents petits groupes qui attendaient cette aide avec impatience : **Robert Mettetal / Jean Hauger** (Vieux-Charmont, Grand-Charmont), **Robert Brand** (Bavans) **Edouard Montavon** (Vandoncourt) **Roland Jacquot** (Dasle), **Joseph Maetz** (Bethoncourt).

En novembre 1943, **Harry Rée** est touché de plusieurs balles par un Feldgendarm à Vieux Charmont. Grièvement blessé, il réussit à s'enfuir mais doit être exfiltré en Suisse pour être hospitalisé. Son homme de confiance, **Jean Simon** est tué peu après par les Feldgendarmes, au café Grangier-Malnati, avenue Carnot à Montbéliard.

André Vanderstraeten et **Alfred Schorpp** se retrouvent de fait les responsables locaux de la Résistance . Ils désignent le lieutenant **Emile Joly** et l'adjudant-chef **Gustave Huguenin** pour piloter les parachutages à Ecot, Etouvans, Goux-les -Dambelin, Mathay, Etrappe, Fontaine-les Clerval, Vergranne, Blamont, Dampierre les Bois, Desandans, Montenois ... et leur répartition.

Les différents groupes vont en faire bon usage, ensemble ou séparément, en complément des sabotages réalisés par Stockbroker déjà mentionnés (page 124) :

💣 Le 26 septembre 1943, dans un hangar réquisitionné par les nazis entre Courcelles et Sainte Suzanne, 5000 pneus destinés à l'armée allemande partent en fumée. Les

saboteurs sont **André Vanderstraeten** (de Stockbroker) **Joseph Maetz** (l'ancien secrétaire CGT du Gaz qui pilote le groupe de Bethoncourt), **Pierre Beucler** et **Henri Schwalm** (tous deux de Combat).

💣 Le 4 novembre 1943, destruction du transformateur des fonderies **Leroy de Sainte Suzanne**⁸², par le groupe **Robert Brand** de Bavans.

💣 Le 6 novembre 1943, destruction du transformateur et de 4 moteurs électriques à l'usine **Marti** de Vieux Charmont par le groupe **Robert Mettetal-Jean Hauger** de Vieux Charmont.

💣 Le 20 novembre 1943, destruction de 4 machines-outils de précision à l'usine **L'Epée** de Ste Suzanne par le groupe **Robert Brand** de Bavans.

💣 Le 6 décembre 1943, sabotage d'un transformateur de l'usine **Maillard** de Montbéliard par le groupe **Joseph Maetz** de Bethoncourt.

💣 Le 15 janvier 1944, explosion du transformateur à la fonderie **Maitre** de Colombier-Fontaine

💣 Les 22 et 27 janvier 1944, destruction d'un transformateur à l'usine **Wittmer** de Seloncourt par le groupe **Edouard Montavon** de Vandoncourt.

💣 Le 7 février 1944, sabotage du transformateur de la **Société des Forces Motrices de l'Est** à Vieux Charmont.

💣 Le 8 février destruction d'un transformateur alimentant l'usine **Marti** par le groupe **Robert Mettetal-Jean Hauger** de Vieux-Charmont.

12-6-4 Le groupe Coucou et la bataille du rail

Nous avons déjà parlé du groupe Coucou des cheminots de Montbéliard (page 114). Avec les parachutages d'explosifs, leur action prend une autre ampleur :

Le 4 mai 1944, cinq cheminots, **René Maillat**, **Emile Annequin**, **Marcel Jaumes**, **Mile Mausservey** et **Léon Paillot** font sauter les voies vers Bussurel.

C'est le début d'une longue série qui va s'intensifier après le débarquement : de mai à septembre 1944, on va compter 17 attentats sur voie ferrée et 178 bombes placées sur les essieux des trains qui quittent la gare !

Le train fantôme

Le 23 mai 1944, **Emile Joly** et **Ernest Floege** (le successeur de Harry Rée), accompagnés d'une vingtaine de partisans, maîtrisent les gardes-voies, et s'emparent d'un train de marchandises. Ils le lancent à pleine vitesse. Vers le passage à niveau de la route d'Audincourt⁸³, le train fantôme percute un train de messagerie allemand (photo ci-dessous).



Tous ces attentats et sabotages amènent les Allemands à renoncer à la fabrication des missiles V1 et des pièces d'aviation sur le site de Sochaux. On estime qu'au 2^{ème} semestre 1944, la production militaire y est quasiment nulle.

12-7 Les maquis

En février 1944, toutes les organisations de résistance que nous avons croisées jusqu'ici : FTP (proche des communistes), Libération (proche de la SFIO), Combat (proche des gaullistes), ORA, ... se regroupent au sein des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI).

Le 1^{er} juin 1944, Radio-Londres diffuse le message « *Les tomates doivent être cueillies* ». C'est l'ordre de lancer des opérations de guérilla.

L'objectif est que l'armée allemande, harcelée par la Résistance, ne puisse pas envoyer de renforts dans la région choisie pour les opérations « Neptune » et « Overlord ».

Le 6 juin, les alliés débarquent sur les plages de Normandie.

12-7-1 Le maquis d'Ecot

Depuis que **André Vanderstraeten**, échappant de peu à l'arrestation a dû se réfugier en Suisse avec **Joseph Maetz**, **Emile Joly** (dit Valentin) a pris la tête de la résistance locale. Quand il entend le message de Radio-Londres, il le relaie auprès de plusieurs groupes :

- Le 7 juin, il constitue un maquis à Ecot. Celui compte 130 hommes, en grande majorité ouvriers des usines du Pays de Montbéliard.
 - ✓ au centre du bois le commandement, les agents de liaison, les responsables du ravitaillement, le groupe d'Étouvans commandé par **Georges Laclef** ;
 - ✓ à la lisière de la forêt, le groupe de Bavans, commandé par **Robert Brand** ;
 - ✓ à l'est, le groupe de Bart commandé par **Henri Schwalm** et le groupe de Vandoncourt commandé par le séminariste **Robert Cuenot**, puis par **Michel Banet** ;
 - ✓ à l'ouest, face au village d'Ecot, le groupe de Sainte-Suzanne, avec **Alfred Gault**.
 - ✓ Des agents de liaison, notamment le roumain **Frédéric Ohlgiesser**, assurent les communications avec Montbéliard.



Le temps est exécrable et pour protéger de la boue, le groupe Coucou vole et fournit des bâches goudronnées de wagons de chemin de fer. Constatant qu'il n'a pas l'équipement nécessaire, **Emile Joly** réduit l'effectif à 97 maquisards et demande instamment des armes supplémentaires. Le parachutage promis ne viendra pas.

Après l'arrestation de trois « ravitailleurs », le maquis est déplacé pour s'installer près du hameau de Lucelans.

- Plusieurs coups de main, réalisés dans la précipitation, notamment contre un train de munitions puis contre le central téléphonique de la Poste de Montbéliard échouent. Le 6 juillet, une opération doit permettre d'enlever des officiers allemands et des auxiliaires de la Gestapo, qui banquettent au Café des chasseurs (quartier du Laloua, vers l'actuelle école de police). L'affaire tourne mal : 3 maquisards sont tués, 3 sont

blessés et l'un d'eux tombe aux mains des Allemands. On ne sait quels renseignements les nazis lui extorquent sous la torture.

➤ Le 8 juillet, l'armée allemande donne l'assaut avec 700 hommes. Pour les maquisards, avec une telle infériorité numérique, le combat est perdu d'avance. Ils combattent cependant avec héroïsme :

- ✓ 23 sont tués dont **Emile Joly** qui, blessé et sur le point d'être capturé, préfère se donner la mort.
- ✓ 24 sont faits prisonniers :
 - 4 sont fusillés dont le séminariste **Robert Cuenot** (groupe de Vandoncourt).
 - 9 meurent dans les camps dont **Georges Laclef** (groupe d'Etouvans).
 - 11 rentreront de déportation dont **Alfred Gault** (groupe de Ste Suzanne).



Les autres arrivent à sortir de la souricière, ou se cachent dans les fourrés et dans les arbres en attendant que la voie soit libre.

Itinéraire d'une victime

Michel Jacquot, 18 ans, est ouvrier à l'usine **Japy** de Bart (qui deviendra Peugeot-Bart). Avec trois autres jeunes de l'usine, ils entreprennent, le 19 avril 1944 de déboulonner un rail de chemin de fer à Voujeaucourt, pour faire dérailler un train de permissionnaires. Inexpérimentés, ils échouent et sont identifiés par un garde-voies. Le 3 mai, l'usine de Bart est encerclée par les Feldgendarmes. Caché dans un four, Michel échappe à l'arrestation tandis que deux de ses complices sont fusillés à la Citadelle de Besançon et que le troisième est déporté. En juin, Michel rejoint le maquis d'Ecot. Il est tué dans les combats du 8 juillet.

Itinéraire d'un survivant

Jacques Bourquin est ouvrier à l'atelier de garniture de Peugeot Sochaux. Au printemps 1944, il est arrêté et torturé par la Gestapo. Il réussit à s'évader avant de monter dans le train qui doit le déporter. Il rejoint le maquis d'Ecot, participe aux combats du 8 juillet, parvient à s'échapper et se réfugie en Suisse. Quelques semaines plus tard, il est de retour pour participer au maquis du Lomont. Il s'engage ensuite dans la Première Armée Française. Blessé en Allemagne, il reprend son travail à Peugeot Sochaux, devient délégué du personnel CGT, jusqu'à son licenciement suite à la grève de 1961. Nous en reparlerons.

Le 6 juillet, deux jours avant l'attaque, **Emile Joly**, qui pressent la catastrophe écrit dans son journal du maquis ; « *Le désastre ne vient pas de nous mais de l'ordre prématuré de guérilla et de l'absence prolongé de parachutage* ».

On peut en effet se demander si pour sécuriser le débarquement, les alliés n'ont pas « envoyé au casse-pipe » [une bonne partie de la résistance française](#) ⁸⁴.

12-7-2 Se relever d'un coup terrible

L'échec du maquis d'Ecot, la mort d'**Emile Joly** porte un coup sévère à la Résistance dans le Pays de Montbéliard. D'autant que les représailles allemandes sont terribles : la liste est longue des arrêtés et des fusillés.

Mais, nous l'avons vu, l'insuffisance d'armement a obligé **Emile Joly** à limiter le nombre des partisans, et l'a amené à ne pas mobiliser certains groupes. De plus une partie des maquisards d'Ecot, qui a réussi à s'enfuir, poursuit la lutte armée.

Une série de « petits maquis », plus ou moins éphémères, continuent donc d'exister ou se constituent, à Dorans, Belverne, Vandoncourt, Colombier-Châtelot ... D'autres résistants qui n'ont pas pris le maquis poursuivent l'action, noyés dans la population.

Avec l'avancée des troupes alliés en Normandie, les quelques semaines qui suivent sont marqués par 3 types d'actions

- ✓ Les sabotages
- ✓ La réception des parachutages
- ✓ La propagande de la libération

La poursuite des sabotages

Si le sabotage industriel se poursuit (chez **L'Epée** à Ste Suzanne, et aux **Forges d'Audincourt** par le groupe du Crassier avec **Gilbert Poudroux** ...), l'accent est mis sur l'entrave aux communications et aux déplacements des troupes et de l'armement de l'armée nazie.

Le groupe « **Tito** ⁸⁵ » s'illustre. Dirigé par un paysan de Blussangeaux, **Henri Bourlier**, et basé dans le Bois du Bacon à Colombier-Châtelot. Très mobiles, renseignés par le groupe Coucou, ces jeunes (ils ont tous entre 17 et 25 ans !), vont perpétrer plus d'une quinzaine d'attentats sur la ligne de chemin de fer Besançon-Belfort entre le 8 juin et le 22 août 1944 dont certains particulièrement téméraires (maîtrise de gardes-voies et trains fantômes).

La réception des parachutages

Les parachutages qui ont fait si cruellement défaut au maquis d'Ecot et tant attendus par les groupes de résistants arrivent enfin. Les nuits du 13 au 14 juillet à Désandans, du 18 au 19 juillet à Montenois, la semaine suivante à Valonne et Montenois, les nuits du 4 au 5 août à Rémondans, du 6 au 7 août à Soye, du 8 au 9 août à Courmont (70), du 9 au 10 août à Laire. Ces parachutages permettent de poursuivre les sabotages. Ils permettront surtout d'armer les groupes qui rejoindront le maquis du Lomont après la mi-août.



La propagande pour la Libération

L'action des résistants, attentats ou maquis, si elle a le soutien d'une bonne partie de la population, ne fait cependant pas l'unanimité, faisant craindre les réactions allemandes, les représailles, les prises d'otages. Il faut expliquer et convaincre.

Le 27 mai 1943 s'est réuni à Paris le Conseil National de la Résistance (CNR), avec les différentes composantes de la Résistance (gaullistes, syndicalistes, communistes ...). Sous le titre « Les jours heureux » le CNR a fixé les mesures qui seront prises à la Libération : Rétablissement du suffrage universel et liberté de la presse, nationalisations (énergie, banques, assurances), plan complet de sécurité sociale ...

*Brochure clandestine
diffusée en 1944*

**LES
JOURS HEUREUX**

PAR
LE
C. N. R.

La Résistance ne combat plus seulement pour libérer le pays du nazisme, elle porte en elle des mesures inédites de transformations économiques et sociales.

Comme recommandé par le CNR, il se crée à Montbéliard un Comité Local de Libération qui se fixe notamment comme objectifs d'inciter à la solidarité avec la Résistance et de faire connaître le programme des Jours Heureux. Le groupe Libération et **Jules Carrez** (voir page 120) jouent un rôle-clé dans ce travail d'écriture et de diffusion de la propagande.

12-7-3 Le maquis du Lomont

Les Alliés ont prévu un débarquement en Provence avec l'objectif de remonter la vallée du Rhône, puis de rejoindre le Rhin. Ils décident d'un maquis-relai dans la région. Le Lomont a le double avantage d'être adossé à la Suisse et d'offrir des facilités de parachutages.

Le contre-temps de la grève !

Le 10 août, une grève éclate dans les usines Peugeot Valentigney, Beaulieu, Pont-de-Roide et Hérimoncourt (Terre blanche) ainsi qu'à la **SIBEL** : plus de 5000 ouvriers refusent que leurs paies soient amputées par les interruptions de travail liées aux sabotages. Les Allemands sont sur les dents et investissent en force ces différentes localités. Dans ces conditions, faire monter les groupes de résistants et leur matériel au Lomont est trop risqué.

On ignore ce que les responsables de la résistance ont dit aux grévistes mais, après leur intervention, le travail reprend, et le 17 août, les camions de FFI, reconnaissables à leurs fusils mitrailleurs traversent Hérimoncourt sous les applaudissements pour gagner le maquis !

Les premiers groupes

Sous la direction d'**Ernest Floege**, le successeur d'Harry Rée, convergent au Lomont, en bon ordre, les hommes du réseau Stockbroker, le groupe du Crassier d'Audincourt, le groupe de Delle (photo), essentiellement composé d'ouvriers de l'usine **UDD**, le groupe de **Georges Cassard** de Dampierre-les-Bois, le groupe **Robert Brand** de Bavans, le groupe **Edouard Montavon**⁸⁶ de **Vandoncourt**⁸⁷.



L'attaque repoussée du 22 août

Ils sont déjà plus de 750 maquisards, quand les Allemands donnent l'assaut à l'aube, avec 400 fantassins et quelques chars.

Les combats durent toute la journée marquée par les coups d'éclat des partisans, encouragés par la présence à leurs côtés et au plus fort de la bataille d'**Ernest Floege** :

- ✓ La « charge de Mohicans » qui voit des hommes des groupes **Robert Brand** et **Georges Cassard** attaquer à découvert et s'emparer des fermes de Brisepoutot.
- ✓ La Tour carrée qui avait été perdue le matin est reprise à 19H.

Les Allemands doivent se replier. Le succès des maquisards a coûté la vie à 7 d'entre eux auxquels il faut ajouter 14 blessés dont 2 vont succomber à leurs blessures.

Un maquis de 3 200 hommes



Dès le 23 août, de nombreux volontaires rejoignent le maquis, ce qui va demander un gros travail d'organisation et de logistique. Pour autant, **Ernest Floege** demande aussi à certains groupes de rester dans le Pays de Montbéliard, à la fois pour le renseignement et pour ne pas laisser l'occupant tranquille dans les zones urbaines.

Le Lomont se dote d'un service médical (avec le **D^r Samuel Petrequin**, qui avait déjà soigné le **Colonel Fabien** et **Harry Rée**) et, contrairement au maquis d'Ecot, reçoit 5 parachutages avec au total 144 conteneurs d'armes, de munitions, de matériel divers, et plus de 80 parachutistes dont **Joseph Maetz**, le syndicaliste communiste de Béthoncourt et **André Vanderstraeten**, le bras droit d'**Harry Rée**, tous deux chargés des liaisons. Quoique limitée, cette aide est précieuse.

Les partisans ne restent pas repliés dans leur maquis : ils libèrent les villages de Montécheroux, Chamesol, Liebvillers, Villars-les-Blamont, font prisonniers des soldats et officiers allemands, attaquent les convois de l'occupant dans la vallée du Doubs (Noirefontaine, St Hippolyte ...) et lancent des actions jusqu'à L'Isle-sur-le-Doubs et Clerval pour tenter de s'emparer des ponts sur le Doubs. Ils n'y parviendront pas.

Au cœur du choc des armées

- ✓ Après le débarquement franco-américain du 15 août 1944 en Provence, la 1^{ère} armée française, dirigée par **De Lattre de Tassigny**, remonte rapidement la Vallée du Rhône. Sans attendre la Libération de Lyon (6 septembre), une partie des troupes est dirigée à marche forcée vers la Franche-Comté, avec l'objectif de prendre la trouée de Belfort.
- ✓ L'Etat-major allemand a parfaitement compris la manœuvre et l'enjeu. Il lui faut tout à la fois couper la route des alliés vers l'Alsace et couvrir la retraite de ses armées d'occupation. Il fait du Pays de Montbéliard un verrou avec de nouveaux effectifs de fantassins, une Panzerdivision, des canons d'artillerie. Le tout complété par un renfort de Gestapo [et de miliciens](#)⁸⁸.

Tout est en place pour que le choc des armées se déroule ici.

Le 6 septembre : symbole du nouveau face-à-face

La journée du 6 septembre illustre bien cette situation centrale et stratégique du Lomont :

- ✓ Le matin, les partisans repoussent seuls une colonne allemande, précédée d'une automitrailleuse blindée, qui s'avance vers Villars-les-Blamont.
- ✓ L'après-midi, les tirailleurs algériens font à Montécheroux la jonction avec le maquis dont les effectifs sont intégrés à la 1^{ère} armée française.

Dès lors, le front se fige :

- ✓ L'armée française et les ex-maquisards tiennent le « haut » : Lomont, plateau de Maîche et Haut Doubs. Pour avancer ils ont besoin de renforts et de carburant.
- ✓ Tandis que les Allemands occupent le « bas » : Pays de Montbéliard, Vallée du Doubs jusqu'à L'Isle-sur-le-Doubs (libéré le 18 septembre), Vallée du Gland jusqu'à Danne-marie-les-Glay et le bois des Trembles. De là, ils multiplient les contre-offensives, les ouvrages défensifs et les champs de mines, tandis que leur artillerie pilonne le Lomont et les villages libérés.

Il a fallu 3 semaines aux Alliés pour venir de Provence au Lomont. Il faudra plus de 2 mois pour libérer Montbéliard.

Deux mois martyrs

Dans le Pays de Montbéliard, les Osttruppen (soldats nazis de l'Europe de l'Est) pillent et violent. Les Allemands raflent des centaines d'hommes pour leurs travaux de « fortification », arrêtent, torturent, exécutent et déportent à tout-va, 300 montbéliardais sont envoyés au STO en Allemagne. Les villages soupçonnés d'avoir aidé la Résistance vont être des villages martyrs : Villars-sous-Écot (22 fusillés), Etobon (46 fusillés), Montenois (16 fusillés), Laire (11 fusillés), Beaucourt (quarante déportés à Schirmeck dont le maire **Alfred Pechin**, 72 ans) ...

Depuis la perquisition de la Cure, **Paul Selb**, s'il continue sa mission d'agent de liaisons, est planqué à la ferme du Mont Chevis. Un stock d'armes est enterré dans le cimetière mennonite. Découvert, le fermier **Elie Breuillot** est fusillé par les nazis le 13 octobre.

Emile Bencetti, qui a pris la direction du groupe de Bethoncourt après le départ de **Joseph Maetz** et l'arrestation de **Fred Ohlgiesser** met ses hommes les plus recherchés à l'abri dans le maquis des bois de Montevillers (vers Vyans-le-Val).

Libération

Malgré la répression, ce sont encore les résistants montbéliardais **Fernand Strasser**, **Paul Billerey**, **Raymond Gallizia**, **Émile Zenner**, **Henri Tournier** et **Paul Montagnon** qui, au péril de leurs vies empêchent les nazis de



détruire les ponts sur la Lizaine et l'Allan, permettant ainsi le passage **des tirailleurs marocains qui libèrent la ville le 17 novembre.**

L'ambigu parcours de **Pierre Sire**

Adversaire de la classe ouvrière et du progrès social

En avril 1936, à la tête du Secrétariat Social Peugeot, **Pierre Sire** est l'un des principaux animateurs de la campagne de **François Peugeot** contre le Front Populaire (page 77).

En juin 1936, avec le soutien des fascistes du PSF (ex-Croix de feu), il fait distribuer les cartes d'adhésion au « syndicat professionnel », destiné à cautionner une convention collective au rabais (page 82).

Fin 1936, il rejoint la Direction de la Main d'œuvre et des Relations Syndicales qui va piloter la répression contre les grévistes de 1937 et contre les animateurs de la grève générale du 30 novembre 1938.

C'est donc un ennemi déclaré du mouvement ouvrier et de la CGT.

Homme de confiance de Peugeot et de Vichy

En 1939 il est promu Directeur du service de coordination des Usines Peugeot du Doubs. Il a donc la main sur les « activités sociales patronales » des 4 sociétés Peugeot du Doubs.

Suivant la politique paternaliste recommandée par la famille Peugeot qui a cruellement besoin de préserver la santé de sa main d'œuvre, son service met en place des cantines ravitaillées par les 17 fermes que la famille Peugeot a « réquisitionnées » dans ce but.

En 1941, avec la bénédiction des autorités de Vichy, il est désigné (il n'y a pas d'élections), maire de Mandeure, succédant ainsi à **Eugène Peugeot**.

Le vent tourne

En juillet 1943 quand **Rodolphe Peugeot** s'engage vis-à-vis de **Harry Rée** à faciliter l'action de la Résistance contre la garantie de non-bombardement des usines, **Pierre Sire** se conforme à la nouvelle orientation : Il utilise les 17 fermes Peugeot pour y cacher des réfractaires au STO et s'arrange pour leur fournir de faux papiers. Il met à la disposition de résistants des véhicules de l'entreprise et du ravitaillement.

Bienvenu en Suisse

Le 24 mars 1944, il échappe à l'arrestation des directeurs, et paie 4 000 F à un passeur pour gagner la Suisse. Il y est accepté, sur intervention du Commandant du service de renseignements de la Brigade frontière suisse, « *en raison des inappréciables services rendus par ses renseignements sur la situation en France et à la frontière* » (?). Nous n'en saurons pas plus.

Arrivée tardive au Lomont

Il rejoint le maquis du Lomont trois jours après les combats du 22 août.

Il a été dit parfois que le Lomont était une émanation de la direction Peugeot. La mise en place du maquis sur décision des Alliés, sa constitution à partir de groupes préexistants, l'arrivée tardive de Pierre Sire, vont à l'encontre d'une telle affirmation. Ce que confirme l'analyse de Nathalie Lambert (Le maquis du Lomont, ed Editions Reiter, Belfort, 1994).

La série d'articles dans les « bulletins intérieurs Peugeot » et la presse locale qui glorifieront ensuite l'aide de Peugeot à la Résistance et au maquis du Lomont, ne changent rien à l'affaire : la Résistance a été, avant tout et principalement, l'œuvre des classes laborieuses, ouvriers d'usine, cheminots, employés des PTT ... et parfois paysans.

12-8 Epilogue sur la Résistance

Ce chapitre, déjà trop long, n'aura cependant pas permis de retracer tous les épisodes ni toutes les figures qui ont marqué la Résistance dans le Pays de Montbéliard. Je ne peux le refermer sans évoquer quelques aspects et personnes qui me semblent incontournables.

Fredy les grandes oreilles.

Frédéric Ohlgiesser est roumain. Nous l'avons déjà rencontré comme agent de liaison d'**Emile Joly** au maquis d'Ecot (page 128). C'est encore à lui qu'**Elisabeth Schott** fait appel quand un officier allemand lui fait des avances (page 122). Avec son groupe de résistants, « Fredy Drouin » effectue de nombreux sabotages.



Il met aussi au point une méthode incroyable de renseignements. A la poste de Montbéliard son groupe effectue un branchement, qui lui permet d'écouter les communications en provenance ou à destination des forces d'occupation et des officiers allemands. **Victor Kuentzmann**, étudiant, membre du réseau Défense de la France (voir page 120), parfaitement bilingue, se charge des écoutes en allemand. Une mine d'informations qui ne fonctionne que grâce à la participation active des opératrices PTT **Edwige Gros Lambert**, **Constance Guyard**, **Micheline Linck**, **Andrée Rosselin**.

Dénoncé, **Frédéric Ohlgiesser** est arrêté le 6 septembre 1944. Interrogé et torturé au Château Mattern, il est exécuté par des miliciens français dans le bois de Dasle le 7 septembre ⁸⁹. **Victor Kuentzmann** est arrêté à son tour une dizaine de jours plus tard. Il est fusillé par des miliciens français le 26 septembre dans le bois d'Allondans.

Femmes en Résistance

Le rôle essentiel des femmes dans la Résistance est souvent méconnu. Dans ce récit, nous avons croisé **Aline Lana**, **Marguerite Socié**, **Suzanne Paganelli**, **Odette Frossard**, **Germaine Tissot**, **Ida Jacquemai**, ... **Germaine David** et les ouvrières de Fonderie (Stockbroker), **Renée Lods**, **Yvonne Emonnin**, **Marcelle Joly**, qui hébergent **Harry Rée** ... les opératrices du téléphone (encadré ci-contre), sans oublier **Lou Blazer**, **Elisabeth Schott**... D'autres, secrétaires dans les mairies, prennent aussi de gros risques en appliquant des tampons officiels sur de faux papiers. D'autres enfin se consacrent à l'hébergement des clandestins, au transport des armes ... Beaucoup, dont je n'ai pas pu parler ont été arrêtées et déportées.

Une Résistance internationaliste

Des antifascistes italiens aux réfugiés espagnols, des frères polonais **Frontczak**, en passant par des suisses comme **Pierre Fridelance** ou des roumains comme **Frédéric Ohlgiesser**, la Résistance du Pays de Montbéliard est internationale et internationaliste.

Il faut y ajouter qu'après la Libération de Paris par les républicains espagnols de la Nueve ⁹⁰, ce sont les tirailleurs algériens qui volent au secours du maquis du Lomont et les tirailleurs marocains qui libèrent Montbéliard. On est loin des accents cocardiers qui prévalent parfois dans les commémorations !

Index des principaux noms cités

ABDELKRIM EL KHATTABI (dit Abdelkrim) : note³³ - https://fr.wikipedia.org/wiki/Abdelkrim_el-Khattabi

ABLITZER Edouard – pages 20, 21, 25 - <https://maitron.fr/ablitzer-edouard/>

AGAFONOV Alexandre – page 111 -

AIRAULT Paul - page 118 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12175>

ALLEMANE Jean – page 14 - <https://maitron.fr/allemene-jean/>

ALSEN (brasserie) – page 11 -

AMSTOUTZ Maurice – page 105 - <https://maitron.fr/amstoutz-maurice-louis/>

AMSTOUTZ Rolande – page 105 -

ANDERLIN Gilbert – page 116 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12596>

ANDRE Marcel – page 85 - <https://maitron.fr/andre-marcel-julien/>

ANNEQUIN Emile -page 128 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12195>

ANTONIETTI Jean-Marcel - pages 118, 119 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12197>

ARAGON Louis – page 114 - <https://maitron.fr/aragon-louis/>

AUGEROT Roger – page 83 - <https://maitron.fr/augerot-roger/>

AVONDO François – page 85 - <https://maitron.fr/avondo-francois/>

BADEL Jean – note⁹⁰ - <https://fusilles-40-44.maitron.fr/badel-robert-andre-jean-julien/>

BALZINGUE (tricotage) – page 11 -

BANET Michel – page 129 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12215>

BARA Joseph – note⁶⁶ - https://fr.wikipedia.org/wiki/Joseph_Bara

BARDENET Roger – pages 77 - <https://maitron.fr/bardenet-roger/>

BARDET (prénom inconnu) – note⁴⁰ -

BASCH Victor – page 114 - <https://fusilles-40-44.maitron.fr/basch-victor/>

BAUFLE Maurice – page 66 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice_Baufle

BAUMANN (chaiserie Colombier Fontaine) – page 86 -

BEDAT René – page 118 - <https://maitron.fr/bedat-rene-louis/>

BELIN René – pages 76, 91 - <https://maitron.fr/belin-rene-joseph-jean-baptiste/>

BELLINO Charles – pages 49, 64 - <https://maitron.fr/bellino-charles/>

BENCETTI Emile -pages 99, 123, 134 -

BENCETTI Félix – pages 99, 123 -

BENZ (prénom inconnu) – page 55 -

BERMONT Armand – pages 66, 75, 92, 121, 122 - <https://maitron.fr/bermont-armand-bermont-jules-armand/>

BERNARD Paul – note⁷⁹ -

BERNARD Robert – note⁹⁰ - <https://maitron.fr/bernard-robert-jules-alexandre/>

BERNE Roger – page 100 -

BERNIER Charles – Pages 97, 105 -

BERTAUX Paul – note⁷⁹ -

BERTIN Marcel – page 105 – cité dans <https://c.estrepublikain.fr/defense-guerre-conflit/2023/05/04/le-souvenir-des-deportes-politiques-dampierrois>

BESSE Suzanne – page 50 -

BESSON Maurice - page 111 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=11963>

BEUCLER Pierre – page 128 -

BIDAULT Georges -page 114 - <https://www.ordredelaliberation.fr/fr/compagnons/georges-bidault>

BIETRY Pierre – pages 20, 21, 25, 27, 28, 33 - <https://maitron.fr/bietry-pierre/>

BIETRY Robert - pages 118, 119 - <https://maitron.fr/bietry-robert/> et <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12305>

BIGUENET Louis – note⁷⁹ –

BILLEREY Paul – page 134 – cité dans <https://c.estrepublicain.fr/edition-belfort-hericourt-montbeliard/2019/11/17/il-y-a-75-ans-la-liberation-mon-pere-ce-heros>

BISINGER Ernest – note²³ -

BLANC James – page 83 - <https://maitron.fr/blanc-9/>

BLANQUI Auguste – page 14 - <https://maitron.fr/blanki-auguste-blanki-louis-auguste-dit-auguste-appelle-aussi-parfois-blanki-jeune/>

BLAZER Louise (dite Lou) – pages 123, 136 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Louise_Blazer

BLUM Leon – pages 61, 76, 86, 92 et notes³¹ et ⁴⁶ - <https://maitron.fr/blum-leon-andre/>

BONAL Auguste - page 126 - <https://fr-academic.com/dic.nsf/frwiki/154975>

BONNOT Jules – page 13 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Bande_%C3%A0_Bonnot

BORDENNESES Emile – note²³ –

BORDY René -page 100 -

BOUCKWALTER (prénom inconnu) – page 83 - <https://maitron.fr/bouckwalter/>

BOURCART (filature) -pages 11, 41 -

BOURLIER Henri (dit Tito) – page 131 et note⁸⁵ - <https://clespourlhistoire.ac-besancon.fr/henri-bourlier-dit-tito/>

BOURQUARD Armand – pages 111, 114 -

BOURQUIN Georges – page 104 -

BOURQUIN Jacques – page 130 - <https://maitron.fr/bourquin-jacques/>

BOURQUIN Madeleine – non citée - <https://maitron.fr/bourquin-madeleine-nee-lelu-madeleine-marguerite/>

BOUSSON (café de Hièvres-Magny) – page 111 -

BOUTEILLER Robert – page 118 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12378>

BRADMETZ (prénom inconnu) – page 83 - <https://maitron.fr/bradmetz/>

BRAND Robert -pages 127,128, 129, 132, 133 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12383>

BRENGARD René - page 118 -

BRETEY (prénom inconnu) – pages 20, 21 –

BREUILLOT Elie – page 134 - <https://maitron.fr/breuillot-paul-elie/>

BRIAND Aristide – page 14 - <https://maitron.fr/briand-aristide/>

BROUSSE Paul – page 14 - <https://maitron.fr/brousse-paul-louis-marie/>

BROUTCHOUX Benoît - photo page 26 - <https://maitron.fr/brouchoux-benoit/>

BRUNSCHVIG Cécile - page 81 -

BUDA Augustin – page 100 - <https://maitron.fr/buda-augustin-egiste/>

BUDA Francesco – page 118 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12395>

BUDA Pascal – page 118 -

BURKHOLZER Albert – page 55 -

BUSCHENSCHUTZ Paul – page 121 et note⁷³ - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=11977>

CARDOT Alfred – page 86 –

CARDOT Charles – page 55 - <https://maitron.fr/cardot-charles/>

CARISEY Marcel – page 85 - https://brigadesinternationales.fr/wiki/CARISEY_Marcel

CARNOT Sadi – page 13 - [https://fr.wikipedia.org/wiki/Sadi_Carnot_\(homme_d%27%C3%89tat\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Sadi_Carnot_(homme_d%27%C3%89tat))

CARREZ Jules – pages 68, 121, 132 - <https://maitron.fr/carrez-jules/>

CARRIUN Jean – page 85 - https://www.brigadesinternationales.fr/wiki/CARRIUN_Jean

CASSARD Georges – pages 132, 133 -

CATTIN André – article page 87 -

CAVERZAZIO Auguste – pages 99, 106, 118 -

CAZALS Léopold -pages 42, 43, 50, 51, 56, 62, 63, 65 et note²⁶- <https://maitron.fr/cazals-leopold-cazals-antoine-anatole-leopold/>

CHAILLARD Henri – pages 115, 116, 118, 119 - <https://maitron.fr/chaillard-henri-pierre/>

CHAPUT René – page 105 – cité dans <https://c.estrepublicain.fr/defense-guerre-conflit/2023/05/04/le-souvenir-des-deportes-politiques-dampierrois>

CHARMOIS Lucien – note⁷⁹ -
https://www.memoiredeshommes.defense.gouv.fr:443/ark:40699/m005a2955708a82a.moteur=arko_defaut_66fbf634de6a5

CHAUTEMPS Camille - page 86 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Camille_Chautemps

CHEVAL Marc – page 106 - <https://maitron.fr/cheval-marc-francois/>

CHEVRET Louis – article page 87 -

CHEVROLET Edouard – page 105 – cité dans <https://c.estrepublicain.fr/defense-guerre-conflit/2023/05/04/le-souvenir-des-deportes-politiques-dampierrois>

CHEVROLET René – page 105 - <https://maitron.fr/chevrolet-ou-chevrollet-rene/>

CHEVROT Georges – page 114 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Georges_Chevrot

CHOCHARD Robert – pages 118, 119 - <https://maitron.fr/chochard-robert-henri-louis/>

CHOGNARD Maurice – page 83 - <https://maitron.fr/chognard-maurice/>

CHOUFFET (prénom inconnu) – page 83 -

CHOULET Edouard – note⁹ -,

CHURCHILL Winston – note⁴³ -

CLERC Camille, Elie et Louis -pages 111, 114 –
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=11988>

CLERC Eugenie – page 112 -

CLERC Georges – page 111 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12467>

COOK Emile – page 55 –

CORDIER André – page 118 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12496>

COUDRIET Andrée (épouse de Pierre Georges) – page 112-
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12032>

COULON René – page 68 - <https://maitron.fr/coulon-rene/>

CRINQUAND André – pages 118, 119 -
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12517>

CROISSANT Auguste – page 102 -

CROISSANT Raymonde – article page 87 -

CROIZAT Ambroise -pages 66, 84 - <https://maitron.fr/croizat-ambroise/>

CROTTET Louis – page 105 -

CUBY André -pages 111, 113 – <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12002>

CUENOT Robert -pages 129, 130 -
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12525>

CURIE Pierre et Robert – pages 116, 118 - <https://fusilles-40-44.maitron.fr/curie-pierre-roger/>

CURTIT Marcel – note⁶³ -

CUVIER-WYSS – page 67, et voir aussi KUNTZ-WYSS page 101 -

DABIN Emile – pages 42, 51, 66, 67 - <https://maitron.fr/dabin-emile/>

DALADIER Edouard – page 86 - https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89douard_Daladier

DALLOZ Pierre – note⁸⁴ - <https://museedelaresistanceenligne.org/media966-Pierre-Dalloz>

DARNAND Joseph – page 92 -

DAVID Germaine – pages 126, 136 -
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12006>

DEAT Marcel – note⁶⁹ -

DEFAUT André – note⁹⁰ - <https://fusilles-40-44.maitron.fr/defaut-andre-marcel-georges-henri/>

DE GAULLE Charles (Général) – page 108 -

DE LATTRE DE TASSIGNY – page 133 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean_de_Lattre_de_Tassigny

DELMAS Pierre -pages 42, 44 –

DEMANY Hervé – note⁹⁰ - <https://maitron.fr/demany-herve-leon-arsene/>

DEMEUSY Jules -page 65 -

DEMOUGEOT Gilbert – article page 87 -

DESEVAUX Constant -page 55 –

DIDIER Lucien – note⁷⁹ - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12563>

DIEBOLD Maurice – pages 84, 85, notes^{40 et 41} et article page 87 -

DI GIUSTO Roméo – article page 87 -

DIMITROV Georges – page 75 - <https://maitron.fr/dimitrov-georgi-pseudonymes-mikhailov-gavzila-1912-1920-bulgarie-karel-1921-autriche-italie-viktor-helmut-oskar-jan-chahafsm-gueligaire-rudolf-1923-1933-jeannette-paul-karl-vagar/>

DOMON André – note⁹⁰ - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12568>

DOMON Henri – note⁹⁰ – cité dans <https://resistance-pays-de-montbeliard-et-lomont.e-monsite.com/pages/l-histoire/cinq-patriotes-massacres-dans-les-bois-d-audincourt.html>

DONZE Georges – note⁷⁹ -

DORIOT Jacques – page 115 et note⁶⁹ - <https://maitron.fr/doriot-jacques-maurice-pseudonyme-guilleau/>

DORMOY Robert – notes^{78 et 79} -

DOUTEAUX Antoine – page 42 -

DOUTRELEAU André – article page 87 -

DREYFUS Alfred (le capitaine DREYFUS) : pages 36, 122 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Affaire_Dreyfus

DREYFUS Georges – page 20 - <https://maitron.fr/dreyfus-georges/>

DUCATILLON Jean-Baptiste – pages 42, 44, 50, 29, et note²⁶ - <https://maitron.fr/ducatillon-jean-baptiste/>

DUCRET Henri – pages 109, 112 -

DUFFING Francis – pages 111, 113, 114 -
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12012>

EBERHART Henri - page 114 -

EFFNER (prénom inconnu) – pages 20, 21 - <https://maitron.fr/effner/>

EMERNE Louis – page 105 -

EMONNIN Yvonne – pages 124, 135 -

EMONNOT Roger - page 118 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12595>

ENGELS Friedrich – note¹⁹ - <https://maitron.fr/engels-friedrich/>

FABIEN (Colonel) : voir **GEORGES Pierre**

FABRIZI Charles - page 66 - <https://maitron.fr/fabrizi-charles-louis/>

FAIVRE Léon – page 104 -
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12124>

FALASCHINI Louis – page 86 -

FALLOT Lucien – page 83, article page 87, note³⁹ - <https://maitron.fr/fallot/>

FARGE Yves - page 114 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Yves_Farge

FAVIER Marius – page 104 -

FERRAND Edgar – pages 66, 67, 68 - <https://maitron.fr/ferrand-7/>

FERRARI Louis – pages 116, 118, 119 - <https://fusilles-40-44.maitron.fr/ferrari-louis/>

FERRY Jules – page 12 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Jules_Ferry

FEUVRIER Paul – page 100 -

FILSJEAN Charles – page 106 - <https://maitron.fr/filsjean-charles-louis-francis/>

FIOUX André – pages 111, 113, 114 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12021>

FISCHER Louis – note⁷⁹ - <https://fusilles-40-44.maitron.fr/fischer-louis-leon/>

FLOEGE Ernest – pages 128, 132, 133 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Ernest_Floege

FLORY Jean – page 120 - <https://www.ajpn.org/personne-8386.html>

FOLLETTE Pierre – pages 116, 118, 119 - <https://fusilles-40-44.maitron.fr/folletete-pierre-jean-albert/>

Forces motrices du Refrain, puis **de l'Est** – pages 11, 51, 55, 101, 128 -

Forges d'Audincourt – pages 20, 51, 55, 82, 83, 85, 86, 87, 103, 131 -

FOUILLETTE Roger – page 126 et note⁸¹ - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=2782>

FOURTOT André – note⁷⁹ -

FRACHON Benoit – page 114 - <https://maitron.fr/frachon-benoit/>

FRANCO Francesco – pages 73, 47 notes^{33 et 36} -

FRIDELANCE Joséphine – page 119 -

FRIDELANCE Pierre – pages 115, 116, 117, 118, 119, 136 - <https://maitron.fr/fridelance-pierre-francois-martin/>

FRIDELANCE Robert – page 119 -

FRONTCAZAK André – pages 97, 105, 136 - <https://maitron.fr/frontczak-andre/>

FRONTCAZAK François – pages 97, 102, 103, 105, 136 - <https://maitron.fr/frontczak-francois/>

FRONTCAZAK Willy – pages 97, 102, 103, 104, 136 - <https://maitron.fr/frontczak-willy-frontczak-othon-guillaume-dit-willy/>

FROSSARD Louis – pages 105, 106 – cité dans <https://maitron.fr/frossard-odette-epouse-romain/>

FROSSARD Ludovic-Oscar – pages 27, 33, 36, 43, 49, 62, 64 et note²⁶ - <https://maitron.fr/frossard-oscar-louis-dit-l-o-frossard-dit-ludovic-oscar-frossard/>

FROSSARD Odette – pages 105, 106, 136 - <https://maitron.fr/frossard-odette-epouse-romain/>

GABLE Jacques – pages 118, 119 -

GABUS Jeanne – page 109 – évoquée dans : <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12670>

GABUS René – pages 110, 115 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12670>

GALLIZIA Raymond – page 134 – cité dans <https://c.estrepublikain.fr/edition-belfort-hericourt-montbeliard/2019/11/17/il-y-a-75-ans-la-liberation-mon-pere-ce-heros>

GARNERET Jules – pages 103, 104 -

GARNIER Louis – pages 101, 103 - <https://maitron.fr/garnier-louis-achille-version-dbge/>

GAULT Alfred – pages 129, 130 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12686>

GENEY David – page 68 - <https://maitron.fr/geney-david/>

GENIN Adrien – page 105 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12031>

GENIN Gaston – pages 97, 101, 104 - <https://maitron.fr/genin-gaston/>

GEORGES Andrée (épouse de Pierre Georges, née COUDRIET) – pages 112, 114 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12032>

GEORGES Louis – note³⁴

GEORGES Monique – page 112 et note⁶¹ - <https://www.babelio.com/auteur/Monique-Georges/395906>

GEORGES Pierre (Colonel Fabien) – pages 97, 102, 106, 110, 111, 112, 113, 114, 119, 133 et notes^{59 et 64} - <https://maitron.fr/georges-pierre-dit-fredo-dit-colonel-fabien/>

GIGANDET Roger – pages 118, 119 -

GIRARD André – pages 82, 83, 107 - <https://maitron.fr/girard-andre-alfred/>

GIRARD Henri – page 118 - <https://maitron.fr/girard-henri-3/>

GODARD Justin – page 114 - <https://www.lyonmag.com/article/145869/qui-etait-justin-godart-avocat-maire-de-lyon-et-surtout-meneur-de-grands-combats-sociaux>

GODARD Robert – page 126 - <https://patronsdefrance.fr/?q=sippaf-actor-record/13456>

GOETSCHY Henri – pages 124, 126 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12036>

GOUDEY Emile - note⁷⁹ -

GRANGIER André - page 118 -

GREDY – pages 77, 84 -

GRIESBAUM Edouard – pages 111, 113 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12725>

GRIFFUELHES Victor – page 34 - <https://maitron.fr/griffuelhes-victor-griffuelhes-jean-victor/>

GROSJEAN Fernand – note⁷⁹ -

GROSLAMBERT Edwige – page 136 -

GUALDI Joseph – pages 99, 105 -

GUEDAT Jules, Iris – page 106 - <https://fusilles-40-44.maitron.fr/guedat-iris-jules/>

GUESDES Jules – pages 14, 36, 61 et note²⁰ - <https://maitron.fr/guesde-jules-bazile-mathieu-jules-dit/>

GUEUTAL Henri – page 68 -

GUILLY Alfred – note⁷⁹ -

GUYARD Constance - page 136 -

HAPPE André – pages 110, 111 -

HARTMANN Jean – article page 87 -

HAUGER Jean – pages 127, 128 -

HEBMANN Pierre – page 121 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12757>

HEIM Charles – page 51 -

HENTZY Alphonse - page 124 et note⁷⁹ -

HERR Georges (Général) – page 41 -

HERZOG Maurice – pages 82, 83, 84, 85 et notes^{40 et 41} - <https://maitron.fr/herzog/> (fiche incomplète)

HINTZY Eugène – pages 42, 43, 50, 55, 63, 66 - <https://maitron.fr/hintzy-eugene-paul-gustave/>

HITLER Adolphe – pages 73, 91 et note³² -

HOLLARD Michel – page 121 - <https://mvr.asso.fr/hollard/>

HUG Eugène – pages 42, 49, 55, 56, 62 63, 65, 67 et note⁸⁸ - <https://maitron.fr/hug-eugene-marcel/>

HUGUENIN Gustave – page 127 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12771>

HUMBERT Léon – article page 87 -

JACQUEMAI Charles - page 118 -

JACQUEMAI Georges - pages 118, 119 -

JACQUEMAI Henri - pages 118, 119 – <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12783>

JACQUEMAI Ida - pages 118, 119, 136 – <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12784>

JACQUEMAI Joseph - pages 118, 119 – <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12049>

JACQUEMAI Maurice - pages 118, 119 – <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12050>

JACQUEMAI Otto - pages 118, 119 -

JACQUEMAI Paul - pages 118, 119 -
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12782>

JACQUEMAI René - page 118 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12051>

JACQUEMAI Robert - pages 118, 119 -

JACQUEMARD Marius – pages 75, 77, 97, 99 –
<https://maitron.fr/jacquemard-marius-francois-honore/>

JACQUEMIN Alfred – note²⁵ -

JACQUOT Edmond (curé) – page 56 -

JACQUOT Michel – page 130 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12790>

JACQUOT Roland - page 127 -

JANIN Henri – page 66 - <https://maitron.fr/janin-henri-emile-jules/>

JAPY (famille) -pages 11, 13,19 -

JAPY (usines) - pages 20, 25, 41, 50, 55, 82, 86, 107, 117, 130 -

JAPY Albert – note⁶ -

JAPY Frédéric – pages 9, 10 et note²

JAPY Gaston – pages 28, 51 et note⁶ -

JAPY Henri – page 19 et note⁶ -1

JAUMES Marcel – page 128- <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12798>

JAURES Jean -pages 14, 36 et notes^{20 et 21} - <https://maitron.fr/jaures-jean-jaures-auguste-marie-joseph-jean/>

JEAMBRUN Pierre -pages 118, 119 -
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12053>

JEANBOURQUIN Charles – page 106 -
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12801>

JEANFAIVRE Paul – article page 87 -

JEANNERET-GRIS Jean-Jacques – page 10 - voir https://www.persee.fr/doc/pleon_0249-5902_1977_num_1977_1_1206 page 30.

JEANNIN Adrien – pages 67, 87, 91, 107 - <https://maitron.fr/jeannin-adrien-emilien/>

JODRY (prénom inconnu) – pages 20, 21 –

JOLIOT-CURIE Frédéric – page 114 - https://francearchives.gouv.fr/fr/pages_histoire/39804

JOLIOT-CURIE Irène – pages 81, 122 - <https://maitron.fr/joliot-curie-irene-curie-irene/>

JOLY Charles -pages 97,102, 110, 111, 112, 127 – <https://maitron.fr/joly-charles-pierre-louis/>

JOLY Emile – pages 127, 128, 129, 130, 131, 136 -
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12821>

JOLY Marcelle (épouse de Charles) – pages 124, 135 -

JOUFFROY D'ABBANS (Joseph) – page 13 -

JOUGLET (prénom inconnu) – page 83 - <https://maitron.fr/jouglet-2/>

JOUHAUX Leon -pages 49, 62, 73, 91 - <https://maitron.fr/jouhaux-leon-henri/>

JOUE Henri -pages 42, 44 et note²⁶ –

JUTEAU René – note⁷³ -
<https://histoireprotestants22.blogspot.com/search/label/Ren%C3%A9%20Juteau>

KACHLER Ferdinand - pages 111, 113 -
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12056>

KAHN Pierre -page 123 - <https://c.estrepublikain.fr/defense-guerre-conflit/2025/08/01/une-rue-de-montbeliard-va-porter-le-nom-de-pierre-michel-kahn>

KUENTZMANN Victor – pages 121, 136 - <https://maitron.fr/kuentzmann-victor/>

KUNTZ-WYSS (ex-fonderie CUVIER-WYSS) -page 67) - page 101
- <https://pop.culture.gouv.fr/notice/merimee/IA25000964>

LACLEF Georges -pages 129, 130- <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12063>

LACORE Suzanne – page 81 -

LACROIX (prénom inconnu) – page 51 -

LAGRANGE Léo – page 81 -

LALLOZ Pierre – page 83 - <https://maitron.fr/lalloz-pierre/>

LANA Aline – pages 99, 100,105, 106, 136 - <https://maitron.fr/lana-serge/>

LANA Pierre – pages 99, 100, 102, 105 - <https://maitron.fr/lana-pierre/>

LANA Serge – pages 100,105 - <https://maitron.fr/lana-serge/>

LANGVIN Hélène (épouse Solomon) - note⁷⁵ -
https://fr.wikipedia.org/wiki/H%C3%A9l%C3%A8ne_Solomon-Langevin

LANGVIN Paul - page 122 - <https://maitron.fr/langvin-paul/>

LANGUMIER Adrien – pages 66, 67 - <https://maitron.fr/langumier-adrien-achille/>

LA ROCQUE François de - page 73 -

LA TRINITE Philippe de – page 114 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Philippe_de_la_Trinit%C3%A9

LARTIGUE Joseph – page 65 - <https://maitron.fr/lartigue-joseph-etienne-edmond/>

LAURENT Charles - pages 101, 104 -
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12067>

LAVAL Pierre – page 91, photo page 92 et note⁴⁶ - https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_Laval

LE CHAPELIER Isaac – page 12 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Isaac_Le_Chapelier

L'EPÉE (usine Ste Suzanne) – pages 128, 131 -

LEROY (Fonderie de Ste Suzanne) - pages 86, 128 et note⁸² -

LEVEQUE René - page 42 –

LHOTE (prénom inconnu) – page 84 –

LINDER (prénom inconnu) – page 25 –

LINCK Micheline – page 136 -

LIPMANN (usine – future usine LIP) – page 113 et note⁶²

LODS Renée – pages 124, 135 -

LOEFFEL Marcel – page 100 - <https://maitron.fr/loffel-marcel-charles-auguste/>

LONGUET Jean - pages 43, 49 - <https://maitron.fr/longuet-jean-longuet-frederic-jean-laurent/>

LOUEILH Robert – page 84 - <https://maitron.fr/loueilh-robert/>

LOUISON René – pages 111, 112 -

LOUYS Henry – pages 20, 21, 25 –

LOUYS Jean – note⁷⁹ -

LUCAS Pierre – page 124, photo page 125 et notes^{77 et 79} -
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12899>

LUXEMBOURG Rosa – note²¹ - <https://maitron.fr/luxemburg-rosa/>

MAETZ Joseph – pages 110, 127, 128, 129, 133, 134 - <https://maitron.fr/maetz-joseph-julien-pseudonyme-frantz/> et <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12905>

MAILLARD (usine de Montbéliard) – page 128 -

MAILLAT René – page 128 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12911>

MAILLOT René – page 109 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12913>

MAITRE (fonderie de Colombier-Fontaine) – page 128 -

MARGAINE Jean – page 126 -

MARGUET Emile – pages 111, 113 -

MARTI (usine Vieux Charmont) – pages 11, 83, 103, 128 -

MARTIN-CHAUFFIER Louis – page 114 - <https://maitron.fr/martin-chauffier-louis-marie-jean-dit-martin/>

MARTY André – note²⁹ - <https://maitron.fr/marty-andre-dictionnaire-algerie/>

MARX Karl – page 43 - <https://maitron.fr/marx-karl/>

MASSON Jean - page 116 -

MAITRE (Fonderie de Colombier-Fontaine) – page 128 -

MATTERN Ernest – pages 51, 55, 93, -

MAURIAC François – page 114 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Fran%C3%A7ois_Mauriac

MAURRAS Charles – page 73 -

MAUSSERVEY Mile – page 128 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12799>

MAZIMANN (prénom inconnu) – page 83 - <https://maitron.fr/mazimann/>

MASSION Boleslaw – page 126 - <https://www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr/ark/361860>

MENEGAUX Roger – note⁷⁹ -

MENETRE Edmond – pages 97, 102, 105 -

MEQUILLET NOBLOT (textile) – page 20 -

MERKLEM Armand – pages 110, 111, 113 -
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12083>

MERKLEM Maria-Lina – page 113 – citée dans
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12083>

MERRHEIM Alphonse – pages 33, 36, 43, 44, 49 - <https://maitron.fr/merrheim-alphonse-adolphe/>

METRENKO Alexis - pages 111, 113 -

METTETAL Frédéric – note⁷⁸ - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12962>

METTETAL Robert – pages 127, 128 – <https://maitron.fr/mettetal-robert/> et
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12961> Jean Hauger

MIELLET Georges – page 68 - <https://maitron.fr/miellet-georges-louis/>

MILLERAND Alexandre - pages 14, 35 - <https://maitron.fr/millerand-alexandre-millerand-etienne-alexandre/>

MINAZZI Elie – pages 99, 105 –

MINAZZI Georges – pages 109, note⁴⁹ -

MISMER Marcel – note⁷⁹ -

MITTLER – page 77 -

MOCQUERY Léon – page 115 -

MONATTE Pierre - pages 33, 65, 35 - <https://maitron.fr/monatte-pierre-dit-lemont-pierre/>

MONIOTTE Raymond – page 105 -

MONMOUSSEAU Gaston – pages 63, 73 - <https://maitron.fr/monmousseau-gaston-leon-rene-pseudonyme-brecot-jean/>

MONNIER Fernand – pages 42, 55, 63, 65, 67, 68 - <https://maitron.fr/monnier-fernand-andre/>

MONNIN Lucien – page 67 et note³⁴ -

MONTAGNON Paul – page 134 - cité dans <https://c.estrepublikain.fr/edition-belfort-hericourt-montbeliard/2019/11/17/il-y-a-75-ans-la-liberation-mon-pere-ce-heros>

MONTAVON Edouard - pages 127, 128, 132 et note⁸⁶ - <https://fusilles-40-44.maitron.fr/montavon-pierre-edouard/>

MOREL André – pages 111, 112 -

MOREL Lucien – article page 87 -

MOUGIN Georgette – page 123 -

MOUGIN Just – page 118 -

MOUHOT Emile – note³⁵ - <https://maitron.fr/mouhot-emile/>

MOUREY Jean – note⁷⁹ -

MOURLOT Emile – pages 42, 55, 68 - <https://maitron.fr/mourlot-emile/>

MOUSTIER (Léonel de) – note⁴⁶ - <https://mvr.asso.fr/moustier-de/> ou [https://fr.wikipedia.org/wiki/L%C3%A9onel_de_Moustier_\(1882-1945\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/L%C3%A9onel_de_Moustier_(1882-1945))

MOUSTIER (René de) – page 13 -

MOZER Jacques – pages 116, 118, 119 - <https://maitron.fr/mozer-jacques-claude/>

MULLER (prénom inconnu) – page 83 -

MUSSOLINI Bénito - pages 73, 99, 100 -

NAEGELEN René – page 64 - <https://maitron.fr/naegelen-rene-naegelen-gaston-rene/>

NAVET René – page 86 - <https://maitron.fr/navet-gabriel-jules-rene/>

NERI Jean (Nino) – page 123 - <https://fusilles-40-44.maitron.fr/neri-jean/>

OHLGIESSER Frédéric -pages 123, 129, 134, 136 et note⁹⁰ - <https://fusilles-40-44.maitron.fr/ohlgieser-friedrich-frederic/>

ORTSTEIN Jérôme – page 124, photo page 125 et note⁷⁸ -

OUDRY Louis – note²³ -

PAGANELLI Adolphe – page 99 -

PAGANELLI Suzanne – pages 99, 105, 136 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=13029>

PAILLON Léon – page 128 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=13036>

PALEO Antonio (dit Antoine) – page 85 -

PANIZZA Jean – page 123 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=13039>

PARIS Michel – page 118 -

PARISOT Paul -page 42 - <https://maitron.fr/parisot-paul-2/>

PARISOT (prénom inconnu) – page 83 - <https://maitron.fr/parisot-4/>

PAVET Raymond – pages 116, 118 - <https://fusilles-40-44.maitron.fr/pavet-raymond-henri-louis/>

PECHIN Alfred – page 134 - <https://c.estrepublikain.fr/culture-loisirs/2026/08/27/alfred-pechin-cet-ancien-maire-resistant-mort-en-deportation>

PENCALET Joséphine – page 63 - <https://maitron.fr/pencalet-josephine-veuve-le-ray/>

PEPE Robert – page 116 -

PERLINSKI Maria (épouse BEYLIE) sœur de Richard – page 118 -

PERLINSKI Richard – pages 85, 100, 102, 110, 111 - <https://maitron.fr/perlinski-winceslas-richard/>

PERLINSKI Thadé – page 105 – cité dans <https://maitron.fr/perlinski-winceslas-richard/>

PERRIN Henri - page 20 - <https://maitron.fr/perrin-henri/>

PETAIN Philippe – pages 91, 93, 98, 99, 107, 121 et note³³ - https://fr.wikipedia.org/wiki/Philippe_P%C3%A9tain

PETITGIRARD André – page 106 -

PETREQUIN Samuel (docteur) – page 133 -

PEUGEOT (famille) – pages 10, 11, 13, 19, 44, 93 -

PEUGEOT Armand – pages 25, 41 et note⁶ -

PEUGEOT Charles – note⁶ -

PEUGEOT Emile – page 44 -

PEUGEOT Eugène – page 135 et note⁶ -

PEUGEOT François – pages 77, 84, 93, 135 -

PEUGEOT Jean-Pierre – page 93 et note²⁵ -

PEUGEOT Jules 1 – note⁶ -

PEUGEOT Jules 2 – page 127 -

PEUGEOT Pierre – page 51 et note⁶ -

PEUGEOT Robert – page 51 et note²⁶ -

PEUGEOT Rodolphe – pages 124, 135 –

PEUGEOT (usines) – Sochaux, Mandeure (cycles), Hérimoncourt (terre-Blanche) ... ces usines sont présentes tout au long de ce document. Répertoire chaque page n'a pas d'intérêt.

PFEIFFER Jean – page 67 et note³⁴ - <https://maitron.fr/pfeiffer-jean-edouard/>

PINTUCCI Oreste – pages 83, 97, 99, 102, 106, 110, 111 - <https://maitron.fr/pintucci-oreste/>

PIOLI Bruno – pages 99, 102 -

PIOVA Joseph – pages 99, 102 -

PLANÇON Julienne – page 105 -

PLANÇON Henri -pages 97, 105 -

POILLET Robert – page 123 -

POUDEROUX Gilbert – page 131 -

POUGET Emile – page 13 - <https://maitron.fr/pouget-emile-pouget-jean-joseph-emile-dictionnaire-des-anarchistes/>

POURCHOT Gaston – page 122 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=13098>

POUTO Gerges – pages 117, 119 et note⁷⁰ – <https://jhm.fr/itinerare-dun-traitre/>. Cet article du Journal de la Haute-Marne décrit le personnage mais ne relate pas les méfaits de ce traître dans le Doubs.

PREVERT Jacques – page 81 - <https://www.memoresist.org/resistant/jean-prevost-2/>

PREVOST Jean – note⁸⁴ -

QUELET Charles Fritz – note²⁵ -

QUILLICI Paul - pages 26, 27, 28 –

RAMPHT Edmond – page 85 - https://www.brigadesinternationales.fr/wiki/RAMPHT_Edmond

REBATEL (prénom inconnu) – note⁷⁹ -

REE Harry – pages 124, 126, 127, 133, 135, 136 et note⁸⁶ - https://fr.wikipedia.org/wiki/Harry_R%C3%A9e

REFFAY Charles – page 83 -

REFRAIN (usine électrique) – voir **Forces motrices du Refrain** -

REIMBOLD Charles – page 86 - <https://maitron.fr/reimbolt-charles/>

RENARD Louis – pages 66, 68, 75, 121 et note²⁵ - <https://maitron.fr/renard-louis-jean-marie/>

RENAULT Louis – page 93 -

REYNAUD Paul – pages 86, 91 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Paul_Reynaud

RIBOT Pierre – note²³ -

RICHARD Charles - page 118 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=13139>

RICHARDOT Charles – note⁹ -

RICHE Daniel – page 118 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=13142>

RICHERT (prénom inconnu) – page 83 - <https://maitron.fr/richert-2/>

ROBESPIERRE Maximilien de – note⁶⁶ -

ROLINET Pierre – note⁷³ - <https://www.lenouveaumessager.fr/articles/entretien-2/pierre-rolinet-resistant-et-deporte>

RONZANI Pierre – page 111 – cité dans <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12083>

ROSSELIN Andrée – page 136 -

ROTH Robert – page 83 - <https://maitron.fr/roth-robert/>

ROUYE Gaston – page 65 -

RUEFF Auguste – note⁹ –

RUEL Georges – pages 112, 113, 114 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12115>

RUCKLIN René – pages 66, 67, 75, 77 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Ren%C3%A9_R%C3%BCcklin

SACM (Société Alsacienne de Construction Mécanique) devenue Alsthom – pages 25, 28 -

SAHLER (Filature) - page 25 -

SAHLER Alphonse – note⁶ -

SALENGRO Roger – page 83 et note³³ - <https://maitron.fr/salengro-roger-henri-charles/>

SALVEZ Georges – page 85 - https://www.brigadesinternationales.fr/wiki/SALVEZ_Georges

SCHEPRINGUE Léon – note⁷⁹ - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=13195>

SCHORPP Alfred – pages 124, 127, photo page 125 et notes^{78 et 79} -
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=13201>

SCHOTT Elisabeth – page 123, 136 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=13202>

SCHULTEISS Virgile – note 79 - <https://maitron.fr/schulteiss-virgile/>

SCHWALM Henri – pages 128, 129 -
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=13203>

SCHWANDER (meubles) – pages 20, 33, 41 -

SCHWANDER Jean-Henri (abbé) – pages 120, 126 -
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12120>

SEIGNEUR Jean (docteur) – page 123 -

SELB Paul – pages 120, 134 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=13205>

SEMBAT Marcel – pages 26, 36 - <https://maitron.fr/sembat-marcel-etienne/>

SENDER Charles – note³⁴

SIBEL (Société Industrielle des Bois de l'Est et des Landes) – pages 116, 117, 132 et note⁶⁸ -

SIMON Jean - pages 123, 127 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=13215>

SIRCOULOMB Jean – page 105 -

SIRE Pierre – pages 77, 107, 135 -

SMA (Société Mécanique d'Arbouans) – pages 86, 101, 116 -

SOCIE Léon – pages 110, 112 - <https://maitron.fr/socie-leon/>

SOCIE Marcel – pages 97, 100, 104, 105 -
<https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12124>

SOCIE Marguerite – pages 100, 105, 136 -

SOLO Charles – page 121 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=13220>

SOLOMON Jacques – note⁷⁴ - <https://fusilles-40-44.maitron.fr/solomon-jacques-iser/>

SORGUES (Antoinette Durand dite la « Citoyenne SORGUES ») - pages 26, 27 -
<https://maitron.fr/sorgue-citoyenne-durand-antoinette-epouse-cauvin-dite/>

SOUVARINE Boris -page 68 –
<https://maitron.fr/souvarine-boris-lifschitz-boris-dit-dit-varine/>
https://fr.wikipedia.org/wiki/Boris_Souvarine

STAVISKY Alexandre – pages 74, 86 et note³⁷ - https://fr.wikipedia.org/wiki/Alexandre_Stavisky

STEIN Georges – page 113 - <https://lapartmanquante.com/2023/12/17/sur-la-route-de-vandoncourt/>

STEIN Marguerite – page 113 - <https://lapartmanquante.com/2023/12/17/sur-la-route-de-vandoncourt/>

STOCCHETTI Charles - page 126 - <https://www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr/ark/1247070>

STRASSER Fernand – page 134 - <https://c.estrepublicain.fr/edition-belfort-hericourt-montbeliard/2019/11/17/il-y-a-75-ans-la-liberation-mon-pere-ce-heros>

TARO Gerda – photo page 85 - https://retraitescgtpsa.fr/E_Femmes_1936_Gerda_Taro.html

TELMAT Séraphin – page 42 - <https://maitron.fr/telmat-seraphin-pierre/>

THERIOT René – pages 102, 104 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=13234>

THOM Michel – page 121 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=13238>

THOMAS Albert -pages 36, 61 et note²⁴ - <https://maitron.fr/thomas-albert-thomas-aristide-albert/>

THOREZ Maurice – page 75 - <https://maitron.fr/thorez-maurice/>

TILLON Charles – page 63 et note²⁹ - <https://maitron.fr/tillon-charles-joseph/>

TISSOT Germaine – pages 119, 136 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=12134>

TITO (pseudonyme d'Henri Bourlier) voir à ce nom¹⁵¹

TITO Josip Broz – page 103 et note⁸⁵ - https://en.wikipedia.org/wiki/Josip_Broz_Tito

TOURNIER Henri - page 134 – cité dans <https://c.estrepubicain.fr/edition-belfort-hericourt-montbeliard/2019/11/17/il-y-a-75-ans-la-liberation-mon-pere-ce-heros>

TOURNUT Jacques – note⁷⁹ -

UDD (Usines Diélectriques de Delle) – devenues Von Roll - page 132 -

VAILLANT Edouard – pages 14, 26 - <https://maitron.fr/vaillant-edouard-vaillant-marie-edouard/>

VALLAT René – page 118 -

VALLES Jules – page 14 - <https://maitron.fr/valles-jules-louis/>

VANDERSTRAETEN Henri -pages 123, 124, 127,128, 129, 133 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=13269>

VAUFREY Ernest – note²³ –

VEITE (limes) – page 25 -

VENNAT Louis – page 83 - <https://maitron.fr/vennat-2/>

VERMOT (Chatenois-les-Forges) – pages 27, 74 et note²⁶-

VERMOT-DESROCHES Roger – pages 68, 75 - <https://maitron.fr/vermot-desroches-roger-joseph-albert/>

VERNAY (prénom inconnu) – pages 82, 83 - <https://maitron.fr/vernay/>

VIELLARD – pages 10,13 et note²⁶ - <https://www.alsace-histoire.org/netdba/viellard/>

VIGNERON Solange – page 105 - <https://maitron.fr/vigneronsolange/>

VILLEMINOT Pierre – pages 111, 113, 114 - https://everybodywiki.com/Pierre_Villeminot#google_vignette

VILLEQUEZ (prénom inconnu) – note⁴⁰ -

VIVIANI René - page 14 - <https://maitron.fr/viviani-rene-jean-raphael/>

VOILLAND Joseph - page 119 - <https://museedelaresistanceenligne.org/personnedetail.php?id=13301>

VOUILLEMIN Roger – page 85 - <https://maitron.fr/vuillemin-roger/> (cette fiche indique que Roger est tourneur à Andelnans, tandis que René Grillon indique qu'il habite à Andelnans mais travaille à Sochaux (Le Mouvement ouvrier dans le Territoire de Belfort T1 page 229)

VUILLEMOT Léon – page 83 - <https://maitron.fr/vuillemot-doubs/>

VURPILLOT Marie – pages 42, 50, 51, 62 - <https://maitron.fr/vurpillot-m-mme/> (fiche incomplète)

WALDECK-ROUSSEAU Pierre -pages 12, 26 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_Waldeck-Rousseau

WILHELM Arnold – note⁷⁹ -

WITTMANN Bernard – page 122 -

WITTMER (usine de Seloncourt) – pages 116, 128 -

WITTMER Daniel – page 126 -

WOLF René – pages 116, 117, 119 - <https://maitron.fr/wolf-rene-louis-clovis/>

ZENNER Émile – page 134 – cité dans <https://c.estrepubicain.fr/edition-belfort-hericourt-montbeliard/2019/11/17/il-y-a-75-ans-la-liberation-mon-pere-ce-heros>

ZUNINO Michel - page 114 - https://en.wikipedia.org/wiki/Michel_Zunino

Bibliographie

Sur l'histoire locale

Les débuts du mouvement ouvrier dans la région de Belfort-Montbéliard – Daniel Vasseur, Ed. Les belles lettres, 1967.

Le monde ouvrier dans le Pays de Montbéliard – Archives municipales de Montbéliard, Pochette pédagogique 9.

La naissance du syndicalisme de masse dans le Pays de Montbéliard 1917-1918 – Yves Cohen, mémoire de maîtrise, Université de Besançon 1976.

Mouvement social et politique d'organisation : Peugeot et le Pays de Montbéliard – Yves Cohen, publié dans *Le Mouvement social* n°175, avril/juin 1996.

Ouvriers et mouvement ouvrier dans le Doubs de la fin de la première guerre mondiale au début des années 1950 (2 tomes) – Claude Cuenot – Thèse d'histoire – Université de Bourgogne, 2000.
<https://books.openedition.org/pufc/36755>.

Le croque-rave libertaire – Eugène Hug, Pierre Rigoulot, Ed. Les presses d'aujourd'hui, 1980.

Le mouvement ouvrier dans le Territoire de Belfort (2 tomes) – René Grillon, Jean-Louis Romain, Ed. Cêtre 2011.

La direction de Peugeot sous l'occupation – François Marcot, publié dans *Le Mouvement social* n°189 (Ed. de l'Atelier/ Ed. ouvrières). Disponible sur le site internet des retraités CGT PSA Sochaux : https://retraitecgtpsa.fr/E_Occupation_01.html

Les ouvriers Peugeot, le patronat et l'Etat. François Marcot. https://shs.hal.science/halshs-05083565v1/file/1992_Marcot_Peugeot%20Ouvriers.pdf

Résistances 1940-1944 (2 tomes) - Jean-Pierre Marandin Ed. Cêtre.

Bethoncourt 1940/1945 Un devoir de mémoire – Brochure de l'Association Bethoncourtoise pour la mise en valeur du patrimoine local et de l'Association culturelle Club Léo Lagrange.

Le maquis du Lomont - Nathalie Lambert, Editions Reiter, Belfort, 1994.

En marche – Georges Minazzi, Ed Syros 1978 – Ce livre épuisé en librairie est disponible sur le site internet des retraités CGT PSA Sochaux :
https://retraitecgtpsa.fr/E_En_Marche_Minazzi_p000.html

Mémoires de l'Enclave – Jean-Paul Goux, Ed Mazarine 1986.

A Beaulieu depuis un siècle au service des travailleurs – Brochure de la CGT Beaulieu 1999

Peugeot Sochaux 1912/2012 : un siècle d'histoire ouvrière et de luttes sociales – Brochure de la CGT du site Peugeot-Citroën de Sochaux, 2012. Disponible sur le site internet des retraités CGT PSA Sochaux : https://retraitecgtpsa.fr/E_Centenaire_00.html

Sur l'histoire et les enjeux nationaux

Histoire de la CGT – René Mouriaux, Michel Pigenet, Jérôme Beauvisage, André Narritsens, Danielle Tartakowsky, Jean Mignadas, Joël Hedde, Stéphane Sirot, Elyane Bressol, publication IHS, Ed de l'atelier, 2015

Depuis 70 ans, la VO – Ed. La vie Ouvrière, 1979

Une loi pour les retraites – Débats socialistes et syndicalistes autour de la loi de 1910 » de Gilles Candar et Guy Dreux Ed. Le bord de l'eau, 2010

Notes

Si vous lisez ce texte sur un ordinateur, pour éviter les allers-retours entre votre lecture et les pages de notes, utilisez le lien actif sur le numéro de la note dans le texte. Pour retourner à votre lecture, cliquez sur le lien « [Retour](#) » qui figure en fin de note.

¹ **Corporation** – page 9 - Montbéliard compte de nombreuses corporations (appelées chonfes, dérivé de l'allemand « zunft », corps de métier).

Nos petites histoires n°23 « Montbéliard et ses chonfes » publié par les Archives de Montbéliard. <https://www.calameo.com/read/00210420048dc99b0f540> [Retour](#)

² **Franchises** – page 9 - Les villes franches sont celles qui ont acquis une certaine autonomie par rapport au pouvoir seigneurial échappant à certaines obligations fiscales et bénéficiant de droits spécifiques. A Montbéliard, le « Bois bourgeois » est une partie de la forêt, qui revient aux habitants du bourg, échappant à la règle qui réservait au seigneur les droits de chasse et de coupe du bois. [Retour](#)

³ **Ebauche** – page 10 - On appelle ébauche l'ensemble des pièces non assemblées d'un mouvement d'horlogerie. Si **Frédéric Japy** introduit la mécanisation de cette fabrication, le montage, lui, reste manuel et artisanal. [Retour](#)

⁴ **Machine à vapeur** – page 11 - Dans notre région, le charbon du bassin de Ronchamp a joué un rôle essentiel pour permettre la généralisation et le fonctionnement de ces machines qui fournissent une énergie plus importante et moins aléatoire que l'énergie hydraulique. Une extraction minière marquée par la silicose et par les catastrophes liées au grisou en 1824 (4 tués par l'explosion et 16 asphyxiés), 1830 (30 tués) et 1857 (14 morts). [Retour](#)

⁵ **Main d'œuvre étrangère au XIX^{ème} siècle** – page 11 - Les étrangers constituent 6% de la population montbéliardaise en 1851, 9 % en 1891 (source : Le monde ouvrier dans le Pays de Montbéliard. Archives Municipales Montbéliard, pochette pédagogique n° 9) [Retour](#)

⁶ **Les patrons dans les mairies** – page 13 –

Citons entre autres : **Jules Peugeot**, maire d'Hérimoncourt, conseiller général de Blamont. **Eugène Peugeot** lui succède comme maire à Hérimoncourt et au conseil général de Blamont. **Pierre Peugeot** préside le Conseil Général. **Charles Peugeot**, maire et conseiller général de Pont-de-Roide. **Armand Peugeot** maire de Valentigney et conseiller général d'Audincourt, **Alphonse Sahler**, conseiller général d'Audincourt, **Albert Japy**, maire de Dampierre-les-bois. **Gaston Japy** maire de Feschel-le-Châtel. **Henri Japy**, maire de Badevel ... [Retour](#)

⁷ **Massacre du bagne de la Saint Joseph** – page 13 - Suite aux « lois scélérates » qui criminalisent leurs idées, de nombreux anarchistes sont déportés au bagne de l'île Saint Joseph, au large de la Guyane. Les autorités décident de provoquer une révolte en faisant assassiner deux d'entre eux par les gardiens. La troupe est prête à intervenir mais la mutinerie ne vient pas, car les anarchistes ont eu vent du complot. Certains bagnards tentent de s'enfuir. La chasse à l'homme ordonnée par Billet, le gouverneur du camp fera 12 nouvelles victimes. [Retour](#)

Chapitre 2 - Le temps de l'accouchement

⁸ **Les amendes** – page 19 -

Ces retenues sur la paie s'ajoutent au non-paiement du retard ou viennent sanctionner financièrement l'ouvrier accusé d'avoir fait un « mauvais travail » et laissé passer un défaut. Les grèves de 1936 permettront de mettre fin à ce système et à son arbitraire. [Retour](#)

⁹ **Société des travailleurs du livre de Montbéliard-Audincourt** – page 20 –

Président **Edouard Choulet**, Secrétaire **Charles Richardot**, Trésorier **Auguste Rueff** [Retour](#)

¹⁰ **Bourses du travail** – page 21 -

Ici le terme de « bourses » n'a rien à voir ni avec un porte-monnaie, ni avec des testicules. La bourse est un lieu d'échange, comme on a aujourd'hui des bourses aux livres, bourses aux disques, ou bourses « de commerce » (Bourse de Paris, bourse de New York) où s'échangent, contre monnaie sonnante et trébuchante, les titres des sociétés par actions. [Retour](#)

¹¹ **Maison du peuple** – page 21 -

Alors que les Bourses du travail sont d'inspiration syndicale, les maisons du peuple ont une origine coopérative. Mais avec le temps, les 2 appellations finiront par converger et se confondre. Par exemple, aujourd'hui à Belfort, la bourse du travail est à la Maison du Peuple. Voir sur le site de l'Institut d'Histoire Sociale (IHS-CGT) :

<https://www.ihs.cgt.fr/wp-content/uploads/2018/10/140-dossier.pdf>

[Retour](#)

¹² **Bureau de placement** – page 21 -

En l'absence d'un service public, du type France Travail, les demandeurs d'emploi doivent faire le tour des usines ou s'adresser à des bureaux de placement privés et payants.

La plupart des Bourses du travail vont remplir cette fonction de façon gratuite, en indiquant aux travailleurs les établissements qui embauchent. Les employeurs eux-mêmes vont utiliser ce canal quand ils cherchent de la main d'œuvre. [Retour](#)

Chapitre 3 – 1899, la révolte ouvrière

¹³ **Peugeot-Frères** – page 25 –

A l'époque les usines Peugeot sont divisées en plusieurs entités :

- Peugeot-Frères (puis Les fils de Peugeot-Frères) produit les outils et cycles, principalement à Beaulieu.
- La Société des Automobiles Peugeot fondée par Armand Peugeot fabrique les voitures à Audincourt. [Retour](#)

¹⁴ **Filature Sahler** – page 25 - Cette usine reste connue sous le nom de Filature Japy, aujourd'hui reconvertie en salle de spectacle ou d'exposition. [Retour](#)

¹⁵ **SACM** -page 25 – La Société Alsacienne de Construction Mécanique, spécialisée dans le matériel ferroviaire, est à l'origine la filiale d'une société mulhousienne, qui l'a créée après la guerre de 1870 pour conserver l'accès au marché français. Sa fusion avec Thomson en 1928 donnera naissance à Alsthom (« Als » pour alsacienne et « Thom » pour Thomson). En 1899, l'établissement de Belfort est déjà une grosse usine avec 3 000 ouvriers. [Retour](#)

¹⁶ **Les canuts** -page 27 – A Lyon, les canuts sont les ouvriers de la soie qui en 1831, 1834 et 1848 se sont révoltés pour exiger une rémunération garantie de la part des « soyeux » qui leur passent commandes et qui ont la main sur la commercialisation de leur production. [Retour](#)

¹⁷ **Licenciements** – page 28 –

A l'époque, le CDI (contrat à durée indéterminée) n'existe pas. Il ne faut donc pas imaginer des procédures de licenciements comme nous les connaissons aujourd'hui avec convocation, entretien préalable, courrier motivé. De nombreux ouvriers sont embauchés « à la quinzaine ». Il suffit donc à l'employeur de ne pas renouveler le contrat, sans avoir la moindre justification à donner.

C'est encore pire en cas de lock-out. Le patron ferme l'entreprise, et quand il la rouvre, il ne reprend que les ouvriers qu'il souhaite. [Retour](#)

Chapitre 4 - 1900 /1914, la traversée du désert

¹⁸ **Germinal** – page 33 - Les éditions de ce journal sont disponibles aux archives départementales de Belfort. Une partie est consultable sur internet : [Retour](#)

https://archives.territoiredebelfort.fr/search/results?formUuid=162b1d6c-0177-4432-80e9-ce7406fa25c2&sort=date_asc&mode=table&0-title%5B%5D=Germinal+et+Tribune+de+l%27Est&1-date_begin=1913&1-date_end=1914&2-date=

¹⁹ **SFIO** – page 33 –

Il s'agit de la section française de la 2^{ème} internationale, créée au Congrès de Paris en 1889, à l'initiative notamment de **Friedrich Engels**, regroupant les partis socialistes et ouvriers d'une vingtaine de pays. Cette 2^{ème} internationale va se scinder et disparaître avec le repli nationaliste de la première guerre mondiale. [Retour](#)

²⁰ **Loi sur les retraites ouvrières et paysannes (1910)** – page 35 –

Cette loi, instaurant une retraite par capitalisation donnera lieu à un important débat entre les deux principaux dirigeants de la SFIO :

- **Jules Guesdes** refuse la cotisation ouvrière et considère qu'à 65 ans, c'est la « retraite pour les morts ».
- **Jean Jaurès** estime que la loi permet de passer de l'assistance au droit et à la socialisation des richesses : Cette avancée doit être saisie pour aller plus loin.

Sur les débats passionnants, les arguments des uns et des autres, on lira avec intérêt : « *Une loi pour les retraites – Débats socialistes et syndicalistes autour de la loi de 1910* » de Gilles Candar et Guy Dreux Ed. Le bord de l'eau, 2010 [Retour](#)

²¹ **Jean-Jaures le pacifisme et la défense citoyenne** - page 36 -

Contrairement à une idée répandue, Jaurès n'est pas un « pacifiste bêlant ». Certes il s'oppose aux logiques guerrières et à la loi qui passe la conscription de 2 à 3 ans. Mais dans son livre « L'armée nouvelle » (1911), il expose sa conception d'une défense basée sur les citoyens en armes. Cette notion, critiquée par **Rosa Luxembourg** mérite d'être connue si l'on veut comprendre les positions des uns et des autres face aux risques de guerre. [Retour](#)

Chapitre 5 - 1914 / 1918, l'incroyable renouveau

²² **Général Georges Herr** – page 41 -

A Pont-de-Roide, le château Herr, racheté en 1932 par la Municipalité, servira à héberger des familles de réfugiés espagnols fuyant le franquisme en 1939, puis deviendra une école de filles. Il est maintenant un lieu dédié aux associations et aux manifestations culturelles (concerts, etc.) https://fr.wikipedia.org/wiki/Fr%C3%A9d%C3%A9ric-Georges_Herr [Retour](#)

²³ **Syndicat des ouvriers métallurgistes et similaires de Montbéliard et environs** – page 43 – Secrétaire **Louis Oudry**, adjoint **Emile Bordenese**, Trésorier **Pierre Ribot**, adjoint **Ernest Bisinger**, Assesseur : **Ernest Vaufrey**. Nous ne savons pas si les travailleurs de Sochaux adhèrent à ce syndicat ou restent à la Chambre syndicale des ouvriers en voiture. [Retour](#)

²⁴ **Intervention gouvernementale pour les tarifs en 1917** – page 44 –

Outre le penchant pour le compromis social du ministre SFIO de l'Armement, **Albert Thomas**, le gouvernement, vu la situation internationale (agitation révolutionnaire en Russie et en Allemagne), craint une défection des ouvriers français qui ruinerait l'effort de guerre. Il insiste donc auprès du patronat pour qu'il fasse le nécessaire afin de préserver la paix sociale. [Retour](#)

²⁵ **Fraternelle de Valentigney** – page 44 –

Face aux tentatives de reprise en main patronale, il faut souligner le rôle déterminant :

- ✓ De son président, **Alfred Jacquemin**, un des fondateurs du syndicat de Beaulieu que, par vengeance, **Jean-Pierre Peugeot** licencie à 60 ans en le privant de retraite !
- ✓ De **Charles Fritz Quelet**, licencié lors de grèves de 1899, maintenant menuisier.
- ✓ De son administrateur-délégué, **Louis Renard**, par ailleurs fondateur à la même époque du syndicat des instituteurs du Doubs et dont nous reparlerons.

Lire les épisodes de ce combat dans « Les Mémoires de l'Enclave » de Jean-Paul Goux chapitre XXIX – Des luttes – pages 407 à 409 dans les Editions Mazarine. [Retour](#)

²⁶ **Négociation des tarifs 1918** – page 44 –

Pour ne pas refaire les concessions de l'année précédente, les patrons se sont organisés. Ils ont fondé la « Chambre syndicale des industries métallurgiques, métalliques, mécaniques du Haut-Rhin et des régions limitrophes » autour de **Robert Peugeot** de Valentigney, **Charles Viellard** de Morvillars, **Paul Vermot** de Danjoutin.

- ✓ Dans un premier temps, ils prétendent que la négociation est inutile, les prix n'ayant, disent-ils, pas variés depuis l'année précédente. Ce mensonge provoque un tollé.
- ✓ Dans un second temps le patronat refuse de rencontrer les syndicats et l'Union interdépartementale mais se déclare ouvert à des discussions avec les délégués d'atelier. **Cazals** (UIM), **Ducatillon** et **Jouve** d'Audincourt, **Ludovic-Oscar Frossard**, multiplient les interventions, y compris au ministère de l'armement. Sans résultats probants.

Pour déjouer la manœuvre patronale, le 20 avril tous les délégués d'atelier démissionnent en même temps, exigeant que les discussions se déroulent avec les syndicats. Aux élections suivantes, ils sont réélus triomphalement !

Devant l'unité ouvrière, le front patronal se fissure. Le 30 novembre 1918, *Germinal* publie les résultats de l'accord enfin obtenu : les ouvriers obtiennent une prime de vie chère allant de 2F à 0,25 F pour les salaires journaliers allant de 7 à 14 F. [Retour](#)

Chapitre 6 - La journée des 8 heures

²⁷ **Le croque-rave libertaire** – page 49 –

Pour les non-montbéliardais, précisons que le terme croque-rave désigne (de façon moqueuse ?) les habitants d'Audincourt. [Retour](#)

²⁸ **Premier mai 1919** – page 50 –

Lire la description qu'en fait Jean-Paul Goux dans « Les Mémoires de l'Enclave », chapitre XXIX – Des luttes – page 404 et 405 dans les Editions Mazarine. [Retour](#)

²⁹ **Semaine anglaise** – page 50 –

Dans la semaine anglaise on ne travaille pas le samedi après-midi ce qui permet d'avoir 1 jour ½ de repos.

Intervention en Russie -page 50 –

Après la révolution russe d'octobre 1917, la France et ses alliés envoient des troupes pour contrer l'armée rouge, soutenir les armées blanches et renverser le nouveau pouvoir soviétique. L'intervention dure jusqu'en 1920, et se solde par un échec. Elle donne lieu à de nombreuses manifestations de protestation en France et à la mutinerie des marins de la Mer Noire, qui avec **André Marty** et **Charles Tillon** refusent d'aller faire cette sale guerre. [Retour](#)

³⁰ **Dissolution de l'UIM** – page 50 –

Voici la motion de dissolution adoptée par le Congrès :

- ✓ *Considérant que l'UIM a été constituée pour la durée de la guerre, que son rôle essentiel était d'identifier la propagande dans les syndicats des métaux déjà existant dans la région et de créer de nouvelles organisations dans les diverses corporations des trois départements du Doubs, de la Haute-Saône et du Haut-Rhin,*
- ✓ *Considérant que le but poursuivi est désormais atteint, vu que les trois Unions Départementales, organismes réguliers de la CGT sont définitivement reconstitués et voient leur effectif augmenter chaque jour,*
- ✓ *Considérant enfin qu'un seul permanent est insuffisant pour assurer le travail de propagande dans les trois départements,*

Le congrès décide la dissolution de l'UIM tout en espérant que, malgré cette nécessaire division administrative et statutaire, les relations les plus étroites continuent à exister entre les UD du Doubs, de la Haute-Saône et du Haut-Rhin, et pour les questions d'ordre général intéressant toute notre région industrielle, les 3 organismes resteront toujours unis dans un effort constant d'inaltérable solidarité.

Le secrétaire : Léopold Cazals. [Retour](#)

Chapitre 8 – 1921 / 1934, le temps des divisions

³¹ **Discours de Léon Blum au Congrès de Tours** – page 61 –

https://www.parti-socialiste.fr/leon_blum_discours_tours [Retour](#)

³² **Occupation de la Ruhr (1923/1925)** – page 63 -

Sous prétexte du paiement insuffisant par l'Allemagne des dommages de guerre fixés par le traité de Versailles, le gouvernement français envoie l'armée occuper les centres de production de charbon, de fer et d'acier de la vallée de la Ruhr. Cette occupation provoque, en Allemagne de nombreuses grèves et actions de résistance passive. Elle amène surtout la montée du courant nationaliste, confortant les thèses revanchardes d'**Hitler**. [Retour](#)

³³ **Guerre du Rif** – page 63 –

En 1923, l'armée française (avec le général Lyautey, puis le général **Pétain**), mène une guerre sans merci, en lien avec les Espagnols (général **Franco**), dans leur protectorat marocain, contre le mouvement anticolonial dirigé par **Abdelkrim**, et écrase la jeune république que celui-ci avait réussi à constituer. [Retour](#)

³⁴ **Syndicat CGT de Peugeot Sochaux en 1929** – page 67 –

Les statuts déposés le 13 juin donnent les noms de **Lucien Monnin**, Secrétaire, **Jean Pfeiffer**, secrétaire-adjoint, **Louis Georges**, trésorier, **Charles Sender**, trésorier-adjoint. [Retour](#)

Chapitre 9 - 1934 / 1936 : Les chemins de l'Unité

³⁵ **Ligue communiste** -page 73 –

Dans le Pays de Montbéliard, le leader de cette tendance trotskiste en désaccord avec la recherche d'unité, est **Emile Mouhot**, secrétaire du syndicat du gaz de Montbéliard, qui participera en mars 1936 à la création du Parti Communiste Internationaliste (PCI) et sera membre de son Comité Central. [Retour](#)

³⁶ **Insurrection ouvrière des Asturies** – page 73 –

L'entrée dans le gouvernement espagnol de forces favorables au fascisme déclenche des grèves de protestation en 1934. Dans les Asturies, la réalisation de l'unité syndicale (CNT/UGT) et politique (PSOE socialiste / PCE communiste) est un formidable atout. La grève dont les mineurs sont le fer de lance prend un caractère insurrectionnel. Le 5 octobre 1934, la République des ouvriers et des paysans est proclamée à Oviédo. Dirigée par les ouvriers, elle confisque les usines, distribue la terre aux paysans et se dote d'une « armée rouge » de 30 000 travailleurs. Cette révolution est considérée en Espagne comme l'équivalent de la Commune de Paris.

Le gouvernement espagnol envoie le général **Franco** à la tête d'une armée de 40 000 hommes pour écraser l'insurrection. Armés de la dynamite des mineurs mais manquant cruellement de munitions adéquates, les insurgés subissent de lourdes pertes (3000 morts, 7000 blessés, 30 000 emprisonnés). La République des ouvriers et paysans est écrasée dans le sang. Deux ans plus tard, elle inspirera le gouvernement espagnol de Front populaire. [Retour](#)

³⁷ **Alexandre Stavisky** -page 74 –

Alexandre Stavisky est un escroc, d'origine juive ukrainienne, qui en émettant de faux bons au porteur a détourné 200 millions de F. du Crédit Municipal de Bayonne. L'enquête démontre que Stavisky bénéficiait d'une véritable impunité (il avait déjà été poursuivi et relaxé 19 fois) grâce à ses relations qui bénéficiaient de ses largesses, dans la presse, la police, la justice, mais aussi dans le groupe parlementaire radical et au gouvernement.

Le 8 janvier 1934, Stavisky est retrouvé mort dans un chalet de Chamonix, une disparition qui arrange beaucoup de beau monde. Le Canard Enchaîné écrit « *Stavisky s'est suicidé d'une balle tirée à 3 mètres. Voilà ce que c'est que d'avoir le bras long* »

L'affaire scandalise l'opinion publique. L'extrême-droite surfe sur cette émotion légitime et trouve dans le scandale Stavisky l'occasion d'une campagne virulente contre les juifs et le parlementarisme. Elle organise une marche sur l'Assemblée nationale le 6 février 1934.

Albert Prince, l'enquêteur qui a dévoilé les magouilles et détenait peut-être des documents compromettants, sera à son tour retrouvé mort, attaché sur une voie de chemin de fer le 20 février. [Retour](#)

Chapitre 10 - 1936 / 1939, le Front populaire

³⁸ **Conventions collectives** – page 81 –

Les conventions collectives sont des accords entre les syndicats et le patronat qui définissent les règles sociales pour une branche d'activité, dans un territoire donné. Par exemple, Convention collective de la boulangerie de la Région parisienne, ou Convention collective de la Métallurgie de Belfort-Montbéliard. A leur mise en place, les Conventions collectives ne devaient contenir aucune disposition moins favorable que la loi, pour les salariés. Elles ne pouvaient qu'améliorer les dispositions législatives. [Retour](#)

³⁹ **Lucien Fallot** – page 83 –

Lui-même ou un homonyme est adjoint au maire SFIO de Sochaux depuis 1929. [Retour](#)

⁴⁰ **Grève de 1937 considérée comme illégale** - page 84 -

La loi du 31 décembre 1936 et le décret du 17 février 1937 instaurent une conciliation et un arbitrage préalable et obligatoire pour tous les « différends collectifs de travail » (?). La grève de février 1937 qui est déclenchée sans avoir respecté cette procédure est considérée comme illégale par Peugeot, et ses instigateurs, accusés d'avoir violé la loi, s'exposent à de lourdes sanctions.

Pour éviter d'aggraver cette « illégalité », la CGT préfère mettre fin à la séquestration du directeur et à l'occupation de l'usine. Le syndicat accepte aussi l'arbitrage du Sous-Préfet de Montbéliard, M. Robert Martin. Dans ses conclusions, celui-ci déclare qu'il n'a pas tous les éléments et décide que, dans l'attente de la décision d'un surarbitre,

- ✓ **Maurice Diebold**, sous le coup d'une demande de licenciement, sera « mis à pied », sans salaire.
- ✓ **Maurice Herzog**, sous le coup d'une demande de licenciement, **Villequez** et **Bardet**, en instance de mutation dans une autre usine Peugeot du Pays de Montbéliard, seront « maintenus à l'extérieur de l'usine avec salaire payé ».

Je n'ai pas trouvé le nom du sur-arbitre qui réintègre **Villequez** et **Bardet** et prononce le licenciement des 2 Maurice au mois d'avril suivant. [Retour](#)

⁴¹ **Coup de feu en Sous-préfecture** -page 85 -

Cet épisode rocambolesque est relaté dans le journal « Le Pays de Montbéliard » du 20 février 1937 (Archives Municipales de Montbéliard). En revanche dans sa thèse d'histoire « Ouvriers et mouvement ouvrier dans le Doubs », (T2 page 478) Claude Cuenot attribue l'introduction du revolver et le coup de feu à **Maurice Herzog**, sans doute par erreur puisque ce n'est pas la version du journal et que, dans sa décision arbitrale, le sous-préfet est plus sévère contre **Maurice Diebold** que contre **Maurice Herzog**. [Retour](#)

⁴² **Décret-loi** - page 86 -

Un décret-loi est le moyen donné au gouvernement de prendre des mesures, qui sont habituellement soumises au vote du parlement, sans avoir à consulter celui-ci. [Retour](#)

⁴³ **Accords de Munich** – page 86 -

Par les accords de Munich du 30 septembre 1938, la France et l'Angleterre trahissent la Tchécoslovaquie, pays avec lequel elles ont pourtant un traité d'alliance. Elles autorisent Hitler à annexer une partie du territoire tchèque, les Sudètes et leurs usines d'armement, notamment de chars, en échange de vagues promesses engageant les parties à négocier de manière pacifiste leurs différents futurs. Les signataires français et anglais se présentent

à leurs opinions publiques comme ceux qui ont « sauvé la paix ». On attribue (à tort) cette citation à **Winston Churchill** : « *Ils avaient le choix entre le déshonneur et la paix, Ils ont choisi le déshonneur et ils auront la guerre* ». [Retour](#)

⁴⁴ **Pacte germano-soviétique** – page 87 -

De nombreuses justifications ont été apportées à la signature de ce pacte, notamment :

- ✓ L'URSS déjà en guerre avec le Japon ne peut pas se permettre l'ouverture d'un deuxième front.
- ✓ L'armée soviétique, déjà affaiblie par les purges staliniennes, n'est pas prête et manque cruellement d'armement notamment de chars. Un répit permet de combler ces retards.
- ✓ La perspective d'une alliance avec la France et l'Angleterre a été mise en cause par la signature par ces pays des accords de Munich, et par le peu d'empressement de leurs délégations à Moscou pour avancer dans les pourparlers.

Il ne m'appartient pas de valider ou non ces explications mais d'indiquer quelles sont les conséquences françaises de ce pacte :

- ✓ Pour le gouvernement, c'est un tremplin idéal pour une campagne anticomuniste, pour interdire L'Humanité, pour dissoudre le PCF.
- ✓ Pour une partie des communistes eux-mêmes, c'est l'incompréhension : Certains expriment leurs désaccords avec le pacte. Des adhérents rendent leurs cartes et 22 parlementaires sur 74 démissionnent du PCF.

[Retour](#)

⁴⁵ **Mise sous séquestre préfectoral** -page 87 –

Il s'agit d'une mesure conservatoire consistant à confier au préfet les biens des syndicats concernés en attendant que les tribunaux décident quel en sera le bénéficiaire. [Retour](#)

Chapitre 11 – La France et le Pays de Montbéliard occupés
--

⁴⁶ **Pleins pouvoirs au maréchal Pétain** – page 91 -

Cette expression est ambiguë. Car les députés donnent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain pour réviser la Constitution. Mais dans les faits Pétain s'appuiera sur cette décision pour s'arroger les pleins pouvoirs sur tout.

Le 10 juillet 1940, 569 députés et sénateurs votent le texte.

80 s'y opposent malgré les menaces que **Pierre Laval** fait peser sur eux. Parmi eux, **Leon Blum** et, pour notre région le marquis **Léonel de Moustier** qui est député du Doubs et propriétaire du Château de Bournel (aujourd'hui transformé en golf), qui entrera dans la Résistance et mourra en déportation.

Il faut noter que les députés communistes, ne peuvent participer à ce vote. Ils ont été révoqués en janvier 40, suite au pacte germano-soviétique. Ceux qui n'ont pas réussi à passer dans la clandestinité, sont arrêtés et déportés en Algérie.

De même, une partie des parlementaires SFIO sont tombés dans le piège tendu par **Laval**, qui a fait croire à un transfert du gouvernement et des Assemblées en Afrique du Nord, et qui ont embarqué sur le Paquebot Massilia. [Retour](#)

⁴⁷ **La justice sous l'occupation** -page 92 -

Voir <https://france3-regions.franceinfo.fr/nouvelle-aquitaine/gironde/la-justice-sous-l-occupation-les-liens-entre-la-magistrature-et-le-pouvoir-pendant-la-guerre-detailles-dans-un-documentaire-inedit-3062710.html>

[Retour](#)

⁴⁸ **Montbéliard occupée** -page 93 -

Extrait de Nos petites histoires n°22 des Archives Municipales de Montbéliard « Une folle épopée, la libération de Montbéliard ».

https://www.montbeliard.fr/content/uploads/2024/11/NPH_22_web.pdf

[Retour](#)

⁴⁹ **Peugeot à Bordeaux** - page 93 -

Juste avant-guerre, le gouvernement demande aux industries d'armement de déménager leur production à Bordeaux. Dans son esprit, cette ville restera à l'abri des combats qui devraient se cantonner dans le Nord et l'Est de la France.

Peugeot crée donc plusieurs usines à Bordeaux et Mérignac pour la production des moteurs d'avion. En réalité, après la débâcle, Bordeaux se retrouve en zone occupée et cette délocalisation n'a plus d'intérêt.

La plupart des travailleurs de Sochaux, envoyés en Gironde reviennent rapidement. Dans son livre « En Marche » (pages 8 et 9), **Georges Minazzi** explique n'y être resté que 5 semaines.

Pour en savoir plus :

- ✓ <http://hubertbonin.fr/wp-content/uploads/2020/04/PEUGEOT-EN-GIRONDE-EN-1940-bonin-7-avril-2020.pdf>
- ✓ Ou « Le repli des usines Peugeot à Bordeaux (1938-1945) et l'exode de mai-juin 1940 », article de Pierre Croissant, dans le Bulletin de la Société d'émulation de Montbéliard, 2008, n° 131, p. 303-356.

[Retour](#)

⁵⁰ **Peugeot sous l'occupation** – page 93 -

Voir l'étude François Marcot : La direction de Peugeot sous l'occupation, pétainisme, réticences, opposition et résistance. https://retraitescgtpsa.fr/E_Occupation_01.html

[Retour](#)

Chapitre 12 – La résistance

⁵¹ **Evasions du camp Royallieu de Compiègne** -page 99 -

Sur l'évasion du 22 juin 1942 : <https://deportes-politiques-auschwitz.fr/2013/05/22-juin-1942-19-internes-sevadent-du/>

Sur toutes les évasions et tentatives d'évasions : <https://shs.cairn.info/revue-le-monde-juif-1982-1-page-12?lang=fr#s1n5> cliquez sur chapitre 9.

[Retour](#)

⁵² **Libération du camp de Buchenwald** -page 99 –

<https://asso-buchenwald-dora.com/le-camp-de-buchenwald/histoire-du-camp-de-buchenwald/la-liberation/>

[Retour](#)

⁵³ **Italiens dans la Résistance franc-comtoise** – page 99 -

<https://migrations.besancon-bourgogne-franche-comte.fr/histoire/local/1939-1945-la-2e-guerre-mondiale-3/italiens-dans-la-resistance-franc-comtoise/>

[Retour](#)

⁵⁴ **Mont Valérien** -page 100 -

Situé à Suresnes, en banlieue parisienne, le fort du Mont Valérien a été le principal lieu d'exécution des résistants. On estime qu'un millier de combattants de la liberté y ont été passés par les armes. C'est devenu le principal lieu de mémoire de la Résistance à l'occupant nazi. https://fr.wikipedia.org/wiki/Mont_Val%C3%A9rien [Retour](#)

⁵⁵ **Otages** -page 100 -

Face aux actes de résistance dont ils ne peuvent identifier ou arrêter les auteurs, les nazis pratiquent la politique des otages, qui, sans lien avec les faits reprochés, sont exécutés dans les seuls buts de représailles et de terroriser la population. <https://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/1941-la-politique-des-otages-en-france-occupee> [Retour](#)

⁵⁶ **Kommando de Hersbrück** – page 100 -

<https://asso-flossenbourg.com/kommando/hersbruck/> [Retour](#)

⁵⁷ **Libération du camp de Loibl-Pass** - page 101 -

Photos : <https://campmauthausen.org/ressources/archives/dossiers/photos-perdues-loibl/> [Retour](#)

⁵⁸ **Kommando de Dresden-Zschachwitz** -page 105 -

<https://asso-flossenbourg.com/wp-content/uploads/2020/02/K.39-Zschachwitz.pdf> [Retour](#)

⁵⁹ **Colonel Fabien** - page 110 -

Quand il arrive dans notre région, **Pierre Georges** n'a pas encore son nom de résistant « Colonel Fabien » mais celui de « Capitaine Henri ». C'est pour faciliter la compréhension, que dans la suite du texte, j'utiliserai le nom de Colonel Fabien, connu de tous. [Retour](#)

⁶⁰ **Groupe Valmy** – page,110 -

Le nom du groupe est inspiré de la bataille de Valmy de 1792, par laquelle les révolutionnaires de 1789 ont vaincu les armées autrichiennes et prussiennes venues rétablir la monarchie. [Retour](#)

⁶¹ **Monique Georges** -page 112 -

Monique a écrit un livre paru en 2009 aux Editions de Minuit, « Le Colonel Fabien était mon père », à partir de la documentation familiale. [Retour](#)

⁶² **Lipmann** – page 113 -

Cette usine, connue ultérieurement sous le nom de **Lip**, est à l'époque réquisitionnée par les Allemands. [Retour](#)

⁶³ **Chasseur de prime** – page 113 -

Marcel Curtit, le paysan qui a « vendu » les FTP-Valmy sera condamné à 15 ans de prison à la Libération. [Retour](#)

⁶⁴ **Blessure du Colonel Fabien** – page 113 -

Une balle lui a perforé le visage, entrée côté droit, deux centimètres au-dessus de la tempe, et ressortie côté gauche après lui avoir abimé l'œil droit et perforé les fosses nasales. [Retour](#)

⁶⁵ **Massacre de Köselitz** – page 114 -

<https://www.stsg.de/cms/zeithain/aktuelles/1945-2020-kalenderblatt-die-massenerschiessung-koselitz-erinnerung-ein> (activer la traduction française) [Retour](#)

⁶⁶ **FTP-Bara** – page 116 -

Le nom du groupe est une référence à **Joseph Bara**, jeune tambour tué en défendant la République pendant la guerre de Vendée en 1793, et honoré par **Robespierre**. [Retour](#)

⁶⁷ **Opérations du groupe FTP-Bara** – page 116 -

Cette liste est extraite du livre de Jean-Pierre Marandin (op cit T1, annexe 1 p.209) [Retour](#)

⁶⁸ **SIBEL** -page 116 –

La SIBEL (Société Industrielle des Bois de l'Est et des Landes) était une entreprise du groupe Peugeot. Spécialisée au départ dans le travail sur bois. Pendant la guerre, elle produisait des caisses à munitions et des gabaris pour l'industrie aéronautique allemande. Après-guerre, l'activité « bois » décline. L'usine change d'activité pour devenir progressivement un atelier sous-traitant de Sochaux (câblerie, toits ouvrants ..). Avant la fermeture de la SIBEL en 1960, le personnel est transféré à l'usine Peugeot de Bart. [Retour](#)

⁶⁹ **Légion des Volontaires Français** -page 117 -

Cette organisation créée par **Jacques Doriot** et **Marcel Déat**, recrutait de jeunes français pour aller combattre sur le front russe aux côtés de l'armée allemande, au nom de la lutte contre le communisme. [Retour](#)

https://fr.wikipedia.org/wiki/L%C3%A9gion_des_volontaires_fran%C3%A7ais_contre_le_bolchevisme

⁷⁰ **Georges Pouto** -page 117 -

En trahissant la Résistance, Georges Pouto est responsable de plus de la mort de plus de 200 maquisards, tués au combat, fusillés, déportés. Arrêté lors de sa fuite en février 1947, Georges Pouto est condamné et fusillé dans la prison de Dijon.

<https://jhm.fr/itineraire-dun-traitre/> [Retour](#)

⁷¹ **Police de Vichy GMR** – page 119 –

https://fr.wikipedia.org/wiki/Groupe_mobile_de_r%C3%A9serve [Retour](#)

⁷² **Soldats indiens évadés du Stalag d'Epinal** – page 121 –

Cette évasion est la plus importante réussie pendant la Seconde guerre mondiale. A travers les Vosges certains gagneront la Haute-Saône, puis le Pays de Montbéliard. Les réseaux de solidarité permettront à un grand nombre d'entre eux de gagner la Suisse. [Retour](#)

⁷³ **Le réseau protestant** - page 121 -

Il est touché par un terrible coup de filet en octobre et novembre 1943.

Le pasteur **Paul Buschenschutz** est interpellé à Montbéliard.

Au centre de Glay, les arrestations touchent le responsable de l'internat, **René Juteau**, un surveillant et 6 élèves. Tous sont déportés :

- ✓ **Paul Buschenschutz** reviendra de déportation.
 - ✓ **René Juteau** meurt le 8 avril 1945 à Nordhausen
 - ✓ **Pierre Rolinet**, le surveillant, réfractaire au STO, est libéré de Dachau par l'armée américaine en avril 1945.
 - ✓ 4 des 6 élèves trouveront la mort dans les camps.
- [Retour](#)

⁷⁴ **Jacques Solomon** – page 122 -

Résistant, le gendre de Paul Langevin est fusillé au Mont Valérien le 23 mai 1942.

[Retour](#)

⁷⁵ **Hélène Langevin (épouse Solomon)** – page 122 -

Déportée à Auschwitz, la fille de Paul Langevin rentrera vivante en 1945.

[Retour](#)

⁷⁶ **Réseau Stockbroker** – page 124 –

<https://mvr.asso.fr/reseau-cesar-buckmaster-stockbroker/>

[Retour](#)

⁷⁷ **Pierre Lucas** – page 124 –

Arrêté le 4 décembre 1943, lors d'un passage de la frontière suisse, il se fait passer pour un contrebandier grâce au tabac qu'il transporte, il n'hérite « que » de 4 mois de prison et pourra reprendre ses activités de résistant dans l'usine. A nouveau arrêté le 25 avril 1944, il parvient à s'enfuir de l'hôtel Bristol.

[Retour](#)

⁷⁸ **Jérôme Ortstein** - page 124 -

Arrêté suite à l'évasion de Pierre Lucas, il se fait passer pour un collabo (très intentionnellement il n'a participé à aucune action de protestation dans l'usine) et promet d'essayer d'infiltrer le réseau des saboteurs. Pour le mettre à l'abri, le réseau Stockbroker organise un faux enlèvement du faux traître, qui est réalisé devant témoins au café Gret de Montbéliard par **Alfred Schorpp**, **Robert Dormoy** et **Frédéric Mettetal**.

[Retour](#)

⁷⁹ **Attentat du 3 novembre 1943 contre les transfos de Peugeot Sochaux** – page 125 –

Ont participé à cette action :

- ✓ **Alfred Schorpp** et **Jean Louys**, à la Forge
- ✓ **Jérôme Ortstein** et **Lucien Didier** en Fonderie
- ✓ **Paul Bertaux**, **Lucien Charmois**, **Emile Goudey**, **Jacques Tournut** à l'Emboutissage
- ✓ **Louis Biguenet**, **Robert Dormoy**, **André Fournot**, **Fernand Grosjean**, **Alfred Guilly**, **Alphonse Hentzy**, **Arnold Wilhelm** en Mécanique
- ✓ **Paul Bernard**, **Louis Fischer**, **Rebatel**, **Léon Schepringue** en Carrosserie,
- ✓ Auxquels il faut ajouter, en couverture, **Pierre Lucas**, **Georges Donzé**, **Roger Menegaux**, **Marcel Mismar**, **Jean Mourey**, sans oublier le délégué CGT **Virgile Schulteiss**.

[Retour](#)

⁸⁰ **Marche de la mort** – page 126 -

Avec l'avancée des troupes soviétiques, les premiers camps de concentration ont été libérés et les horreurs qui s'y sont produites sont dévoilées. Pour éviter de laisser d'autres traces, les nazis décident d'évacuer de force les prisonniers qui se trouvent dans des camps trop proches de la ligne de front et de les regrouper dans les camps plus éloignés. Ces marches de mort, par tous les temps, sans eau, sans nourriture, et sous les coups de leurs bourreaux, font des milliers de victimes.

[Retour](#)

⁸¹ **Roger Fouillette** – page 126 -

Arrêté le 27 octobre 1943, déporté à Buchenwald puis à Dora, il est libéré par l'armée soviétique. Une plaque commémorative lui rend hommage sur le temple d'Audincourt, et l'emplacement du monument aux morts porte le nom d'esplanade Roger Fouillette.

[Retour](#)

⁸² **Fonderie Leroy de Ste Suzanne** – page 128 –

Cette fonderie existe toujours sous le nom de Castmétal FWF.

[Retour](#)

⁸³ **Le train fantôme** – page 128 -

Le passage à niveau de la route d'Audincourt dont il est fait mention ici, n'existe plus. Il se situait dans la petite rue (aujourd'hui coupée en deux culs de sac) entre l'Hôtel de France et le siège d'EDF). Il a été remplacé par le pont qui domine la voie ferrée, entre l'Hôtel de France et la gendarmerie.

La technique des trains fantômes sera réutilisée à plusieurs reprises par les résistants du Pays de Montbéliard et notamment par le groupe « Tito » dans la vallée du Doubs. [Retour](#)

⁸⁴ **Maquisards envoyés au casse-pipe ?** – page 130 -

Le même reproche est fait par **Pierre Dalloz** dans son livre « Vérités sur le drame du Vercors » (ed Fernand Lanore 1979). Il retrace comment, ayant répondu à l'appel à la guérilla du 1^{er} juin, confirmé pour le Vercors le 5 juin, le maquis qu'il a fondé **avec Jean Prévost** est resté sans appui des alliés et a été écrasé dans le sang par l'armée allemande le 21 juillet 1944. [Retour](#)

⁸⁵ **Groupe Tito** - page 131 -

Le nom du groupe, qui est aussi le pseudonyme de son dirigeant, **Henri Bourlier**, a été choisi en référence au chef de la résistance communiste yougoslave **Josip Broz Tito**.

<https://clespourlhistoire.ac-besancon.fr/henri-bourlier-dit-tito/>

[Retour](#)

⁸⁶ **Edouard Montavon** -page 132 -

Père de 6 enfants, ouvrier puis contremaître à l'usine Peugeot de Terre blanche (Hérimoncourt), Edouard Montavon est le maire de Vandoncourt.

Après sa rencontre avec **Harry Rée**, il organise un petit groupe de résistants et installe un dépôt de munitions dans une maison inhabitée du village.

Recherché par les Allemands, il vit dans la clandestinité, caché par les habitants.

En juin 1944, son groupe et lui sont au maquis d'Ecot et participent aux combats du 8 juillet. Il parvient à en réchapper, mais le 10 août 1944, 300 Allemands investissent son village.

Arrêté, torturé, il ne parle pas. Le 19 août, il est décapité par les nazis.

[Retour](#)

⁸⁷ **Composition du maquis du Lomont** – page 132 -

Il a parfois été dit que le maquis du Lomont était un refuge de RMA (résistants du mois d'août) qui, inactifs jusque-là, volaient au secours de la victoire et se donnaient ainsi une identité de résistants. Sans nier que ce phénomène ait pu exister, notamment après le succès du maquis du 22 août, on voit que c'est loin d'être une généralité, et que le maquis réunit d'abord des groupes de résistants préexistants et déjà actifs. [Retour](#)

⁸⁸ **Miliciens** – page 133 -

Eugène Hug, le croque-rave libertaire, syndicaliste CGT et CGTU, qui avait quitté la région en 1924, revient pour participer à la Résistance. Il explique dans son livre (voir bibliographie) que fuyant les territoires libérés, de nombreux miliciens ont trouvé refuge auprès de la gestapo montbéliardaise et tentent, parfois avec succès, d'infiltrer la Résistance en se faisant passer pour des personnes traquées voulant rejoindre les maquis. [Retour](#)

⁸⁹ **Les fusillés du Bois de Dasle** – page 136 -

Outre **Frédéric Ohlgiesser** les miliciens ont assassiné au même endroit **Hervé Demany** (membre de son réseau), et des membres du Groupe **Jean Badel** à savoir : **Robert Bernard** (un des responsable de la CFTC de Peugeot Sochaux), **André Domon** (arrêté au domicile de son père **Henri**, également responsable CFTC), et son ami **André Defaut**. [Retour](#)

⁹⁰ **La nueve** – page 136 -

Ce sont les Républicains espagnols, avec leurs chars au nom des batailles de la guerre d'Espagne et leurs drapeaux républicains, qui, les premiers, sont entrés dans Paris après des combats héroïques depuis la Normandie et avant d'autres batailles qui les mèneront à la prise du nid d'aigle de Hitler. Beaucoup espéraient qu'après avoir battu le nazisme, les alliés les aideraient à se débarrasser de la dictature de Franco. Mais il n'en a rien été. Cette histoire, longtemps camouflée pour n'honorer que les seuls français a été enfin reconnue près de 60 ans plus tard. [Retour](#)

<https://www.paris.fr/pages/la-nueve-ces-republicains-espagnols-qui-ont-libere-paris-7066>

Au menu

Chapitre 1 - Du temps où le syndicat n'existait pas encore -----	7
1-1 - Naissance de la classe ouvrière -----	9
2-1 - Pour le droit de s'associer -----	12
Chapitre 2 - Le temps de l'accouchement-----	17
2.1 – Des racines sociales et politiques -----	19
2.2 - S'émanciper du paternalisme -----	19
2.3 - Des premières naissances ... -----	20
2.4 - ... Aux grandes usines -----	20
2.5 - Arrêtons-nous un instant -----	21
Chapitre 3 - 1899, la révolte ouvrière -----	23
3.1 - Un premier succès -----	25
3.2 - Mais c'est pas fini ! -----	25
3.3 - Contre-offensive patronale -----	27
3.4 - L'aventure de la marche sur Paris -----	27
Chapitre 4 – 1900/1914, la traversée du désert-----	31
4.1 - Pays de Montbéliard : Le syndicalisme sinistré -----	33
4.2 - Ailleurs, en France -----	33
4.2.1 - Unification du courant socialiste-----	33
4.2.2 - Structuration et progrès de la CGT -----	33
4.2.3 - Trois combats prioritaires-----	35
4.2.4 - Quelques avancées sociales -----	35
4.2.5 - L'assassinat de Jean Jaurès -----	36
4.2.6 - L'Union Sacrée-----	36
Chapitre 5 – 1914/1918, l'incroyable renouveau -----	39
5.1 - La fortune des marchands de canons -----	41
5.2 - Main d'œuvre de guerre -----	41
5.3 - Affectés spéciaux et militants locaux -----	42
5.4 - Syndicalisation massive -----	42
5.5 - L'intendance doit suivre -----	43
5.6 - Un entre-deux -----	43
5.7 - Trois succès-----	44
Chapitre 6 – La journée des 8 heures ! -----	47
6.1 - 1919, une situation nouvelle -----	49
6.2 - Premier mai, première manche -----	50
6.3 - 1920, deuxième manche-----	51
Chapitre 7 – Pacte de famine et taylorisme -----	53
7.1 - Le pacte de famine -----	55
7.2 - Le taylorisme, la chaîne et le travail aux pièces -----	55
7.3 - La répression toujours -----	56

Chapitre 8 – 1921 / 1934 : Le temps des divisions	59
8.1 - Scission politique entre la SFIO et ses opposants	61
8.2 - Division syndicale entre la CGT et la CGT-U	62
8.3 - Premières répercussions locales	63
8.4 - Contestations internes	64
8.4.1 - Les prises de positions individuelles	65
8.4.2 - Les résistances politiques	66
8.4.3 - Les désaccords syndicaux	66
8.4.4 - L'enjeu de la Fraternelle de Valentigney	66
8.5 - Les tentatives d'organisations locales	68
8.5.1 - La Fédération Communiste Indépendante de l'Est	68
8.5.2 - Les syndicats CGT-U autonomes	68
8.5.3 - Des syndicats professionnels unifiés	68
Chapitre 9 – 1934 /1936 : Les chemins de l'Unité	71
9.1 – L'appel des 22	73
9.2 - Le fascisme menaçant	73
9.3 - Serrez les rangs ! Les comités antifascistes	74
9.4 - 14 février 1934 : Jonction des manifs parisiennes	74
9.5 - A Montbéliard, l'unité s'impose aussi	75
9.6 - Le virage communiste	75
9.7 - La réunification syndicale	76
9.8 - La victoire électorale du Front populaire	76
9.9 - L'exception montbéliardaise	77
Chapitre 10 – 1936/1939 : le Front Populaire	79
10.1 – Les grandes grèves et les accords Matignon	81
10.2 – La bataille de la Convention collective	82
10.2.1 - Juin 36 : Qui négocie ? Avec quelles garanties ?	82
10.2.2 - Juillet 36 : Quels salaires mini ? Quels abattements ?	83
10.2.3 - Le patronat et Peugeot se réorganisent	83
10.2.4 - 1937 : Nouveaux bras de fer	84
10.3 - Le Front Populaire en miettes	86
10.4 - La grève générale du 30 novembre 1938	86
10.5 - Pacte germano-soviétique	87
Chapitre 11 – La France et le Pays de Montbéliard occupés	89
11.1 - Maréchal, nous voilà !	91
11.2 - Les dirigeants CGT à la remorque du pouvoir	91
11.3 - Montbéliard sous la botte allemande	93
11.4 - Pétainisme patronal	93
11.5 - La famille Peugeot, le cul entre deux chaises	93

Chapitre 12 – La Résistance	95
12.1 - Les premiers clandestins	98
12.2 - Le talon de fer	104
12.3 - Les actions collectives	107
12.3.1 – Le boycott des institutions de collaboration	107
12.3.2 - L'arrêt de travail du 31 octobre 1941	108
12.3.3 - Les manifestations de ménagères	108
12.3.4 - Le sabotage de la production	108
12.3.5 - Grève contre le Service du Travail Obligatoire (STO)	109
12.3.6 - Défilé dans l'usine pour le 14 juillet	109
12.3.7 - Refuser les mesures de rétorsion	109
12.4 - L'action armée des Francs-Tireurs et Partisans	110
12.4.1 - Les FTP-Valmy	110
12.4.2 - La création du Front National	114
12.4.3 - Ami si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place	115
12.4.4 - Le groupe FTP-Bara	116
12.4.5 - Le maquis des Combes de l'Auge	118
12.5 - Le développement d'autres réseaux	120
12.5.1 - Le réseau de la Cure	120
12.5.2 - Les protestants	121
12.5.3 - Le groupe Libération	121
12.5.4 - Le groupe Combat	121
12.5.5 - Défense de la France	121
12.6 - Les Anglais changent la donne	124
12.6.1 - Intensifier les sabotages : le réseau Stockbroker	124
12.6.2 - Unifier les groupes de résistants	126
12.6.3 - La force vient du ciel	127
12.6.4 - Le groupe Coucou et la bataille du rail	128
12.7 - Les maquis	129
12.7.1 - Le maquis d'Ecot	129
12.7.2 – Se relever d'un coup terrible	131
12.7.3 – Le maquis du Lomont	132
12.8 - Epilogue sur la Résistance	136

Fin de la 1^{ère} partie
Des origines à la Libération

A suivre 2^{ème} partie
De la Libération à nos jours